

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

QUATRIÈME INTERNATIONALE

23^e ANNÉE

N° 26

Sommaire

Editorial :

L'ASIE EN CRISE.

Notes éditoriales :

Contradictions des élections allemandes.

Bolivie, la lutte atteint le stade de la guérilla.

Le conflit indo-pakistanaï.

H. VALLIN. — Les causes de la défaite du Parti Communiste indonésien.

C. BIVANCHE. — Blackpool 1965.

Joseph HANSEN. — Un nouveau champ de bataille pour « Che » Guevara.

E. GERMAIN. — Crise de croissance ou crise d'effondrement du Marché Commun ?

Th. THALASSINOS. — Tandis que le combat se poursuit (Grèce).

C. HENRY. — La classe ouvrière française, « force d'appoint » dans l'élection présidentielle.

La « voie roumaine ».

Livio MAITAN. — Les thèses pour le Congrès de la Fédération Syndicale Mondiale.

Sandro MANTOVANI et Ilario RIVERA. — L'intelligentsia soviétique, de la « déstalinisation » à la révolution politique.

Pierre FRANK. — Construire l'Internationale... à coup de citations.

BLASCO (Pierre TRESSO).

Documents. — Le coup d'Etat militaire en Algérie et le régime Boumedienne. — Sur la crise grecque. — Arrêtez la terreur impérialiste à Aden !

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale. — Plenum du Comité Exécutif de la IV^e Internationale. — Bolivie. — Chili. — Inde. — Algérie. — Pologne. — U.R.S.S. — France. — Belgique.

NOVEMBRE 1965 (4^e trimestre)



SOMMAIRE

Editorial :

L'ASIE EN CRISE	1
-----------------------	---

Notes éditoriales :

Contradictions des élections allemandes	5
Bolivie, la lutte atteint le stade de la guérilla	6
Le conflit indo-pakistanaï	7

H. VALLIN. — Les causes de la défaite du Parti Communiste indonésien ..	9
---	---

C. BIVANCHE. — Blackpool 1965	13
-------------------------------------	----

Joseph HANSEN. — Un nouveau champ de bataille pour « Che » Guevara	16
--	----

E. GERMAIN. — Crise de croissance ou crise d'effondrement du Marché commun ?	20
--	----

Th. THALASSINOS. — Tandis que le combat se poursuit (Grèce)	25
---	----

C. HENRY. — La classe ouvrière française, « force d'appoint » dans l'élection présidentielle	29
--	----

La « voie roumaine »	32
----------------------------	----

Livio MAITAN. — Les thèses pour le Congrès de la Fédération Syndicale Mondiale	35
--	----

Sandro MANTOVANI et Ilario RIVERA. — L'intelligentsia soviétique, de la « déstalinisation » à la révolution politique	38
---	----

Pierre FRANK. — Construire l'Internationale... à coup de citations	48
--	----

BLASCO (Pierre TRESSO)	53
------------------------------	----

Documents. — Le coup d'Etat militaire en Algérie et le régime Boumedienne. — Sur la crise grecque. — Arrêtez la terreur impérialiste à Aden !	55
--	----

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale. — Plenum du Comité Exécutif de la IV ^e Internationale. — Bolivie. — Chili. — Inde. — Algérie. — Pologne. — U.R.S.S. — France. — Belgique.	62
--	----

QUATRIEME INTERNATIONALE

21, rue d'Aboukir, Paris 2^e

Téléphone : GUT. 06-57

Permanence : tous les jours, de 17 à 18 h. 30.

Abonnements à « Quatrième Internationale »

Un an (4 numéros) .. . 11 F

Abonnement de soutien .. . 15 F

Etranger : un an .. l'équivalent de 3 dollars
(plus frais postaux pour envoi par avion)

Notre C.C.P. : Pierre FRANK 12648-46 Paris

NOVEMBRE 1965

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous

IV^e INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif International de la IV^e Internationale

Editorial

L'ASIE EN CRISE

La ténacité extraordinaire avec laquelle les ouvriers et paysans pauvres du Vietnam poursuivent leur révolution contre la puissance la plus riche et la mieux armée du monde, après vingt années de guerre civile ; l'éclatement de la « Grande Malaisie », par suite de la rupture entre les féodaux malais et la bourgeoisie **compradore** de Singapour ; la guerre indo-pakistanaise qui a déchiré la péninsule indienne ; la crise qui a rompu un certain équilibre précaire dont semblait jouir l'Indonésie depuis dix ans : ce sont autant d'indices de la crise profonde qui ébranle aujourd'hui l'Asie néo-colonialiste.

Il y a dix ans, lors de la conférence de Bandoung, cette Asie « neutraliste » semblait en pleine apogée. Elle était courtisée à la fois par l'impérialisme américain et par la bureaucratie soviétique. Les dirigeants de la révolution chinoise eux-mêmes y apparaissaient comme des partenaires souriants et conciliants. Elle se donnait volontiers des airs de « conscience universelle » avec feu Nehru ; elle se présentait au monde comme un havre de paix, grâce à l'application rigoureuse des « cinq principes de la coexistence pacifique ».

Aujourd'hui, toutes ces illusions se sont envolées. Ce ne sont pas les hymnes à la gloire de la « coexistence pacifique », mais les bruits de canons et de bombardements qui remplissent le ciel de l'Asie. Cet immense continent, où habite plus de la moitié du genre humain, est devenu un immense champ de bataille où se confrontent les appétits féroces des nouvelles classes dominantes, l'effort désespéré de l'impérialisme pour consolider ses derniers bastions, la volonté des masses populaires de conquérir la liberté, le pain, la terre et un avenir décent pour leurs enfants, l'effort de la révolution chinoise de faire face à un assaut de l'impérialisme yankee.

Symbole du changement : le « nouveau Bandoung » dont on crut encore, en juin dernier, faire une nouvelle démonstration « d'unité » à Alger, est aujourd'hui ajourné. La Chine qui, en juin-juillet, faisait pression pour la tenue de la conférence, intervint en sens directement opposé en novembre. Les dirigeants des Etats afro-asiatiques n'ont pu s'entendre que pour renvoyer la Conférence **sine die**, une expression qui dans le langage diplomatique veut souvent dire les calendes grecques.

Les causes objectives de la crise de l'Asie résident dans la nature purement formelle de l'indépendance que les nations asiatiques conquièrent au lendemain de la deuxième guerre mondiale. L'impérialisme d'une domination directe se replia vers une domination indirecte. Sa lourde main exploiteuse pesa sur les pays nouvellement indépendants, comme elle avait pesé jadis sur ses colonies. De ce fait, il n'y eut pas de véritable démarrage de la croissance économique. Les classes possédantes au pouvoir — alliances de propriétaires fonciers semi-féodaux et de bourgeois **compradore**, ou quelquefois alliances d'une bourgeoisie industrielle et de paysans riches — empêchèrent toute solution radicale de la question agraire. Ces deux facteurs condamnent des millions d'Asiatiques à croupir dans une misère et dans un sous-emploi inhumains.

Mais les esclaves coloniaux n'acceptent plus cet asservissement. Ils se lèvent pour partir à l'assaut des citadelles de la propriété et du pouvoir. Battus temporairement, ils reviennent à la charge au bout de quelques années, tant les conditions dans lesquelles ils vivent sont insupportables. C'est ce qui s'explique que des compromis temporaires, même imposés avec l'autorité de Moscou et de Pékin — tels les accords de Genève mettant fin à la première guerre du Vietnam en 1954 — ne résistent pas au caractère explosif des conditions objectives en Asie.

Aussi longtemps que la révolution coloniale restera bloquée au niveau du néo-colonialisme — de la conquête d'une indépendance purement politique ; aussi longtemps que la question agraire n'aura pas connu de solution radicale ; aussi longtemps que la révolution permanente n'aura pas amené la levée en masse de tous les déshérités aujourd'hui sans espoir ni perspectives, la crise en Asie se poursuivra et s'approfondira. Le continent asiatique risque de payer par des flots de sang le retard de la seule solution efficace à ses problèmes gigantesques : la conquête du pouvoir par le prolétariat et les paysans pauvres, l'établissement de la dictature du prolétariat donnant la terre aux paysans.

Ce qui a pu donner une stabilité relative au néocolonialisme dans des pays asiatiques comme l'Inde ou l'Indonésie — en opposition au Vietnam par exemple — c'est que le pouvoir politique y fut exercé pendant toute une période par des dirigeants de la « bourgeoisie nationale » qui avaient été auparavant les dirigeants de la lutte pour l'indépendance nationale. Les Nehru et les Sukarno sortaient des prisons colonialistes pour se placer à la tête de grands mouvements de masse et obtenir le « partage du gâteau » avec les maîtres impérialistes. Leur prestige personnel et l'appui criminel qu'ils reçurent de la part des dirigeants des partis communistes, plus que jamais prisonniers de la théorie menchéviste de la « révolution par étapes », a pu contenir pendant une décennie les terribles contradictions sociales qui couvaient dans des pays où les pauvres, en fait, devenaient de plus en plus pauvres, alors qu'une nouvelle bourgeoisie s'enrichissait scandaleusement,

non seulement par l'exploitation, l'usure et le pillage du trésor public, mais encore par la corruption et le vol sur l'échelle la plus large.

Aujourd'hui, les contradictions sociales se sont avérées plus fortes que le prestige de ces hommes providentiels du néocolonialisme. En Inde, Nehru est mort avant que n'éclatent les grandes émeutes de la faim, première manifestation de révolte sociale sur grande échelle de la part de la paysannerie pauvre depuis une décennie. En Indonésie, Sukarno vit encore, mais déjà la réaction, dirigée par les généraux pro-impérialistes, et les masses populaires conduites par le Parti Communiste, s'affrontent.

Les rapports de force sont tels dans la plupart des pays asiatiques que la révolution a presque tous les atouts de son côté. Si l'on voit avec quel acharnement et quel succès les masses insurgées du petit Vietnam tiennent tête à l'impérialisme américain, on peut comprendre que pour les masses beaucoup plus nombreuses d'Inde ou d'Indonésie, le problème de balayer des maîtres corrompus et de plus en plus détestés est loin d'être insoluble.

Il n'y a pas que des rapports de force favorables; il y a aussi l'exemple de la révolution chinoise, qui constitue un point de cristallisation pour toutes les masses révoltées de l'Asie. Quels que puissent être les retards et les déficiences du développement économique de la République populaire de Chine, par suite du bureaucratisme de ses dirigeants et de leur éducation stalinienne, le contraste entre l'essor économique et l'émancipation sociale que la révolution chinoise a apportés à des centaines de millions de pauvres et de déshérités, et la misère, la crasse et l'ignorance innombrables dans laquelle continuent à croupir des centaines de millions de paysans pauvres, de chômeurs, de mendiants et de parias en Inde, au Pakistan, en Indonésie, en Iran — sans parler de pays moyenâgeux comme l'Afghanistan — est tellement frappant qu'il constitue à lui seul une véritable dynamite anti-impérialiste et anti-capitaliste dans toute l'Asie.

Il est vrai que, par une politique étrangère souvent étroitement bureaucratique, et surtout en obligeant des partis communistes à s'aligner mécaniquement sur leurs manœuvres diplomatiques, les dirigeants chinois ont eux-mêmes affaibli cette force d'attraction de la révolution chinoise à certains moments et dans certains pays. Mais ce n'est pas une raison pour justifier l'attitude traître des dirigeants du mouvement ouvrier indien — Dange et le Parti Communiste en tête — qui ont pris prétexte de ces erreurs tactiques des Chinois pour confondre allègrement la nature de classe des camps en présence, jeter de l'huile sur le feu chauvin dans laquelle la bourgeoisie indienne voudrait anéantir la haine que lui vouent les exploités de son propre pays, et s'aligner en tout état de cause avec leur propre bourgeoisie, contre l'Etat ouvrier chinois.

La même caractéristique s'applique d'autant plus à la diplomatie du Kremlin qui, sous Kossyguine comme sous Staline ou sous Khrouchtchev, s'efforce plus que jamais de substituer une alliance avec la **bourgeoisie** coloniale à l'alliance naturelle des Etats ouvriers avec la **révolution** coloniale. Sous prétexte de rendre cette bourgeoisie plus « indépendante » par rapport à l'impérialisme, la bureaucratie soviétique lui a envoyé des masses considérables d'armements, payés par la sueur et la privation de ses propres prolétaires. La « bourgeoisie nationale » a utilisé promptement ces armes non contre l'impérialisme

mais contre l'Etat ouvrier chinois, ou bien encore pour rendre possible un carnage fratricide entre peuple indien et peuple pakistanais, si ce n'est carrément contre les prolétaires de son propre pays comme cela vient de se produire en Indonésie. La lutte de classe décidément ne digère par les théories révisionnistes sur « l'Etat de démocratie nationale ».

Des directions traîtres, opportunistes ou hésitantes peuvent gâcher d'excellentes situations révolutionnaires; l'Indonésie vient d'en apporter une nouvelle et tragique démonstration. Mais, dans l'Asie en crise, elles ne les gâcheront pas pour longtemps. A l'exemple des héroïques masses vietnamiennes, les masses asiatiques se lèveront en nombre de plus en plus compact, pour poursuivre la révolution coloniale arrêtée momentanément au palier du néo-colonialisme et du règne de la bourgeoisie dite « nationale ». Au cours de ces assauts répétés, elles forgeront l'instrument indispensable pour mener à bien leur tâche: un parti révolutionnaire de masse, s'inspirant des leçons de la Grande Révolution d'Octobre, des leçons de la révolution permanente. Les cadres trotskystes déjà présents dans la plupart des pays d'Asie y apporteront leur programme confirmé par les événements, leur expérience déjà riche, et leur résolution de participer aux premiers rangs des combats, d'attirer à leur programme les courants les plus radicaux et les plus prometteurs qui se dégagent au sein du mouvement de masse lui-même.

Et à l'échelle mondiale, l'avant-garde ouvrière, les marxistes révolutionnaires, ont le devoir d'aider et d'encourager le processus révolutionnaire de leurs frères asiatiques qui se lèvent contre le fardeau de siècles d'asservissement en organisant de manière toujours plus large l'action en faveur d'un front unique anti-impérialiste, l'action de solidarité avec la révolution vietnamienne, qui donne aujourd'hui une leçon de courage et de persévérance révolutionnaires à toute l'humanité.

L'écho rencontré tant aux Etats-Unis que dans une trentaine de pays par l'appel du « Vietnam Committee » le 15 octobre est riche d'enseignement. Il y a maintenant une quinzaine d'années qu'existe un Mouvement de la Paix qui a multiplié pétitions, appels et conférences s'adressant aux hommes de bonne volonté. Toute cette « activité » n'a fait ni chaud ni froid à l'impérialisme, ne fut-ce qu'un jour au cours de ces années. Mais il a suffi d'un appel d'**action** lancé par un groupe numériquement faible mais écouté dans un milieu approprié pour qu'il y ait, **pour la première fois depuis longtemps**, une véritable journée internationale contre la guerre, au premier plan de laquelle se situe la marche de 30.000 personnes à New York qui a soulevé les inquiétudes des Johnson, Mac Namara et autres. Ce succès du « Vietnam Day Committee » indépendamment de l'opinion de ses promoteurs, témoigne de la faillite de la politique de « coexistence pacifique », incarnée par le Mouvement de la Paix, et de la nécessité de la lutte pour une nouvelle direction révolutionnaire internationale qui soit susceptible de dresser dans l'action les grandes masses du monde entier.

Contradictions des élections allemandes

La social-démocratie allemande a marqué un progrès nouveau et significatif aux élections générales du 19 septembre. Le parti a enregistré plus de 12 millions de voix, soit 39,5 % du total. En comparaison avec les 30 % des électeurs de 1949 et de 1953, le résultat est près du chiffre le plus élevé jamais enregistré : 42,5 % aux élections de 1919 pour l'Assemblée nationale, pendant une situation révolutionnaire.

Au même moment, la direction suprême et les cadres du parti étaient profondément déçus des chiffres qui étaient inférieurs au but fixé par la bureaucratie réformiste. Pendant plus de quatre ans, celle-ci a préparé fiévreusement les élections générales en abandonnant les restes du programme traditionnel du parti, s'alignant même sur la démocratie-chrétienne en politique étrangère et en économie, avec l'espoir que les démocrates-chrétiens les inviteraient à former une coalition gouvernementale.

Aucun de ces espoirs ne s'est réalisé. Si les sociaux-démocrates ont gagné un bon nombre de voix et 12 nouveaux sièges, les démocrates-chrétiens ont aussi augmenté leur pourcentage et leur nombre de sièges, et se sont vus en passe de conquérir une majorité absolue (seuls quatre sièges manquaient pour l'atteindre). Dans ces circonstances, il était inévitable qu'ils considèrent une « grande coalition » avec les sociaux-démocrates comme offrant beaucoup d'intérêt.

Le fait le plus frappant et, à la fois, le plus paradoxal des élections du 19 septembre fut qu'au moment précis où l'aile droite qui dirige la social-démocratie allemande déclarait très haut qu'elle n'était plus le parti de la classe ouvrière mais était devenue « un parti de tout le peuple », les succès significatifs étaient enregistrés dans les régions prolétariennes et seulement là !

Ses gains principaux furent enregistrés dans la Ruhr industrielle où elle a recueilli 53 % des voix. Des gains considérables sont relevés dans les villes industrielles de Duisbourg (de 41 % à 57 % des voix), Dortmund (de 51 % à 57 %), Mülheim (de 47 % à 52 %). A Cologne, le bond a été de 34,5 % à 42 %. Des victoires également importantes ont été enregistrées dans les centres industriels de la Sarre, à Ludwigshafen (grosses installations chimiques), à Nuremberg, etc.

Les démocrates-chrétiens ont gagné essentiellement au détriment de leurs alliés bourgeois du Parti démocrate libéral (aile droite libérale). Le principal gagnant des élections de 1961 a été le principal perdant cette année.

Le total des voix pour les deux partis bourgeois de la coalition est tombé de 58,1 % à 57,1 %. Le total des voix pour les sociaux-démocrates et le D.F.U. (une organisation de façade du parti communiste) est monté de 38,1 % à 40,8 %. Le reste des voix (environ 2 %) est allé aux différents groupes d'extrême-droite.

Ces résultats sont d'autant plus significatifs si l'on considère que la social-démocratie n'offrait pas de choix réel aux électeurs en présentant une plateforme pratiquement identique à celle des démocrates-chrétiens. Il est également significatif, par ailleurs, que le but des stalinien, qui, avec l'aide des pacifistes, était d'attirer le vote d'opposition d'une certaine petite bourgeoisie, et ont pour cela centré leur plateforme sur la politique étrangère et sur « la paix et la coexistence », a échoué lamentablement. Cette campagne était menée autour de l'Union allemande pour la paix qui attire ordinairement les voix communistes ou pro-communistes (le Parti communiste allemand étant interdit par une décision juridique réactionnaire), le capitalisme n'étant pas même mis en question dans le matériel électoral. Comparé à 1951, les voix de cette formation sont tombées de 1,9 % à 1,3 %.

L'aile gauche n'avait pas de candidat représentatif, et aucune figure capable de cristalliser la montée lente de mécontentement parmi les travailleurs et la jeunesse n'a émergé des élections. Mais le manque de perspective de la direction social-démocrate, auquel s'ajoute la faillite de sa ligne de « parti populaire » de la petite bourgeoisie, fera apparaître les premières lignes de différenciations à l'intérieur de ce parti.

Les syndicats continuent à s'opposer aux tendances les plus réactionnaires des bureaucraties de droite de la social-démocratie. Au congrès récent du syndicat des mineurs, les délégués ont refusé d'adopter une proposition avancée par l'aile droite, qui visait à abandonner la demande de nationalisation des mines.

Les métallos, lors de leur dernier congrès, se dressèrent violemment contre la proposition d'une loi prévoyant un « état d'urgence » qui aurait permis au gouvernement de suspendre toutes les garanties constitutionnelles et les libertés démocratiques dans certaines conditions. Les dirigeants sociaux-démocrates étaient en principe d'accord pour accepter cette pièce de législation réactionnaire.

Bolivie, la lutte atteint le stade de la guérilla

Nombre de révolutionnaires ont été arrêtés, selon Lucha Obrera, et sont détenus dans des conditions barbares. « Dans les cellules répugnantes, infestées de rats, du département de la police, nombre de combattants révolutionnaires sont traités de façon inhumaine. Parmi eux, Enrique Valenzuela, Prudencio Meneses et Silvio Torrez, arrêtés pour avoir défendu les intérêts des mineurs dans une réunion. Ces militants maintiennent une attitude courageuse en face de leurs bourreaux. Gaston Murillo et Guzman ont été arrêtés sous l'accusation d'avoir incité les étudiants à la lutte. Deux étudiants ont été torturés et sérieusement blessés par la police. Deux membres du P.O.R., Marquez et Omonite, ont été arrêtés alors qu'ils distribuaient des publications du Parti. Ils ont aussi été torturés, particulièrement Marquez qui a souffert de blessures nombreuses ».

La junte espère consolider son régime dictatorial par une telle répression. Mais les choses pourraient se passer différemment des calculs de Barrientos et de sa clique. La haine qui suscite la répression et les atteintes nouvelles à un niveau de vie, déjà épouvantablement bas, peuvent provoquer de nouvelles explosions. Même les couches les plus pauvres de la petite bourgeoisie des villes sont hostiles au régime, de même que les paysans qui voient les riches propriétaires terriens relever la tête avec la junte.

Tout semble indiquer que la lutte en Bolivie atteint un nouveau stade. Des militants qui ont été poursuivis par la junte et ont été forcés de fuir reviennent à la surface dans la lutte de guérilla. En septembre, le premier numéro d'une petite publication intitulée *Peuple en armes*, qui s'annonce comme *Organe du Commandement national de guérilla*, a été mis en circulation à La Paz. Elle comprenait des déclarations de militants.

L'une d'elles, sous le titre « Les armes à la main, sauvons la Bolivie du désastre », déclarait :

Notre pays subit à présent la pire période de son histoire. Nous sommes en fait un pays occupé.

Pour ouvrir le pays à la colonisation yankee, les militaires ont détruit les syndicats, piétiné les lois, assassiné les dirigeants ouvriers. La Bolivie est aujourd'hui un grand camp de concentration où règnent l'insécurité et la faim.

Boliviens !

Soulevons-nous contre cette situation macabre. Sauvons la Bolivie comme nation indépendante et souveraine. Défendons la liberté et les droits démocratiques.

Boliviens !

Le Commandement National de la guérilla est créé pour mener cette lutte. Aujourd'hui il appelle tous les Boliviens à s'organiser en détachements armés afin de faire face aux assassins. L'heure de l'action armée est venue.

« Nous, Boliviens, préférons mourir plutôt que de vivre comme des esclaves ! Vive les combattants des guérillas du peuple et des travailleurs ! »

Dans un autre article intitulé « La guerre de guérilla est la poursuite de la lutte de masse », le premier numéro de *Pueblo en Armas* déclara : « La lutte armée... nous a été imposée par la manière dont la junte a agi. Si nous prenons les armes, c'est parce que toutes les voies légales sont fermées. La junte militaire a brisé le cadre de la loi et s'est placée elle-même en dehors de la loi. L'exemple des mineurs, qui ont cru au dialogue et à la négociation, est récent. Les délégués et les signataires de pétitions sont emprisonnés. La même chose s'est passée dans les villes. Personne ne peut prononcer de critiques sans le risque d'être envoyé à Porto-Rico pour un lavage de cerveau... »

« Cela ne veut pas dire que les luttes syndicales et la direction du mouvement des ouvriers doivent cesser. Pas du tout. Cette forme de lutte continue, mais en face de la brutalité du régime, elle est complétée par l'action armée et la guerre de guérilla. Une relation étroite existe entre eux, et plus exactement, l'action armée et la lutte de masse sont les deux aspects de la lutte générale pour la libération nationale et sociale de la Bolivie.

« Pour accomplir cela, il est nécessaire d'organiser dans chaque mine, dans chaque usine, dans chaque magasin, dans chaque champ des comités de défense syndicale constitués par les membres les plus audacieux et les plus courageux. Nous voulons éjecter les militaires, non les remettre en place sous une autre couverture, mais organiser un gouvernement populaire des travailleurs, des paysans et des révolutionnaires. Vive les combattants des guérillas ! A bas le joug militaire ! »

Le conflit indo-pakistanaï

Nous publions ci-après la déclaration émise par l'organisation trotskyste indienne lors du conflit indo-pakistanaï. Celle-ci a été la seule formation politique de l'Inde qui ne se soit pas laissée gagner par le chauvinisme. Même le PC indien de gauche a été emporté par la vague chauvine favorable à la guerre contre le Pakistan.

Ce qui a commencé le 5 août 1965 comme une opération de nettoyage dirigée contre des « infiltrateurs armés » entrés au Cachemire en provenance d'un territoire occupé par le Pakistan s'est développé en une grande guerre entre l'Inde et le Pakistan. Dans la première semaine de septembre, les troupes indiennes ont franchi la ligne de cessez-le-feu, ostensiblement afin d'empêcher une entrée sur une grande échelle des infiltrateurs et de leur interdire de fomenter une révolte intérieure dans l'Etat de Jammu et du Cachemire. Ceci entraîna une attaque par les troupes régulières du Pakistan dans la région de Chhamb. Les troupes indiennes répondirent en entrant dans le Pakistan en différents points du secteur de Lahore et le long de la frontière Sind-Rajasthan.

Au cours des deux dernières semaines, des opérations militaires étendues ont été entreprises par les gouvernements de l'Inde et du Pakistan l'un contre l'autre, avec engagement des forces de terre et de l'air en grand nombre. Bien qu'aucune guerre n'ait été formellement déclarée, des deux côtés on annonce de lourdes pertes, à la fois civiles et militaires en vies humaines. Plusieurs villes et villages des deux pays ont été soumis à de forts bombardements et une hystérie belliqueuse sans précédent a été attisée dans toute la péninsule indienne.

Des tentatives faites par le Secrétaire général des Nations Unies, U. Thant, avec l'appui de toutes les grandes puissances, y compris les Etats-Unis et l'Union soviétique, pour produire une cessation immédiate des hostilités n'ont pas abouti. Tandis que le gouvernement indien, insistant que le Cachemire faisait partie intégrante de l'Union indienne depuis sa formation en 1948, se déclarait prêt à accepter un cessez-le-feu tel que proposé par Thant, le gouvernement du Pakistan désirait que la proposition de cessez-le-feu soit liée à un retrait immédiat des troupes indiennes et pakistanaïes du Cachemire, à l'introduction d'une force afro-asiatique et à la tenue d'un plébiscite dans un temps déterminé.

Au moment où le Conseil de Sécurité des Nations Unies et les puissances impérialistes, y compris les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, sont en train d'envisager des mesures pour faire pression sur les deux gouvernements au moyen de sanctions économiques et militaires afin qu'ils mettent fin à la guerre, une nouvelle situation a été créée par un ultimatum chinois à l'Inde relatif à des installations militaires le long de la frontière entre le Sikkim et le Tibet, ultimatum qui constitue naturellement une pression en faveur du Pakistan. Il est évident que toute intervention chinoise dans le conflit donnerait lieu à une escalade vers une conflagration globale avec l'impérialisme américain qui interviendrait décisivement aux côtés de l'Inde. Dans le conflit actuel la Chine a ouvertement soutenu le Pakistan, tandis que l'Union soviétique, en dépit de sa neutralité déclarée, s'est montrée favorable à l'Inde.

Il est déplorable que les bureaucraties soviétique et chinoise aient toutes deux renoncé à leurs responsabilités comme représentants des deux plus grands Etats ouvriers et aient cherché à gagner des bénéfices fractionnels temporaires dans leur conflit idéologique, en soutenant un Etat bourgeois contre un autre, aux dépens de la solidarité internationale du mouvement ouvrier et des Etats ouvriers, renforçant ainsi objectivement la réaction impérialiste.

L'affrontement armé actuel entre l'Inde et le Pakistan, tous deux fondamentalement alliés au système capitalisme mondial et tous deux dépendant d'une aide économique et militaire substantielle de la part des puissances impérialistes, ne pourra se poursuivre jusqu'à ce que l'une des parties remporte une victoire décisive. Tandis que la guerre indo-pakistanaïe a aidé l'impérialisme américain à détourner l'attention mondiale de sa guerre criminelle et barbare contre le peuple du Viet-

nam, elle a aussi aidé la bourgeoisie dirigeante à la fois en Inde et au Pakistan à étouffer le mécontentement croissant des masses qui s'était manifesté largement dans le sous-continent indien dans la récente période.

Les ouvriers, les paysans et les autres masses exploitées de toute la péninsule à qui dix-huit années après l'indépendance sont déniés les besoins essentiels minima de vie, comme la nourriture et le logement, n'ont rien à gagner du présent conflit. Ils auront à faire face à de plus grandes misères et de plus grandes souffrances, et seule la classe capitaliste en tirera prospérité. Il est de l'intérêt des masses exploitées que les hostilités cessent aussitôt que possible et que des relations normales soient établies entre les peuples des deux pays, la seule voie ouverte est de laisser le peuple du Cachemire déterminer son propre avenir sur la base de sa volonté exprimée démocratiquement dans des conditions de paix. En tout cas le gouvernement du Pakistan qui a dénié le droit d'autodétermination au peuple du Pakhtounistan et les droits démocratiques fondamentaux à son propre peuple n'a aucun droit de parler au nom du peuple du Cachemire ni de dicter un plébiscite au Cachemire par la force.

La dictature militaire théocratique d'Ayub Khan a brutalement supprimé toute opposition démocratique et interdit les partis politiques ouvriers. Elle a été soutenue jusqu'à présent par l'aide militaire massive de l'impérialisme américain. En l'absence de toute opposition démocratique, le régime d'Ayub a réussi à attiser temporairement une hystérie de guerre chauvine contre l'Inde. Malheureusement, les partis de gauche traditionnels en Inde, y compris les P.C. de droite et de gauche, le Parti socialiste et le Revolutionary Socialist Party, ont également succombé à l'hystérie belliqueuse anti-pakistanaise et se sont totalement identifiés au régime bourgeois dans sa guerre d'épuisement. Ils ont ainsi perdu tout droit de parler aux masses exploitées du Pakistan au nom des masses indiennes. Pis encore, la gauche traditionnelle a renoncé aux droits des ouvriers, des paysans et des salariés des couches moyennes en Inde de se défendre contre leurs propres exploiters capitalistes et propriétaires terriens.

Le gouvernement utilise à fond la présente atmosphère de guerre pour liquider tous les vestiges des libertés civiles au nom d'une urgence nationale. Des éléments réactionnaires communalistes s'efforcent de créer des troubles dans la péninsule. Mais l'hystérie chauvine ne peut durer longtemps. Nous n'avons pas l'illusion que notre protestation au nom du mouvement marxiste révolutionnaire aura un effet appréciable en cette période d'hystérie belliqueuse et d'effondrement des directions traditionnelles de gauche. Mais nous avons confiance que les masses exploitées à la fois en Inde et au Pakistan réaliseront bientôt la futilité du présent conflit et feront pression sur leurs gouvernements pour mettre fin aux hostilités. La division du pays effectuée il y a dix-huit ans comme clause du « marché d'indépendance » conclu entre les classes possédantes indiennes et l'impérialisme britannique a été la source fondamentale de friction entre les peuples des deux pays et nous sommes convaincus qu'une seule confédération socialiste de l'Inde et du Pakistan pourra extirper toutes les causes du conflit.

Nous appelons toutes les organisations ouvrières, paysannes et de jeunesse à la fois en Inde et au Pakistan à ne pas perdre espoir, à rester alertées, à ne pas succomber à l'hystérie de guerre, à préserver l'harmonie entre communautés et à défendre les droits et libertés démocratiques du peuple contre les assauts lancés par les dirigeants capitalistes au nom de la guerre.

Le 19 septembre 1965.

Socialist Workers Party (organisation trotskyste indienne).

Les causes de la défaite du Parti Communiste Indonésien

La révolution indonésienne a subi un grave échec. L'armée bourgeoise, tout en maintenant Sukarno formellement à la tête, s'est emparée du pouvoir et poursuit la répression à l'échelle nationale. Les membres du Parti communiste sont pourchassés ; plus de cinq mille communistes ont été arrêtés. Les journaux du Parti communiste sont supprimés, ses dirigeants forcés de passer dans la clandestinité, ses organisations interdites dans la majeure partie du pays.

Le poids de cette défaite cuisante a été subi par le plus grand Parti communiste dans le monde capitaliste. Il annonçait trois millions de membres, une Jeunesse de trois millions de membres, et l'appui de vingt millions d'adhérents à des organisations de masses d'ouvriers, de paysans, de femmes, d'étudiants et d'employés du gouvernement. Comment une telle force politique de masse a-t-elle pu se trouver ainsi meurtrie de la part de forces armées s'élevant à 350.000 hommes ?

L'explication se trouve dans la ligne stratégique de la « révolution par étapes », de la formation de blocs et de coalitions avec la « bourgeoisie nationale ». La direction d'éducation stalinienne du mouvement communiste dans les pays coloniaux et semi-coloniaux a appliqué cette ligne à de nombreuses reprises depuis la deuxième révolution chinoise de 1925-27 en dépit de ses résultats tragiques.

En Indonésie, à plusieurs reprises, les masses sont allées de l'avant. Les salariés industriels et agricoles et les paysans pauvres ont occupé les usines et les plantations, propriété impérialiste, notamment fin 1957-début 1960. Ils sont descendus en énormes masses dans les rues,

exigeant une lutte décisive contre l'inflation, l'exploitation et l'impérialisme. A plusieurs reprises la situation a été favorable pour qu'un gouvernement des ouvriers et des paysans pauvres s'empare du pouvoir.

Mais, chaque fois la direction du PC indonésien, à la tête de laquelle se trouvait le groupe de D.N. Aidit, a freiné le mouvement des masses et maintenu les masses prisonnières du « Nasakom », le « front national » des principaux groupements politiques, les Nationalistes de Sukarno, les enseignants religieux, un groupe musulman, et le Parti communiste.

Chaque fois que les masses allaient de l'avant, le Parti communiste chercha à canaliser leur combativité contre un seul objectif, l'impérialisme étranger, s'abstenant d'organiser des luttes systématiques, à l'échelle nationale, contre les propriétaires terriens semi-féodaux, les usuriers, les riches commerçants, et les administrateurs corrompus des entreprises qui constituaient une pépinière d'une nouvelle classe de bourgeoisie industrielle.

De cette façon, l'énergie militante des masses ne fut pas concentrée sur la tâche centrale de la conquête du pouvoir, mais fut divisée et dispersée en de nombreuses actions partielles.

Pendant ce temps, l'armée bourgeoise, centre des forces contre-révolutionnaires, tranquillement fortifiée par l'impérialisme américain et alimentée par des cargaisons d'armes envoyées par la bureaucratie soviétique, chercha à accroître sa popularité et sa position politique en remportant de faciles « succès » contre l'impérialisme, par exemple dans l'Irian occidental et dans le Nord Kalimantan, attendant l'heure de se retourner contre le mouvement révolutionnaire des masses.

Les propriétaires fonciers sabotèrent la réforme agraire officiellement proclamée, mais qui resta largement lettre morte. L'inflation s'aggrava de plus en plus : en

été 1965, le prix d'un kilo de riz au marché libre de Djakarta est monté à la moitié du traitement mensuel d'un fonctionnaire !

UN TOURNANT A GAUCHE TARDIF

Dans les derniers mois, il est vrai, la direction d'Aidit avait glissé vers la gauche, radicalisant quelque peu son orientation. Aidit appela même à l'armement des ouvriers et des paysans. Mais il n'appela pas les masses à s'armer elles-mêmes. Il demanda à Sukarno de les armer. Sukarno, évidemment, repoussa cet appel.

Finalement, le 25 septembre, quelques jours seulement avant la tentative de coup du « Mouvement du 30 septembre » qui précipita la situation actuelle, Aidit dit aux masses d'agir avec audace contre les « capitalistes bureaucratiques » et de prendre le contrôle des anciennes entreprises impérialistes qui avaient été confisquées et nationalisées.

Selon une dépêche de l'Agence *China Nouvelle* du 27 septembre, il déclare devant le Congrès des ouvriers de plantation : « L'histoire a obligé le peuple et la classe ouvrière du monde entier devant le choix entre être l'enclume ou le marteau... S'ils ne veulent pas être l'enclume, ils doivent devenir un marteau, un énorme marteau. La classe ouvrière indonésienne devrait adopter l'attitude suivante : de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace ! Emparez-vous des entreprises ! A l'action, à l'action, à l'action ! »

Le changement vint trop tard. On ne peut célébrer « Bung Karno » (Frère Karno) pendant des années sans semer une confusion immense dans les masses et les désorienter sur le problème de la conquête du pouvoir. On ne peut rester silencieux des années sur le danger réactionnaire représenté par l'armée sans préparer le terrain pour que les masses soient surprises quand les généraux réactionnaires décident finalement que le temps est venu pour eux de frapper.

Il est clair que ces généraux, de plus en plus inquiets devant la radicalisation du PC et la montée du mouvement de masse, décidèrent de ne pas attendre, mais de prévenir les risques d'une révolution par un coup d'Etat.

L'attitude hésitante et vacillante de la direction Aidit est apparue avec relief pendant la semaine décisive du coup de l'armée. Pas un seul appel, pas une seule indication sur ce qu'il fallait faire, pas une seule liste de mots d'ordre d'action ne furent lancés par le PC indonésien

aux masses d'ouvriers et de paysans. Ces masses restèrent sans directives face à l'ennemi. Désorientées par les contradictions des politiques passées, abandonnées par les dirigeants à l'heure du plus grand péril, elles se trouvèrent abasourdies au moment où les généraux passèrent à l'action.

Le rôle joué par les officiers de gauche sous le commandement du Lieutenant-colonel Untung n'est pas encore clair. Il est probable que ces officiers, informés du coup imminent préparé par les généraux réactionnaires, aient désespérément cherché à le déjouer en frappant les premiers. La presse officielle du P.K.I. semble d'ailleurs avoir accordé son appui à ce mouvement.

Si cette hypothèse se vérifiait, il faudrait considérer l'affaire comme une aventure putschiste dans laquelle une poignée d'hommes résolus aurait tenté de se substituer à la puissance des masses. Il est tout à fait erroné de penser qu'une tentative de coup d'Etat par des généraux réactionnaires ne peut être bloquée par un fort mouvement des masses, ou bien que les putschistes peuvent réussir là où les masses seraient condamnées à échouer. Il y a de nombreux exemples historiques où une puissante mobilisation des masses, soutenue par des formations militaires populaires relativement faibles, ont réussi à empêcher que des cercles militaires réactionnaires ne s'emparent d'un pays. Ceci se produisit lors du putsch Kapp en Allemagne en 1920, ainsi qu'en Espagne en juillet 1936. Le dernier exemple est celui de la République dominicaine.

La meilleure réponse est une puissante grève générale qui paralyse l'ennemi, le jette dans la confusion, l'oblige à diviser et à disperser ses forces, donnant au mouvement ouvrier le temps d'armer les ouvriers et les paysans et ainsi de préparer une contre-offensive vraiment efficace au danger réactionnaire.

Mais la responsabilité du putsch d'Untung — s'il s'avère qu'il s'agissait d'un putsch — doit être carrément attribuée à la direction Aidit. On retrouve le vieux modèle : l'opportunisme engendre l'aventurisme. Il est probable qu'au sein du PC indonésien une aile gauche était de plus en plus impatiente au sujet de la politique vacillante et opportuniste d'Aidit. Sous la tension constamment montante entre classes et forces politiques

possible que certains éléments de l'aile gauche aient songé à passer à l'action directe pour trouver une issue. Sentant dans les récents mois, il est tout à fait qu'un coup d'Etat réactionnaire pouvait se produire à n'importe quel moment, ils peuvent avoir désespéré de pouvoir convaincre les cadres et les membres du parti du danger avant qu'il ne soit trop tard. Non éduqués en ce qui concerne les potentialités réelles de l'action de masse, manquant de confiance dans leur capacité de mobiliser les masses — si nécessaire

en dehors de la direction Aidit — ils peuvent avoir pensé que la situation pouvait être sauvée par une sorte de court-circuit.

Quels que soient les faits — et ceux-ci ne sont pas faciles à déterminer pour le moment — l'opportunisme de la direction Aidit est au cœur de l'échec infligé à la révolution indonésienne. Et la direction du PC chinois et la tendance pro-Mao dans le mouvement communiste mondial portent également une lourde co-responsabilité.

LA RESPONSABILITE DU PC CHINOIS

Dans plusieurs documents, la direction du PC chinois a correctement critiqué la politique opportuniste des directions Thorez et Togliatti des partis communistes français et italien, la soumission servile à la bourgeoisie « nationale » qui a mené le PC irakien et la direction Dange du PC indien à de lourdes défaites.

Mais, en contradiction grossière avec ces critiques, la direction Mao a donné un cachet d'approbation à la politique opportuniste de la direction Aidit dans le PC indonésien.

Ce cours était lié aux manœuvres diplomatiques au moyen desquelles le gouvernement chinois songeait à contrer le blocus de l'impérialisme américain et les démarches hostiles de la bureaucratie soviétique contre la révolution chinoise. Rechercher des relations amicales avec des gouvernements bourgeois comme ceux dirigés par Sukarno et Ayub Khan n'est pas faux en soi et pour soi. Un Etat ouvrier a parfaitement le droit et même le devoir de chercher à manœuvrer entre ses ennemis bourgeois et à tirer profit de leurs divergences. Le gouvernement soviétique du temps de Lénine et de Trotsky le fit au moyen du traité de Rapallo.

Mais il n'est pas permis — et c'est un des produits de la fausse éducation et de la dégénérescence stalinienne — d'identifier les besoins et les prérogatives du gouvernement d'un Etat ouvrier avec les nécessités de la révolution mondiale qui sont exprimées au niveau du parti. Confondre les deux, c'est convertir le parti en un simple instrument du gouvernement aux besoins temporaires et détruire l'âme de la politique marxiste. La théorie marxiste elle-même se trouve réduite à un rôle apologetique à chaque tournant dans le domaine diplomatique.

Quand le gouvernement soviétique du temps de Lénine et de Trotsky signa un

pacte temporaire à Rapallo avec l'impérialisme allemand contre les impérialismes « alliés », l'Internationale communiste ne cessa ni de faire appel au renversement de l'impérialisme allemand par une révolution prolétarienne ni d'aider à organiser celle-ci. L'Internationale communiste ne cessa de dire ce qu'étaient les dirigeants allemands, à savoir des exploiters féroces de leurs propres ouvriers.

Mais, dans les marchés passés par Mao avec Sukarno et Ayub Khan, tous les propos radicaux sur la « révolution interrompue » sont oubliés. Ces représentants des classes exploiteuses et ces bourreaux des ouvriers en grève sont dépeints comme des « dirigeants nationaux progressifs ». Un voile est jeté sur la nature de classe de leur régime ; des illusions débilantes sont semées sur la possibilité de créer un « bloc des nouvelles forces émergentes » contre l'impérialisme mondial.

Cette politique opportuniste n'est pas fondamentalement différente de la ligne révisionniste traîtresse du khrouchtchevisme dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, avec ses illusions grossières sur « l'évolution pacifique », les « Etats de démocratie nationale » et les « formes non capitalistes de développement » dont on ne peut pas dire qu'elles se développent dans une direction socialiste.

En Indonésie, Aidit n'apparaît que comme une variante « de gauche » de l'opportunisme khrouchtchevien. Les dirigeants du PC chinois qui ont couvert tout cet opportunisme et lui ont accordé toute l'autorité immense qu'ils ont acquise auprès des ouvriers et des paysans pauvres d'Asie à la suite de la victoire de la révolution chinoise partagent aujourd'hui la responsabilité de la défaite en Indonésie.

La défaite en Indonésie ne s'avérera pas durable. Une importante bataille a été

perdue mais la réaction n'est pas assise de manière définitive. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, l'expérience a montré que le mouvement révolutionnaire dans les pays coloniaux et semi-coloniaux a été capable de récupérer très rapidement après avoir souffert des défaites partielles.

Cette puissance de récupération est due en premier lieu aux conditions objectives, c'est-à-dire à l'incapacité du néocolonialisme et de la bourgeoisie nationale d'assurer des améliorations même temporaires des conditions de vie épouvantables de millions et de millions d'esclaves coloniaux.

Ces esclaves apprennent la puissance de la révolte, et il faut plus qu'une défaite temporaire pour les ramener dans une acceptation figée de leur existence intolérable.

Les trois millions de communistes adultes, les trois millions de jeunes communistes et les vingt millions de membres

des organisations de masse en Indonésie n'ont pas été écrasés. Ils se trouvent temporairement désaxés et sans direction. Mais ils se regrouperont certainement à nouveau, reprendront leurs luttes et obligeront la réaction à reculer.

Déjà des groupes communistes armés se sont concentrés dans le centre de Java, et l'armée elle-même avoue qu'elle y a perdu le contrôle sur au moins deux districts. Un front de guérilla va sans doute se stabiliser. La victoire du général Nasution risque bien de n'être qu'une victoire à la Pyrrhus.

Leur lutte continuera jusqu'à ce que les militants communistes les plus critiques et les plus conscients, unis aux cadres trotskystes indonésiens, forgeront un parti révolutionnaire capable de diriger la classe ouvrière et la paysannerie sur la seule voie de la victoire, la voie de la conquête du pouvoir, l'établissement d'un gouvernement ouvrier et paysan, la voie de Fidel Castro, de Lénine et Trotsky, la voie de la révolution permanente.

BLACKPOOL 1965

La conférence annuelle du Labour Party britannique n'a pas d'équivalent ailleurs dans le mouvement ouvrier. C'est une sorte de parlement ouvrier, reflétant largement les positions, les craintes, les déceptions et les espérances des ouvriers et des ouvrières de Grande-Bretagne. Bien que numériquement dominée par les syndicats, le ton politique y est cependant donné par les sections territoriales du parti. Bureaucratiquement contrôlée par la présidence, la voix du socialisme se fait cependant entendre de la tribune et trouve un écho dans les applaudissements des délégués et des visiteurs.

Réunis à Blackpool du 27 septembre au 1^{er} octobre, les délégués faisaient face à un réel dilemme. Pour la première fois depuis treize ans, ils se réunissaient sous un gouvernement travailliste. C'est un gouvernement qui ne vit que par la plus précaire des majorités, un gouvernement dont l'existence même fut menacée presque dès sa naissance par une crise économique héritée des tories. Le gouvernement, ainsi qu'à de sombres menaces de la part du capital financier international, y a survécu. Mais à quel prix ? Il a jeté par dessus bord une grande partie du programme sur lequel il avait gagné les élections. A Blackpool, les délégués réunis des syndicats et des sections du parti avaient à donner leur verdict sur le bilan du gouvernement. Il leur fallait approuver ou désapprouver. Une forte désapprobation aurait signifié un vote de méfiance à l'égard du gouvernement travailliste. Cela aurait pu précipiter une élection générale, la défaite du Labour Party et le retour au pouvoir des tories haïs. Tel était le dilemme auquel avaient à faire face les délégués.

Wilson et ses collègues à la présidence en étaient tout à fait avertis et exploitèrent à fond la situation pour consolider leur emprise sur la conférence. Dès le premier jour, le président Ray Gunter fit appel au loyalisme traditionnel, avec la certitude d'obtenir la réponse qu'il désirait. La présidence déterminant le temps de parole et faisant une judicieuse sélection des orateurs à la tribune, Gunter

s'assura que le point de vue de l'aile gauche n'aurait que le minimum de chances d'être présenté.

Une des principales questions que la conférence devait considérer était celle des rapports entre le parti et le gouvernement. Pendant treize années, le mouvement n'avait pas eu à y répondre de manière urgente bien qu'il y fut fait mention pendant les grands débats sur le désarmement nucléaire unilatéral, lorsque feu Hugh Gaitskell revendiqua l'autonomie pour la fraction parlementaire travailliste et insista que celle-ci n'était pas liée par les décisions de la conférence. Ceci fut contesté à l'époque et par personne d'autre que l'actuel Premier ministre qui lutta contre Gaitskell pour la direction du Parti précisément sur cette question même.

Le président Gunter donna le ton quand il insista que s'il pouvait y avoir des critiques et qu'il « les saluait » même, il était tout à fait clair que le parti ne pouvait dire au gouvernement ce qu'il devait faire.

Toutes les implications de cette chose se voient à l'examen de la composition du Comité National Exécutif. Onze membres du nouvel organisme soit sont des membres du Cabinet soit occupent des postes gouvernementaux. En raison des particularités de la Constitution britannique qui est autant régie par la tradition que par la loi, la règle de l'unanimité des membres du gouvernement est sacrosainte. Bien qu'élus par la conférence comme représentants de la base à l'organisme suprême du parti, ces onze membres y siégeront en fait comme un bloc compact défendant toute action du gouvernement, si contraire qu'elle puisse être à la volonté de la conférence.

Le danger en est que, si le Labour Party reste longtemps au pouvoir, la Conférence sera transformée d'un parlement ouvrier en une réunion d'approbation des positions du gouvernement. Les délégués ne viendront que pour applaudir. La conférence annuelle sera simplement un rallye national massif des fidèles au

lieu d'être un forum où la politique est forgée et débattue.

Quatre des sept membres élus au Comité Exécutif National par les sections du parti doivent leur place davantage au passé qu'au présent. Anthony Greenwood à présent Secrétaire aux colonies présidant à la répression brutale du mouvement de libération nationale à Aden, Barbara Castle accordant des secours aux pays sous-développés comme Ministre du développement d'outre-mer, Richard Crossman et Wedgwood Benn, tous reçurent un grand soutien des sections parce qu'ils avaient été traditionnellement associés à la gauche.

Dans les sections, il existait une crainte réelle que si elles ne votaient pas pour ces individus faisant figure de gauche, des droitières plus endurcis passeraient.

Il est significatif que le député Frank Allaun, un critique courageux de la direction, candidat pour la première fois au Comité National Exécutif recueillit 239.000 voix.

La plupart des délégués vinrent à la Conférence avec des mandats impératifs de leurs sections pour cette élection. Si le vote eut été libre, les résultats auraient été quelque peu différents.

Les trois débats les plus importants à la conférence, impliquant des questions hautement principielles, portèrent sur la politique des revenus du gouvernement, l'immigration et le Vietnam. Une question qui ne fut pas discutée à la Conférence mais qui préoccupa les esprits des délégués fut celle de la renationalisation de l'industrie de l'acier. Promise dans le programme électoral et à nouveau dans le discours du trône à l'ouverture de la précédente session du Parlement, elle fut singulièrement omise dans le discours de 70 minutes pendant lequel Wilson présenta le bilan du gouvernement.

Sur la politique des revenus du gouvernement, la discussion principale se fit autour d'une résolution présentée par Clive Jenkins au nom du syndicat ASSET (maîtrise, personnel exécutif et techniques) ainsi rédigée :

« Cette conférence désapprouve la législation proposée pour imposer une notification obligatoire préalable des revendications syndicales concernant l'amélioration des salaires, des traitements et des conditions de travail. »

Une résolution beaucoup plus fondamentale présentée par la section de Nottingham-ouest ne fut pas soumise à la conférence par suite des manœuvres de la présidence. Elle présente l'intérêt de refléter des positions de l'aile gauche du Labour Party. Elle disait :

« Cette conférence ne peut effectivement soutenir la présente politique des revenus du gouvernement pour les raisons suivantes :

a) elle ne prévoit pas de garanties adéquates pour les secteurs mal payés de la communauté et ne sert qu'à geler les injustices existantes. Avant que rien ne soit commencé en matière de planification des revenus, il faut appliquer certains principes fondamentaux, notamment ceux « à travail égal salaire égal » pour les femmes et les jeunes et l'établissement d'un salaire minimum garanti ;

b) elle ne prévoit pas de redistribution entre les secteurs sociaux de revenus. Une précondition d'une politique des revenus acceptable est qu'elle prélève sur le secteur des revenus des capitaux et ajoute à celui des salaires et traitements ;

c) elle n'est pas étayée par un nombre adéquat de dispositions assurant le bien-être social. Les pensions doivent encore être considérablement augmentées, en dépit des récentes augmentations ;

d) elle ne contrôle pas de façon adéquate les revenus des propriétés. La taxation est une arme insuffisante pour empêcher la fraude par les patrons. Seule la responsabilité comptable totale de chaque firme envers ses employés peut fournir les vérifications et contrôles nécessaires au moyen desquels les syndicats peuvent vérifier que la politique se trouve appliquée aux revenus des propriétés. Les travailleurs doivent, de droit, avoir accès à tous les livres de compte des employeurs et pouvoir disposer de l'aide professionnelle nécessaire pour interpréter les données fournies. Les salaires sont déjà publiquement connus et administrés par les patrons et l'administration des Finances, l'équité exige que les profits soient mis dans une situation correspondante ;

e) elle ne contrôle pas adéquatement les prix. La Conférence est d'avis qu'il faut instituer un mécanisme pour déterminer les prix, en opposition à la politique actuelle du Bureau des Prix et Revenus qui examine les décisions déjà prises unilatéralement par le capital. Un tel mécanisme doit assurer une participation effective des ouvriers et des consommateurs à la détermination des prix ;

f) la Conférence est préoccupée du fait que la politique des revenus n'est pas basée sur un plan stratégique national pour le développement de l'industrie planifiée, nationalisée et démocratiquement gérée. Elle tendra de ce fait à profiter aux intérêts privés plutôt qu'à mettre en avant et à défendre des priorités d'ordre public.

En repoussant la politique des revenus telle qu'elle est, la Conférence presse le gouvernement d'ouvrir des négociations immédiates avec les syndicats de façon à tenir compte de ces objections. Si cela est effectué rapidement, cela pourra sauver le gouvernement d'une défaite cuisante et démoralisante, et contribuer à rassembler le mouvement ouvrier autour des objectifs socialistes formulés dans la clause IV des statuts du Parti. »

La résolution soumise par l'ASSET fut présentée comme une résolution d'urgence en réponse à la menace du gouvernement de faire voter une législation qui obligerait les syndicats à donner une notification préalable des revendications de salaires. Comme Clive Jenkins le souligna, il n'était pas fait mention des dividendes dans les propositions. C'était une tentative d'enchaîner les syndicats à la machine étatique.

Bien que la Conférence ait rejeté la résolution d'urgence par 3.645.000 voix contre 2.540.000 voix, le fait que le plus grand syndicat britannique, le Transport & General Union fort d'un effectif d'un million trois quarts, et la Fédération des Métaux (Amalgamated Engineering Union), votèrent contre le gouvernement sur cette question fera penser celui-ci deux fois avant de faire adopter une telle législation. Cela pourrait amener un conflit entre l'aile syndicale et l'aile politique du mouvement.

Mais l'approbation de la politique des revenus de Wilson servira à l'avenir à un gouvernement tory qui n'hésitera pas à utiliser ce précédent pour désarmer les syndicats.

La gauche a fortement combattu la nouvelle politique du gouvernement sur l'immigration, une politique qui imposerait des restrictions sur l'immigration d'hommes de couleur en Grande-Bretagne en opposition directe à la politique traditionnelle du Labour Party sur cette question. Bien que la Conférence ait donné son approbation à la politique du gouvernement, ce piétinement des principes socialistes les plus fondamentaux n'est pas accepté à la légère par la gauche.

Au cours du débat, au moins un membre du gouvernement, Bob Mellish, n'hésita pas à jouer sur les préjugés les plus bas ; même certains soutiens de cette politique d'immigration raciste étaient honteux de cette exposition nue de leurs motifs cachés. Immédiatement après la discussion, un groupe de parlementaires, dirigés par Reginald Freeson, député de Willesden-est, une circonscription qui a une large population d'immigrants, a publié une déclaration selon laquelle ils continueront à lutter pour empêcher que

cette honteuse proposition de loi ne soit adoptée.

De même, sur le Vietnam, la présidence s'arrangea pour obtenir une majorité substantielle en faveur de son alignement sur l'Amérique. Mais 2.284.000 voix se prononcèrent contre la politique étrangère du gouvernement (4.065.000 voix) et pour le soutien des combattants de la libération dans les jungles du Vietnam. Une position de combat fut prise sur cette question par les délégués de gauche, Ken Coates, de Nottingham, faisant une déclaration particulièrement vigoureuse. L'ampleur du vote anti-impérialiste témoigne d'une force potentielle avec laquelle il faudra compter au sein du Labour Party. Cette Conférence fut en fait le terrain d'une longue bataille pour une politique extérieure socialiste, qui allierait le grand mouvement ouvrier britannique aux mouvements de libération d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine et non à la machine de guerre du Pentagone.

Nombre de délégués quittèrent Blackpool avec un sentiment de frustration. Leurs vieux guides Greenwood, Castle, Wilson lui-même, avaient — ils le resentaient — conduit à une acceptation remplie de stupeur en faveur des choses auxquelles ils ne croyaient pas. Ils ont un gouvernement travailliste qui poursuit, sur de nombreuses questions, une politique identique à celle des gouvernements tories qui l'ont précédé. Ce n'était pas pour cela qu'ils avaient travaillé dans leurs sections au cours des treize années de domination tory.

Cette Conférence a mis en lumière la faiblesse de la gauche. Elle se trouvait fragmentée, désorientée, dispersée. Mais le choc même des défaites lui a montré qu'il était plus que jamais impérieusement nécessaire de se réorienter. Les forces de gauche sont faibles parce que, dans les sections, les syndicats, le parlement et les cercles intellectuels elles n'ont pas de contact entre elles. Elles mènent des batailles différentes et de manières différentes. Maintenant, la gauche doit s'unir, choisir les questions sur lesquelles elle se battra, et organiser la lutte sur une échelle nationale dans tout le Labour Party et dans les syndicats.

Wilson et ses collègues du gouvernement veulent continuer à agir comme le comité exécutif de la classe dirigeante. La gauche n'a pas d'autre choix que de les remplacer par de nouveaux dirigeants qui conduiront le parti sur la voie du socialisme. Pour ce faire, la gauche doit maintenant s'organiser afin d'être représentée fortement lorsque la Conférence du Labour se réunira à nouveau l'an prochain.

Un nouveau champ de bataille pour "Che" Guevara

A une présentation publique du nouveau Comité central du Parti communiste de Cuba, Fidel Castro a annoncé qu'Ernesto « Che » Guevara n'était plus dans le pays. Il était parti au cours de l'année pour « un nouveau champ de bataille dans la lutte contre l'impérialisme ». Castro lut une lettre de Guevara qui, dit-il, lui avait été remise le premier avril :

« Je sens que j'ai achevé la partie de mon devoir qui me liait à la Révolution cubaine sur son territoire et je te dis adieu, ainsi qu'aux camarades et à ton peuple qui sont déjà miens. J'abandonne formellement mes fonctions dans la direction nationale du parti, mon poste de ministre, mon rang de commandant, et ma citoyenneté cubaine...

« Ma seule faute a été de ne pas avoir eu plus confiance en toi dans les premiers temps dans la Sierra Madre et de ne pas avoir compris assez vite tes qualités de leader et de révolutionnaire... Je suis fier de t'avoir suivi...

« D'autres nations réclament mes modestes services... je laisse derrière moi mes plus chers souvenirs et ceux que j'aime le plus. Je vais porter l'esprit que tu m'as inculqué sur de nouveaux champs de bataille... dans la lutte contre l'impérialisme...

« Je libère Cuba de toute responsabilité... Même si ma mort a lieu ailleurs, ma dernière pensée ira à son peuple et particulièrement à toi ».

Castro n'a pas dit pourquoi il avait choisi de faire cette révélation à ce moment précis. Mais il était assez clair qu'il ne pouvait plus la retarder. La veille, la nouvelle avait paru que le sommet de la direction révolutionnaire cubaine avait été réorganisé et le nom de Guevara n'était pas sur la liste.

Parmi les changements significatifs était le nom du parti. Auparavant Parti Unifié de la Révolution Socialiste, il est devenu le Parti Communiste Cubain. Il est évident que ce n'est pas une réédition du Parti communiste de l'époque stalinienne

du fait que les anciens chefs staliniens sont maintenus à la base. C'est là un processus qui dure depuis trois ans. Le Bureau Politique est fermement castriste ; en font partie, Fidel Castro, Raul Castro, Osvaldo Dorticos, Juan Almeida, Ramiro Valdés, Guillermo Garcia, Sergio del Valle et Armando Hart.

Des dirigeants du vieux P.C. occupent toutefois encore des postes importants. Blas Roca, par exemple, est au secrétariat du parti. Une concession considérable en ce sens fut la nomination d'Isidoro Malmierca à la rédaction en chef de *Granma*, un nouveau quotidien issu de la fusion de *Revolucion* et *Hoy* (ancien organe du P.C.).

Malmierca fut chef de la sûreté pendant toute la période d'Annibal Escalante. Il fut l'un des principaux personnages déplacés de leur poste au moment où Escalante fut expulsé en raison de ses efforts systématiques pour construire une machine personnelle, bureaucratique, dans le parti et le gouvernement. En tant que chef de la police, Malmierca se joignit à Escalante dans cet effort et des centaines d'actes illégaux, y compris des arrestations arbitraires, lui furent imputés. Cette nomination devrait servir à assurer les idéologues du Kremlin qu'un étroit contrôle sera maintenu sur les propensions critiques des journalistes cubains, particulièrement en ce qui concerne Kossyguine-Brejnev.

Pourtant, le bilan final de la réorganisation et du changement de nom du parti, accentue encore son indépendance vis-à-vis de la vieille machine stalinienne, son identification avec les hommes qui ont mené à bien la Révolution cubaine, et son attachement à l'idéologie du marxisme révolutionnaire.

Qu'a donc à faire « Che » Guevara avec tout ceci ? On ne dispose d'aucune information digne de foi. Le gouvernement cubain a maintenu le secret le plus absolu sur cette affaire.

La presse bourgeoise bien sûr s'est lan-

cée dans des spéculations considérables sur les endroits où se trouverait depuis avril dernier l'homme considéré généralement jusqu'alors comme l'un des trois principaux leaders de la Révolution cubaine. Ces temps derniers on a annoncé deux fois l'arrestation de Guevara, une fois en Argentine, l'autre au Pérou, pour démentir tout aussi vite ces rumeurs comme non fondées.

Parmi les journaux les plus sérieux, *Le Monde* de Paris, émettait l'opinion dans son éditorial du 5 octobre, que c'était un cas de « romantisme révolutionnaire » ; que Che Guevara « se sentait mal à l'aise dans un régime qui acceptait, plus par calcul que par conviction, le principe de la coexistence pacifique » et qu'il avait simplement décidé « de chercher de nouveaux champs de bataille ».

Le *New York Times* (édition internationale du 9-10 octobre) était frappé par le fait que de la douzaine d'hommes qui ont survécu au débarquement de la Granma et ont rallié la Sierra Maestra avec Castro « il est le premier... à abandonner le leader de la révolution ». L'éditorialiste du *Times* ajoute : « Pour ceux qui le connaissaient, il était le dernier dont on attendait la rupture ». Le *Times* entend une rupture personnelle avec Castro à la suite de quoi Guevara « est parti vers quelque mystérieuse *ultima Thulé* de la révolution, quelque part dans le monde ».

Le *Times* poursuit : « Il est possible que son départ soit dû au simple fait que ses vues ultra-marxistes sur l'économie cubaine ont échoué et qu'il a été abandonné ou changé dès que possible. Une autre explication pourrait être que, tandis que les besoins économiques et militaires du premier ministre Castro l'ont contraint à des relations étroites avec Moscou, Guevara penchait plutôt du côté de Pékin ».

Quant à cette dernière supposition, il est clair que l'éditorialiste du *Times* n'a pas étudié la documentation abondante venant de Pékin. Guevara a été écarté avec la même circonspection que les autres dirigeants cubains des déclarations de Pékin. En vérité les révolutionnaires cubains ont tout fait pour indiquer que, dans le cadre du marxisme révolutionnaire ils mènent une politique indépendante n'inclinant ni vers Moscou, ni vers Pékin.

Dans les spéculations sur le départ de Guevara pour « un nouveau terrain de bataille » quatre faits principaux doivent entrer en considération qui peuvent offrir la solution du mystère.

Le premier est le degré auquel Guevara s'est séparé de Cuba. Il a abandonné ses postes au gouvernement : son grade dans

l'armée, sa place dans le parti et même la *nationalité cubaine*. Et comme si ce n'était pas assez, il a ajouté : « *Je libère Cuba de toute responsabilité* ».

Il est évident que les projets politiques de Guevara réclament que le gouvernement soit démonstrativement et même ostensiblement libéré de toute responsabilité vis-à-vis de ses actions. Il est admis par tous ceux qui le connaissent — y compris ses pires ennemis — que, quoi qu'il fasse, ce sera toujours en authentique révolutionnaire qui met la cause, même au-dessus de ses liens familiaux les plus intimes. Pourquoi faudrait-il qu'il se dissocie publiquement de tout ? Le gouvernement cubain ne serait-il pas fier d'être lié aux futures activités révolutionnaires de Che Guevara, l'un de ses principaux fondateurs ?

Le second fait est la suite de déclarations prononcées par Guevara pendant son voyage en Afrique au printemps dernier. Elles cherchaient toutes à promouvoir la révolution coloniale, à forger des liens de solidarité entre les révolutions d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie et... il émit quelques critiques qui causèrent à coup sûr de l'émotion à Moscou. Il parla du devoir des « pays socialistes » d'aider la révolution dans les pays sous-développés et non de faire des profits dans les échanges commerciaux avec eux, de l'avantage qu'offre leur vulnérabilité sur le marché mondial où ils doivent entrer en compétition avec des pays industriellement avancés et il appela à envoyer des armes à ceux qui en ont besoin dans les luttes révolutionnaires.

Le troisième fait est très simple. Après son retour à Cuba, ses discours ayant eu un retentissement mondial, Guevara ne fit plus aucune déclaration publique.

Il serait assez vraisemblable de supposer que l'équipe Kossyguine-Brejnev adressa à La Havane une vigoureuse protestation au sujet des déclarations de Guevara en Afrique et de certaines critiques lancées à leur intention.

Il semblerait aussi vraisemblable de conclure qu'il fut décidé de faire une concession à Kossyguine-Brejnev en cette matière, car Cuba est extrêmement vulnérable, soumise à l'énorme pression du colosse impérialiste nord-américain, et il n'y a pas d'autre source d'aide effective sur une large échelle que l'Union soviétique. Partant de là, Castro a suivi une politique plus circonspecte, calculant évidemment que, s'il doit commettre une erreur, ce doit être du côté de la prudence. La sécurité de la forteresse cubaine, par le maintien des meilleures relations possi-

bles avec l'URSS a, en fait, été l'axe principal de sa politique étrangère.

Ce qui s'est passé entre Castro et Guevara, bien sûr, nous ne le savons pas. Les dirigeants révolutionnaires cubains ont parlé, en privé, franchement et ouvertement sur tous les problèmes qu'ils ont rencontrés, depuis qu'ils ont constitué leur équipe. Ce fut aussi, très probablement le cas en cette occasion.

Mais il se peut que l'incident ait rendu plus net le dilemme crucial auquel font face les révolutionnaires cubains. Ils ont décidé de faire tout ce qu'ils peuvent, y compris de douloureuses concessions, pour conserver des liens solides avec l'URSS. D'autre part ils savent bien que la politique de « coexistence pacifique » de Moscou constitue un grave et permanent danger pour leur révolution. La Révolution cubaine doit recevoir un support nouveau d'autres révolutions, surtout dans l'hémisphère occidental, entrant en liaison avec elle dans les limites d'un certain temps, si elle ne veut pas souffrir une défaite éventuelle. Ce besoin fondamental a constitué la trame de la politique cubaine vis-à-vis de l'Amérique latine. Ainsi, dès le départ, La Havane a appelé sans trêve les peuples de l'Amérique latine à suivre l'exemple cubain.

Le nom de Guevara a été associé le plus intimement avec le mode de lutte spécifique à Cuba — la guerre de guérilla — non parce que ses vues sont différentes de celles des autres mais parce qu'il a pris le temps d'écrire un manuel sur ce sujet et de décrire l'exemple cubain en détail comme un modèle concret pour remporter des succès semblables dans d'autres pays où les conditions sont favorables. Son manuel a été lu avidement jusqu'à la dernière phrase dans plus d'un camp de guérilleros, dans la grande cordillère qui descend du Mexique à travers les Andes.

Et pourtant, cinq ans se sont passés sans aucune nouvelle victoire. En fait, une très grave défaite a été subie lors du coup d'Etat contre-révolutionnaire du général Castelo Branco qui prit le pouvoir au Brésil en avril 1964.

Venons-en maintenant au quatrième fait : c'est l'escalade de Johnson au Vietnam qui a commencé le 7 février et a crû dans des proportions sanglantes précisément au moment où Guevara revint à Cuba de son voyage afro-asiatique. La réaction de La Havane à l'escalade au Vietnam fut tout à fait différente de celle de Moscou ou de Pékin.

L'équipe Kossyguine-Brejnev est allée se cacher sous le lit. Ses protestations n'ont pas été au delà de la permission donnée aux étudiants de manifester devant l'Ambassade américaine à Moscou, et de cas-

ser quelques vitres. A cela sont venues s'ajouter les quelques protestations verbales habituelles qui pourraient être réutilisées au cas où le Pentagone protesterait contre les bruits de moteur d'un châtiment soviétique. En fait les bureaucrates du Kremlin ont eu une attitude si scandaleuse que le Département d'Etat a des arguments solides pour les présenter comme ayant un « intérêt commun » à l'escalade agressive.

Pékin a fait mieux, du moins dans le domaine des hurlements. Mais Pékin non plus n'a pas entrepris à ce jour de contre-attaque. Et si Mao doit conserver à l'esprit la vulnérabilité de la Chine à une attaque nucléaire en l'absence d'un important soutien de Moscou, il n'a même pas poursuivi la mise sur pied de sa promesse d'envoyer des volontaires — si besoin était.

La Havane au contraire en vint très rapidement à suggérer un plan d'action qui réclamait une réponse très ferme comme la seule manière réaliste d'arrêter l'agression impérialiste américaine et de la faire reculer. Ces propositions furent avancées par Castro lui-même dans plusieurs déclarations publiques ; et les Cubains ont montré leur sérieux en apportant une aide visible (des chargements de sucre) pour la lutte.

Les Cubains se rendent compte que ce n'est pas seulement la défense de leur pays qui est en jeu au Vietnam, mais toute la révolution coloniale et tous les Etats ouvriers. En plus, ils voient ce qui est évident pour des millions de gens dans le monde : l'escalade de Johnson dans la guerre fait en fin de compte peser la menace d'un conflit nucléaire. En bref, la Maison Blanche a mis en jeu le sort de l'humanité.

A Guevara, le premier, il doit apparaître que des efforts extraordinaires doivent être faits pour surmonter les échecs, pour renverser les effets de la défaite au Brésil, pour mobiliser plus d'énergies que jamais, pour remporter une nouvelle victoire, pour assurer la défense de la révolution cubaine en faisant progresser la révolution socialiste mondiale en un endroit quelconque où des conditions favorables se trouvent ou peuvent être créées.

Est-il si extravagant de concevoir un révolutionnaire comme Guevara se donnant une responsabilité personnelle dans ce programme ? Il n'y a pas là la moindre trace de « romantisme révolutionnaire ». C'est la même manière de se donner à une grande cause qui a fait de lui un socialiste de premier rang et qui donne son sens à l'existence de chaque socialiste révolutionnaire dans le monde d'aujourd'hui. (Entre autres, Guevara a

assumé certaines des tâches les plus rudes de la Révolution cubaine).

Une telle décision de sa part exigerait automatiquement sa dissociation du gouvernement cubain qui doit, bien sûr « coexister » avec d'autres gouvernements, y compris ceux qui ont un caractère de classe totalement opposé. En particulier ses activités ne pouvaient être tolérées sans mettre en danger les relations avec Moscou. Si notre supposition est correcte, le « nouveau terrain de bataille dans la lutte contre l'impérialisme » de Guevara est quelque chose qui se situe au niveau de la politique d'un parti marxiste révolutionnaire qui est fondamentalement internationaliste et fatalement en opposition avec la ligne dangereusement capitularde du Kremlin et les protestations sans effets de Pékin.

Il est sans intérêt, en l'absence d'informations précises, de discuter si c'était là

la meilleure solution pour Guevara, si ce qu'il pourra faire dans son nouveau rôle fait plus que compenser le tort qu'a causé sa disparition de la scène publique.

De toute façon, le principal problème politique qu'ont à résoudre les révolutionnaires cubains et le rôle qu'y joue Guevara sont assez clairs. En tant que partisan de leur révolution, nous ne pouvons que soutenir les Cubains dans leurs héroïques efforts pour sauvegarder ses conquêtes et pour renforcer leur forteresse assiégée ; et nous espérons que Guevara pourra contrer de manière effective par son action la passivité de Moscou et Pékin, aider à surmonter les défaites et les reculs de la dernière période, briser l'encerclement et ouvrir la possibilité de faire faire marche arrière à l'impérialisme américain, dans le plongeon qu'il s'apprête à faire tête première, vers la catastrophe nucléaire.

Crise de croissance ou crise d'effondrement du Marché Commun?

A plusieurs reprises, notre mouvement avait attiré l'attention sur le caractère temporaire de la « lune de miel » dans le Marché Commun européen. Alors que presque toutes les tendances du mouvement ouvrier sans parler de celles de la bourgeoisie — considéraient que le Marché Commun avait dépassé le point de non-retour et s'était définitivement consolidé, nous avions souligné le caractère provisoire de la construction, pour laquelle l'épreuve décisive devait se situer dans l'avenir.

Le retrait provisoire de la France gaulleiste du conseil des ministres du Marché Commun a démontré que nous avions vu juste. Une sorte de paralysie s'est abattue sur les « Jean-Foutre » de Bruxelles,

pour reprendre la formule grossière de de Gaulle. La panique règne dans les milieux pro-européens. Avec un impressionnisme toujours enclin aux jugements hâtifs, de nombreux commentateurs passent maintenant à l'autre extrême, et voient déjà la dissolution du Marché Commun, alors que la veille encore ils étaient convaincus que rien au monde ne pouvait plus ébranler celui-ci...

Quelle est la signification réelle de la crise que de Gaulle a déclenchée au sein du Marché Commun ? Que faut-il prévoir pour l'avenir ? Voilà des questions auxquelles il faut essayer de répondre non à l'aide de « tuyaux » journalistiques, mais au moyen des critères du marxisme révolutionnaire.

LA DOUBLE NATURE DU MARCHÉ COMMUN

Dans l'histoire du capitalisme européen, la construction du Marché Commun correspondait à un double objectif. D'une part, il s'agissait d'éviter un retour général aux pratiques protectionnistes, que la grande crise économique de 1929-1933 avait multipliées au sein de l'économie capitaliste européenne, — et qui risquaient de jouer le rôle de frein dans une nouvelle conjoncture économique ascendante. C'était l'aspect libre-échangiste du Marché Commun, impliquant une abolition progressive des droits de douane entre les six pays membres de cette organisation. D'autre part, il s'agissait de promouvoir à un certain degré d'intégration économique — de politique commerciale, agricole, monétaire, budgétaire, fiscale et économique commune entre les six gouvernements, afin de consolider le régime capitaliste menacé à la fois de

l'intérieur et de l'extérieur (par la création d'une large zone en Europe orientale et centrale où le capitalisme était aboli) et afin d'améliorer les conditions dans lesquelles il devait faire face à la concurrence avec d'autres pays capitalistes dans le monde (notamment avec l'impérialisme américain).

Le second mobile (qui correspond aussi à des objectifs militaires ; à l'origine, le Marché Commun étant conçu comme étroitement lié à la CED défunte) n'était pas sans lien avec le premier. En régime capitaliste, l'abolition des tarifs douaniers favorise forcément la puissance bourgeoise économiquement la plus forte, celle dont le niveau de productivité est le plus élevé. Les puissances économiques moins fortes ont donc réclamé un certain nombre de compensations, pour que l'abolition pure et simple des tarifs

douaniers ne leur cause pas des pertes sèches.

De là, d'un côté le fameux « tarif douanier extérieur commun », qui fait que le Marché Commun, libre échangiste à l'extrême au sein de ses frontières, est assez protectionniste à l'égard du reste du monde. De là aussi, la fameuse « politique agricole commune » qui devrait permettre aux économies française et italienne de gagner, essentiellement en Allemagne occidentale, des marchés supplémentaires — surtout aux dépens de pays comme le Canada, l'Australie, l'Argentine pour le blé, l'Espagne, les pays du Maghreb et Israël pour les oranges, etc. —, compensant ainsi partiellement le risque de voir des secteurs de leur marché national de produits industriels enlevés par le concurrent ouest-allemand plus puissant.

Le Traité de Rome ne va pas plus loin dans l'élaboration des objectifs immédiats de la « politique commune ». Les partisans d'une véritable unification économique » avaient cependant compris que « l'intégration économique » ne serait effectivement irréversible qu'au moment où cette « politique commune » aboutirait à

la création d'une monnaie commune. Et ils avaient dessiné toute une série de « politiques communes » (notamment dans les domaines budgétaire, fiscal et financier), afin de préparer l'unification de la monnaie des six pays.

Quel bilan peut-on tirer du Marché Commun, au 30 juin 1965, en considérant sa construction du point de vue de ce double objectif ?

L'abolition des tarifs douaniers a été effectuée comme prévue. En fait les étapes vers la suppression complète de ces tarifs ont même été brûlées, et on se trouve aujourd'hui au seuil de leur disparition à l'intérieur des six pays membres du Marché Commun.

Par contre, en ce qui concerne l'intégration économique proprement dite, les résultats obtenus sont maigres ou nuls. La première épreuve sérieuse — celle de la politique agricole commune — n'a pas encore été franchie avec succès. Et même si elle l'était — ce qui reste probable, on est fort loin d'une politique financière ou budgétaire commune des six gouvernements, sans parler de l'adoption d'une monnaie commune.

QU'EST-CE QUI ENTRAVE « L'INTEGRATION » EN EUROPE OCCIDENTALE ?

Quelle est l'explication de cette asymétrie à première vue étonnante, entre le succès plein et entier dans le domaine du démantèlement tarifaire, et l'échec assez prononcé dans le domaine de l'intégration économique proprement dite ?

Une théorie qui est pour le moment acceptée à ce sujet, tant dans des milieux capitalistes que dans de nombreux courants opportunistes du mouvement ouvrier, consiste à expliquer l'échec partiel de « l'intégration » par « l'anti-américanisme » de de Gaulle, opposé à « l'américanisme » de la bourgeoisie ouest-allemande.

Cette explication passe à côté de la cause réelle des difficultés actuelles du Marché Commun. Pour s'en apercevoir, il suffit de se rendre compte que c'est précisément en « s'intégrant » — et notamment en fusionnant leurs entreprises et leurs trusts « nationaux » — que les capitalistes d'Europe occidentale auraient le plus de chances de résister aux assauts que leurs livrent leurs concurrents américains. En s'enfermant au contraire, dans leur prétendue « souveraineté nationale », notamment dans le domaine de la propriété des entreprises, les capitalistes français, italiens ou ouest-allemands n'opposent aux géants des monopoles améri-

cains que des unités incapables par leurs dimensions de mener une concurrence avec des chances de succès.

La cause réelle de la crise du Marché Commun ne réside donc pas dans « l'anti-américanisme » de de Gaulle. Elle réside dans le fait que la concentration effective des capitaux ne leur a pas fait perdre en Europe occidentale leur caractère prédominamment « national ». Les entreprises dont les principaux propriétaires se répartissent effectivement sur plusieurs des six pays du Marché Commun restent encore largement minoritaires, par rapport aux entreprises dont les propriétaires sont essentiellement ouest-allemands, français, italiens, belges ou néerlandais.

Il ne s'agit pas d'une question de « nationalité », au sens ethnique du terme. Il s'agit d'une question éminemment politique. Quel est l'instrument politique auquel le grand capital a recours par priorité lorsqu'il rencontre des difficultés ? Il est évident que, pour le moment, l'Etat national continue à jouer ce rôle. Qu'on examine donc le comportement de la bourgeoisie française confrontée avec le danger d'une rechute dans l'inflation, ou celui de la bourgeoisie italienne confrontée avec le problème de la récession,

et on s'en apercevra immédiatement. A aucun moment, la bourgeoisie de ces pays (pas plus d'ailleurs que la bourgeoisie ouest-allemande) n'a considéré que les institutions du Marché Commun pouvaient se substituer à cet Etat comme instrument principal de sauvegarde du régime capitaliste. La politique et le droit ont bien été à l'image de la réalité économique. A la non-intégration des entreprises et des trusts correspondent essentiellement des instruments étatiques, eux aussi non intégrés.

Or, abandonner la « souveraineté nationale », notamment en matière monétaire, ce n'est pas une question de principe pour la bourgeoisie de l'Europe occidentale. Elle aborde ce problème d'un point de vue purement pragmatique. Les

manipulations monétaires sont aujourd'hui parmi les principaux instruments « anti-crise » dont dispose un régime capitaliste obsédé par l'éventualité d'un nouveau 1929. Retirer cet instrument des mains de l'Etat national pour le céder à des institutions « supra-nationales », avant que celles-ci ne disposent d'une puissance économique et d'une autorité politique suffisantes, qui en garantiraient l'emploi effectif et efficace, en cas de nécessité, c'est risquer de voir une prochaine récession transformée en crise d'une ampleur considérable. Les capitalistes européens ne veulent pas courir ce risque. Il ne faut guère chercher ailleurs la raison fondamentale du retard que « l'intégration économique » a pris sur la démobilitation tarifaire.

« L'INTEGRATION ECONOMIQUE » EST-ELLE UNE CHIMERE ?

Faut-il en conclure que « l'intégration » de l'économie capitaliste en Europe occidentale peut être d'ores et déjà considérée comme un échec, et que les « technocrates » qui la prônent sont effectivement des chimériques « Jean-Foutre apatrides », dans le langage combien révélateur et réactionnaire du général ? Ce serait encore une fois se constituer prisonnier d'un impressionnisme superficiel.

Aujourd'hui, la propriété du capital reste essentiellement « nationale », dans les principaux trusts des cinq pays du Marché Commun (l'unique industrie du sixième, le Luxembourg, à savoir l'industrie sidérurgique, a toujours été la propriété commune de capitalistes français, belges et luxembourgeois, faisant ainsi de « l'intégration européenne » sans le savoir). Mais déjà se manifeste une **tendance** à « l'internationalisation du capital ». Cette tendance correspond à la fois aux besoins de la technique et aux nouvelles dimensions du marché. Bien qu'elle n'en soit aujourd'hui qu'à ses débuts — c'est pourquoi elle ne peut pas encore plier la superstructure sociale à ses exigences — elle est appelée à s'accroître de plus en plus demain. Et cet avenir se manifeste notamment dans le fait que les secteurs les plus entrepreneurs du **capital financier** — largement en avance sur des trusts protectionnistes ou sur un capital industriel moins agressif — sont en pleine euphorie d'« internationalisation ».

Donc, si l'abolition rapide ou immédiate des prérogatives de l'Etat bourgeois national au profit d'institutions étatiques bourgeoises « supra-nationales » est irréalisable et chimérique, le maintien à tout prix d'une « souveraineté na-

tionale » bourgeoise héritée du 19^e siècle l'est tout autant : les deux superstructures ne correspondent pas à la réalité économique actuelle en Europe occidentale.

Par la volonté de de Gaulle (fort discutée d'ailleurs au sein même de son propre gouvernement), le siège de la France est resté inoccupé au cours de la dernière réunion du conseil des ministres du Marché Commun. Mais, par la volonté des capitalistes français, le siège de la France n'est guère resté inoccupé aux dernières réunions de l'Union des Industries de la Communauté Européenne (UNICE), l'organisme « supra-national » qui coiffe les six fédérations patronales nationales dans le Marché Commun. Dès le 6 juillet 1965, cette Union publie un communiqué exprimant l'attachement fondamental des capitalistes des six pays au Marché Commun. Depuis lors, elle a multiplié les démarches et les initiatives afin de relancer la « construction du Marché Commun ». Dans un communiqué du 7 octobre 1965, elle proclame qu'« il est à craindre que tout arrêt dans le développement du Marché Commun ne vienne compromettre gravement les résultats acquis ».

Malgré tout son mépris pour l'intendance, de Gaulle sera bien obligé de marcher, le fouet ayant claqué ! Il utilisera, certes, la situation favorable dans laquelle se trouve actuellement la France capitaliste vis-à-vis de ses partenaires en vue d'obtenir le maximum d'avantages en faveur de « ses » capitalistes (et de « ses » paysans). Maître tacticien et maître du marchandage, il n'est pourtant qu'un faible stratège ; son « objectif » en l'occurrence n'a aucune chance d'être

atteint à moyen ou à long terme. La « souveraineté » nationale du capitalisme français sera de plus en plus battue en brèche — précisément dans la mesure où le capital français lui-même ne se fie plus à l'Etat national, par trop faible et étié, pour se défendre en cas de récession grave, et espère être défendu par un outil autrement puissant.

On peut donc prévoir qu'après quelques succès tactiques secondaires, le gouvernement de Paris occupera de nouveau

son fauteuil à Bruxelles. L'« intégration économique » reprendra sa marche en avant, peut-être à un rythme plus lent, et avec des égards diplomatiques plus calculés pour les lubies de l'actuel occupant de l'Elysée. L'épreuve future d'une grande récession déterminera de manière précise dans quelle mesure les grands capitalistes des six pays préféreront, à ce « moment de vérité », la fuite en avant vers l'action « supra-nationale » au repli défensif vers le protectionnisme national.

CONCURRENCE EUROPEENNE ET CONCURRENCE MONDIALE

Si la bourgeoisie ouest-allemande semble être davantage « inconditionnelle » à l'égard de l'alliance américaine que la bourgeoisie française, ce n'est pas seulement pour des raisons militaires évidentes, ainsi que sous l'effet psychologique de deux guerres mondiales perdues dans le camp opposé à celui de l'impérialisme américain. C'est aussi et surtout parce qu'à son niveau de puissance et de productivité, le problème de la concurrence impérialiste internationale se pose dans des termes entièrement différents de ceux où reste enfermée la bourgeoisie française, industriellement beaucoup plus faible.

La bourgeoisie française a abordé tous les problèmes de la concurrence inter-impérialiste dans un esprit nettement conservateur et peureux. Les thèses Rueff-Giscard d'Estaing-de Gaulle sur le retour à l'étalon-or ne sont que la transposition, dans le domaine des problèmes monétaires mondiaux, de l'ancienne mentalité du bas de laine du paysan français. Lorsqu'on a parlé du Marché Commun, le patronat français a surtout cherché des « clauses de sauvegarde ». Lorsqu'on a soulevé l'hypothèse d'une expansion de l'aire géographique du Marché Commun (notamment l'adhésion de la Grande-Bretagne), le patronat français a immédiatement réagi en se réfugiant derrière la barrière protectrice du Traité de Rome.

Les capitalistes ouest-allemands abordent l'étude des problèmes de la concurrence inter-impérialiste avec un esprit autrement agressif que leurs concurrents de l'autre côté du Rhin. Leur progrès ont été si spectaculaires au cours des dernières années que rien ne leur semble impossible. Leurs exportations de biens d'équipement (machines et matériel de transport) n'avaient-elles pas atteint 7,5 milliards de dollars en 1964, contre seulement 8,1 milliards pour les Etats-Unis ? Même la perspective de conquérir le marché américain ne leur semble guère

chimérique, alors qu'ils commencent à briser la première place dans le commerce mondial !

Dans ces conditions, la bourgeoisie ouest-allemande, tout en restant favorable à la consolidation du Marché Commun (toujours ça de gagné !), a un appétit beaucoup plus féroce et des visions beaucoup plus larges. Elle est résolument favorable à une fusion entre le Marché Commun et la Zone européenne de libre-échange. Et même la création d'une zone atlantique de libre-échange qui inclurait, outre les treize pays capitalistes d'Europe occidentale, les Etats-Unis et le Canada, ne lui inspire aucune crainte. Elle espère pouvoir y lutter à armes égales avec le puissant concurrent américain. Et si la création de pareille zone faciliterait incontestablement la pénétration de produits et de capitaux américains en Europe occidentale, elle donnerait aussi un puissant stimulant à la pénétration des marchandises et des capitaux ouest-allemands en Amérique du Nord.

Ce sont donc deux niveaux différents de productivité et de capacité compétitive sur le marché mondial qui déterminent en dernière analyse l'attitude différente des capitalistes français et ouest-allemands à l'égard des problèmes du libre échange. La bourgeoisie française accepte ce libre échange, à la rigueur, au sein du Marché Commun, moyennant de solides garanties et compensations qui doivent réduire les risques. La bourgeoisie ouest-allemande le réclame audacieusement dans l'aire géographique la plus large. Pour reprendre le fil d'une évolution historique : dans la mesure où la puissance de l'URSS et du pacte de Varsovie semble avoir bloqué pour une longue période la voie de l'expansion militaire de l'impérialisme allemand de l'Est, celui-ci lui substitue progressivement la voie de l'expansion commerciale vers l'Ouest. Et les chiffres du commerce mondial sont là pour prouver que cette voie ne lui a pas si mal réussi jusqu'ici.

CONCURRENCE INTERIMPERIALISTE ET LUTTE DE CLASSE

Rien ne démontre davantage le degré d'abdication auquel sont tombées les organisations de masse du mouvement ouvrier en Europe occidentale que la manière dont elles ont réagi devant la crise du Marché Commun. Qu'elles adoptent — comme les Partis communistes khrouchtchéviens et néo-khrouchtchéviens — une attitude essentiellement pro-gaulliste (sous le prétexte fallacieux, d'ailleurs approuvé par les pro-chinois, que l'impérialisme américain, ennemi n° 1, est affaibli par de Gaulle), ou qu'elles servent de masse de manœuvre à la bourgeoisie « européenne », les unes et les autres ont abdiqué tout rôle indépendant n'exprimant que les intérêts du prolétariat d'Europe occidentale.

Mais cette *Realpolitik* s'avère plus que jamais la moins réaliste et la plus coûteuse des politiques. Pas plus qu'on ne peut séparer la politique extérieure de la politique intérieure, on ne peut isoler la problématique de « l'intégration économique » des impératifs de la lutte de classe.

Le renforcement politique de de Gaulle, y compris l'accroissement de prestige que lui rapportent d'habiles manœuvres diplomatiques, est le renforcement d'un Etat bourgeois. Un Etat bourgeois renforcé, c'est un Etat qui est apte, plus que par le passé, à résoudre des difficultés économiques passagères de la bourgeoisie sur le dos du prolétariat. L'impuissance et la passivité dans lesquels se sont trouvés les syndicats français pour faire face aux problèmes de l'inflation d'abord, à ceux des licenciements et des réductions d'horaires ensuite, à la combinaison des unes et des autres enfin, ne sont que le reflet de cette paralysie politique du mouvement ouvrier français, réduit à « exploiter les contradictions inter-capitalistes ». La belle « exploitation », qui passe par le sacrifice des intérêts élémentaires de la classe ouvrière !

Plus s'accroît la concurrence internationale — avec ou sans « intégration », avec ou sans élargissement de l'aire du libre échange — et plus réduite devient la marge de manœuvre du syndicalisme classique, plus forte devient la résistance du patronat à accorder des avantages quelconques « au-dessus de la moyenne internationale » (qui, on le sait, sapent la capacité compétitive de l'industrie, « tuent la poule aux œufs d'or », etc.),

plus impérieuse devient la nécessité d'imposer des « politiques de revenus » sous une forme ou une autre, c'est-à-dire de limiter la liberté de négociation des syndicats, voire de baillonner le droit de grève. Les récentes mesures du gouvernement Wilson démontrent que cette loi s'applique à l'extérieur du Marché Commun exactement comme elle s'applique en son sein.

Le mouvement ouvrier abordera les épreuves d'une telle phase de la lutte de classe comme un paralytique conduit par un aveugle, aussi longtemps qu'il agira comme si sa tâche essentielle était d'appuyer telle ou telle fraction de la bourgeoisie contre telle autre. Pour se défendre avec efficacité, il doit rétablir son indépendance totale à l'égard de l'Etat bourgeois et de toutes les fractions de la bourgeoisie (ce qui implique également une indépendance à l'égard de la bureaucratie soviétique, prisonnière de son jeu de bascule diplomatique). Au lieu de s'allier à de Gaulle contre les « Européens », ou aux « Européens » contre de Gaulle, il doit affirmer son indépendance de classe en établissant sa propre alliance internationale, groupant avant tout les organisations ouvrières de toute l'Europe occidentale, avant d'étendre celle-ci à une zone plus large. Au sein de cette alliance, il s'agit de combattre **internationalement** l'offensive du capital contre l'autonomie des syndicats, en refusant de céder dans n'importe quel pays ; toute brèche obtenue par le Capital dans un pays devient immédiatement la plate-forme d'une attaque dans un autre pays, et doit le devenir, de par les lois de la concurrence capitaliste.

C'est en partant de cette lutte défensive commune que le mouvement ouvrier pourra ensuite passer à une contre-offensive internationale, opposant aux deux formules capitalistes de la « souveraineté nationale » et des « institutions supra-nationales » bourgeoises la solution des Etats-Unis socialistes d'Europe, c'est-à-dire de l'action internationale pour renverser le capitalisme. Tout cela pose évidemment la question de la constitution d'une nouvelle direction révolutionnaire du mouvement ouvrier. Mais il est évident que si celui-ci n'est même pas capable de se défendre adéquatement, il ne faut pas trop espérer de sa part des victoires offensives foudroyantes.

Tandis que le combat se poursuit...

(Conclusion d'un mois de lutte des masses en Grèce)

Nous publions ci-dessous la traduction d'un article paru dans le numéro du mois d'août de l'organe des trotskystes grecs Bulletin Marxiste. Depuis que cet article fut écrit, la monarchie a réussi à sa troisième tentative à former un gouvernement qui a obtenu une majorité parlementaire. Mais ce n'est là qu'un succès momentané de la réaction et non une solution aux problèmes qui ont provoqué la crise grecque de cet été.

L'article que nous publions traite de ces problèmes et apporte les mots d'ordre et les perspectives mis en avant par le Parti Communiste Internationaliste (section grecque de la IV^e Internationale). Dans la rubrique « Documents », on trouvera une déclaration du Secrétariat Unifié sur les événements de Grèce, également écrite avant la formation du gouvernement Stephanopoulos.

Les événements de juillet ouvrent une nouvelle et importante phase dans l'évolution politique et sociale de la Grèce. Ces développements se caractérisent par l'attaque de la Cour contre le gouvernement bourgeois parlementaire de Papan-dréou et par l'étranglement des droits constitutionnels du peuple d'une part, par la résistance et la mobilisation des masses populaires contre le coup de force royal, les gouvernements de palais et la Couronne comme institution, d'autre part.

Un gouvernement de « démocratie » bourgeoise basé sur une majorité absolue des députés et 53 % du vote populaire tel qu'il s'est manifesté aux élections de février 1964, a été supprimé, à la suite d'une conspiration de la Cour, de l'impérialisme américain, du grand capital et des officiers royalistes.

Le gouvernement de l'Union du Centre était, bien sûr, un gouvernement au service du capital et de l'impérialisme, et de ce fait un gouvernement contre les ouvriers et le peuple, un barrage anti-communiste. Mais l'Union du Centre fut hissée au pouvoir à la suite d'une large mobilisation combative des masses populaires contre la dictature de Caramanlis camouflée sous un manteau parlementaire. Cette mobilisation populaire

s'est faite sur des mots d'ordre démocratiques : « A bas le gouvernement de l'ERE ! (gouvernement de Caramanlis) », « Démocratie ! », « Le fascisme ne passera pas ! » « Un-un-quatre ! » (114, les articles de la Constitution grecque). Le gouvernement du Centre était exactement le contrepoids parlementaire à la fois aux luttes de masses (pendant la période 1961-1963) pour leurs libertés démocratiques et à leurs illusions dans l'Union du Centre.

Mais, si l'Union du Centre s'est appuyée sur les masses populaires pour devenir un gouvernement « démocratique », une fois devenue gouvernement de la classe bourgeoise, elle a commencé rapidement à montrer sa physionomie anti-ouvrière. Elle a affronté la vague des revendications ouvrières avec la force brutale de l'appareil policier, tandis qu'elle était généreuse à profusion envers les policiers, les officiers et les juges. Elle s'est efforcée non seulement en paroles, mais en actes de prouver à la Couronne, au grand capital, aux « grands alliés » qu'elle était le meilleur barrage anti-communiste, le meilleur appui en ce moment de la Couronne, du régime bourgeois et de l'impérialisme, un appui « démocratique » pour la « modernisation » et le « développement » de l'économie

grecque dans le cadre du Marché Commun.

Pour amadouer la Cour, le gouvernement « démocratique » de Papandréou lui a fait cadeau d'un avion, on a augmenté l'allocation à Frederica, on a voté la loi de protection de la reine-mère, on a nommé Gennimatas comme chef de l'état-major. Pour acquérir la faveur du grand capital, il a voté des exemptions fiscales, bloqué les salaires, noyé les grèves dans le sang, interdit les manifestations, stoppé le redressement démocratique du mouvement syndical ouvrier, conservé presque intacte la législation anti-ouvrière et les mesures d'exception. Pour s'attirer les faveurs de l'impérialisme américain, Papandréou a annulé son voyage à Moscou, s'est montré conciliant dans l'affaire de Chypre, a manifesté son attachement à l'OTAN et défendu les positions de l'impérialisme.

Mais en vain ! L'antipathie et l'hostilité de la Cour, de la camarilla militaire du grand capital et de la Maison Blanche sont restées inchangées en face d'un gouvernement « populaire » et majoritaire, à la Chambre des députés, gouvernement qui n'a pas été nommé par la Cour et qui n'était pas totalement à sa disposition, qui en outre avait une base populaire imprégnée de sentiments démocratiques, anticapitalistes et antiimpérialistes, qui, enfin, était obligé, pour sa survie politique, de faire quelques petites concessions aux masses et de s'opposer quelque peu à l'impérialisme américain dans ses efforts pour « clore » l'affaire chypriote aux dépens de son peuple. Les demi-libertés et le sentiment de victoire acquis par les masses après le renversement du gouvernement de Caramanlis et la diminution de l'influence de l'ERE aux élections de 1963 et 1964 étaient des choses que les plus sombres ennemis du peuple ne pouvaient supporter pendant longtemps. C'est ainsi qu'ils ont mis à exécution leur projet d'écarter le gouvernement Papandréou et de former un gouvernement de palais composé de députés de l'Union du Centre, valets de la Cour, avec l'appui de l'ERE, comme un premier pas pour imposer un pouvoir camouflé de manière parlementaire mais essentiellement dictatorial, qui s'appuierait sur les faveurs de la Couronne, du grand capital, de l'appareil étatique, de l'impérialisme américain et qui, par étapes, prendrait des mesures pour supprimer ces petites libertés conquises par le mouvement des masses, avec comme but final leur abolition et leur écrasement total.

Le gouvernement Novas Mitsotakis, qui a été formé par le premier groupe de renégats de l'Union du Centre, se heurta

au soulèvement spontané des masses populaires qui, par leur sens aigu à ces moments, ont vu le danger réel qui les menaçait avec l'intervention du Palais dans l'évolution politique. L'intervention cynique de la Couronne équivalait à la suppression du droit constitutionnel du peuple d'élire et de désavouer par son vote les gouvernements. Cette provocation, les masses populaires de la capitale et des autres grands centres du pays avec l'avant-garde des étudiants et toute la jeunesse, l'ont affrontée en utilisant la même tactique que celle qu'elles avaient employée contre le gouvernement de l'ERE : descente dans la rue. La classe ouvrière a énergiquement pris part à la lutte par ses mobilisations quotidiennes incessantes et sa grève générale de 24 heures. Une fois encore, dans l'histoire récente, des batailles de classe contre les forces de la réaction ont été menées autour de mots d'ordre démocratiques pour les libertés démocratiques des masses. Batailles maculées du sang des manifestants et du jeune Sotirios Pétroulas assassiné. Mais cette fois-ci la lutte se déroulait à un niveau politiquement supérieur à celui de la période 1961-63, où la lutte s'orientait contre l'ERE comme gouvernement et comme parti de la droite. Cette fois-ci le « gouvernement » était dirigé par la droite du Centre et consacré par le Roi. Dépassant les mots d'ordre de Papandréou en faveur de mobilisations pacifiques pour le fonctionnement normal de la démocratie couronnée, indifférentes aux mots d'ordre ridicules de l'EDA pour la « démocratisation » de la Cour, les masses populaires prenaient conscience, dans le feu de la lutte démocratique, du rôle anti-populaire de la Couronne et de la nécessité de répondre à cette attaque contre les droits les plus élémentaires du peuple, par une contre-attaque contre la monarchie. Le mot d'ordre « référendum » qui a dominé au cours de ces mobilisations de masse du peuple est un slogan démocratique anti-dynastique et concerne le régime politique : Papandréou le rejette et la direction de l'EDA l'évite, le premier en tant que chef d'un parti de la démocratie bourgeoise, et la seconde en tant que parti de la démocratie petite bourgeoise voulant ramener la lutte dans le cadre de la « loyauté » démocratique.

Le slogan des masses « l'armée avec le peuple » sort aussi de la même nécessité de mobilisation des masses, parce qu'il constitue une invitation aux enfants du peuple mobilisés, à l'infanterie, de ne pas se battre contre les manifestants et de fraterniser avec eux pour la victoire populaire contre la réaction.

Le slogan de la grève générale pour la défense des libertés démocratiques (qui

ont été amputées par tous les gouvernements bourgeois précédents — y compris celui de Papandréou — trouve aujourd'hui une large audience dans les masses travailleuses. Un premier essai prit forme le 20 juin avec la grève de 24 heures qui fut un avertissement. Mais ce ne fut pas suffisant ! Des formes de lutte supérieures susceptibles de s'imposer par le développement et l'intensification des luttes populaires seraient une grève générale de 2 ou 3 jours à l'échelle nationale ou une grève générale illimitée avec occupation des usines.

Les masses qui luttent dans les rues ont fait preuve non seulement de maturité politique en dépassant les mots d'ordre tièdes de la direction « démocratique » bourgeoise (Papandréou) et de la direction petite bourgeoise bureaucratique de l'EDA et en scandant des slogans de lutte directe identiques à ceux de l'avant-garde marxiste révolutionnaire (de la IV^e internationale) tels que « référendum », « grève générale », etc.

En outre, avec leur saine conscience de classe, les masses ont défendu le droit à l'expression libre des tendances participant à la lutte de masse, isolant ainsi les bureaucraties « de gauche » et leurs organes et réprouvant leurs sales calomnies contre les trotskystes. Cela est un premier pas décisif vers le détachement des masses de la direction « de la gauche » bureaucratique et aventurière qui s'est mise à la remorque de Papandréou et s'efforce de maintenir le radicalisme spontané et la combativité des masses par des directives invitant à éviter les slogans « extrémistes » (comme le « référendum ») et à « se disperser dans le calme » — sans pourtant l'obtenir. C'est ainsi que mûrit dans les masses au combat, sinon la conscience de la faillite politique de l'EDA, au moins celle de l'insuffisance, du conservatisme et du caractère bureaucratique de sa direction, et se préparent les conditions d'une orientation de ces masses vers la nécessité de forger une nouvelle direction combative, anticapitaliste et antibureaucratique, ce qui serait une conquête pleine d'espoir issue de l'expérience propre des masses.

Après la chute du gouvernement de cour de Novas, devant le soulèvement populaire et le vote défavorable qui s'ensuivit à la Chambre des députés, la Couronne a cherché à atteindre ses buts avec de nouveaux « hommes du roi ». toujours pris dans l'état-major gouvernemental de l'Union du Centre. Stephanopoulos et Tsirimokos. Cela prouve son intention ferme d'imposer, par tous les moyens, un gouvernement de centre-gauche (avec des figures provenant des « dissidents » du Centre et avec comme prin-

cipal appui parlementaire l'ERE) qui aurait les faveurs royales, ne serait-ce qu'une formation transitoire vers des combinaisons gouvernementales droitières. Cet effort (qui comme, il était naturel, a renforcé les sentiments anti-dynastiques des masses populaires) confirme son intention ferme de poursuivre la voie qui conduit à une vraie dictature de cour camouflée parlementairement par un « vote de confiance » de la majorité de la Chambre. Si le roi échouait dans cette tentative, il pourrait essayer de former un « gouvernement de concentration » qui assurerait la participation même de l'ERE et de Markezinis ou un gouvernement transitoire formé de personnalités extra-parlementaires qui, alors, demanderait à la Chambre de voter la proportionnelle avec l'intention d'aggraver l'émiettement de l'Union du Centre et de hisser au pouvoir l'ERE, en tant que parti de droite le plus homogène.

Dans les conditions mondiales de conflit de plus en plus aigu de l'impérialisme avec la révolution coloniale, d'une nouvelle phase d'escalade de la guerre au Vietnam et d'une intensification, à l'échelle nationale, des antagonismes sociaux à issue incertaine, le recours de la Couronne à la dictature ouverte, sous le prétexte de « danger national » et de « salut de la patrie » est même probable. Caractéristiques en ce sens, d'après les renseignements de l'envoyé du *New York Times* sont les sondages faits à Washington et à Londres pour imposer éventuellement une dictature militaire et l'activité de quelques militaires et journalistes en faveur de cette « solution ». C'est une « solution » en effet ; mais ces milieux voudraient l'éviter, parce qu'elle est une arme à double tranchant et, dans les conditions générales actuelles, elle conduirait rapidement à la guerre civile et à des explosions révolutionnaires en Grèce. C'est pourquoi les responsables locaux et internationaux de la réaction préfèrent la voie du « pouvoir fort » camouflé parlementairement et dirigé par la Cour.

Cette « solution » ne peut être finalement et définitivement conjurée que par une lutte permanente, de plus en plus large et profonde des masses qui atteindrait le mal à la racine et se développerait de victoire en victoire, non seulement contre les gouvernements-marionnettes de la Cour, mais, aussi, contre leurs appuis : la Couronne, le grand capital, l'impérialisme. Cette lutte ne se limiterait pas à la défensive, mais passerait à l'attaque contre la réaction sociale et son régime et créerait, par son développement, les nouveaux organes de lutte (comités dans les usines, les quar-

tiers et les villages, gardes ouvrières et paysannes, comités d'alliance des ouvriers et des paysans) et forgerait ainsi un invincible front unique de lutte des ouvriers, des paysans, des étudiants et des soldats, un front antidynastique, anticapitaliste et antimpérialiste, qui serait le seul capable de retirer au parti bourgeois « démocratique » de l'Union du Centre de son influence populaire, d'ébranler et de balayer la Couronne et d'ouvrir la voie vers un gouvernement de coalition ouvrier et paysan, basé sur ces nouveaux organes de masse, organes de lutte et de pouvoir démocratiquement élus et contrôlés par les masses.

Aujourd'hui, les larges masses populaires descendent dans la rue pour la défense des libertés démocratiques élémentaires foulées aux pieds par la Cour. Dans cette lutte, par leur propre expérience, elles commencent à se débarrasser de leurs illusions parlementaires, à prendre conscience des rôles que jouent l'Etat bourgeois, la Chambre, la Couronne, le parti « démocratique » bourgeois, les politiciens capitalistes et même « patentés socialistes », et à avoir confiance dans leur propre force au combat. Elles comprennent la nécessité de dépasser les slogans de Papandréou, comme celui de « manifester dans le calme » ; elles débordent déjà sa politique qui se résume dans les slogans : « pas de changement de régime », pour une royauté constitu-

tionnelle régulière ! », « pas de front à la base » etc. Elles se défient de la direction conservatrice et bureaucratique de l'EDA ; souvent elles isolent ses agents, elles ne se laissent pas entraîner par les sales calomnies de la clique bureaucratique contre les trotskystes « fascistes, trotskystes et provocateurs », l'Aube (29 juillet 1965), elles sentent combien vides de sens et ridicules sont les slogans « pour la démocratisation de la Cour » (Héliou, chef de l'EDA), « pour la démocratisation de l'Etat » (P.C. grec et EDA), pour la « défense de l'ordre constitutionnel et le bon fonctionnement des institutions démocratiques » (9^e plenum du Comité central du P.C. grec).

Les marxistes révolutionnaires (c'est-à-dire les trotskystes de la IV^e Internationale) saluent cette superbe lutte démocratique des masses en y participant aux premiers rangs et ils continueront de toutes leurs forces d'aider les masses à se débarrasser de leurs illusions, à élargir et à approfondir leur lutte, à forger un front de classe indépendant qui luttera pour les libertés démocratiques aujourd'hui, contre les gouvernements de la Cour et la Couronne elle-même, et pour leurs revendications transitoires, et demain contre le capitalisme et son pouvoir, jusqu'à ce que les masses imposent leur propre pouvoir, le seul qui soit vraiment démocratique et populaire — la démocratie socialiste des ouvriers et paysans de Grèce.

La classe ouvrière française "force d'appoint" dans l'élection présidentielle

Pour la première fois depuis l'élection de Louis-Napoléon Bonaparte à la présidence de la République, le 5 décembre prochain les Français éliront un président de la République au suffrage universel.

Une première question était encore sans réponse à moins de deux mois de l'élection : de Gaulle sera-t-il candidat ? S'il est candidat, l'élection sera en fait un plébiscite. S'il ne l'est pas, un candidat « gaulliste » ne serait pas sûr d'être élu, même avec le soutien de de Gaulle.

Il était très difficile pour de Gaulle de renoncer à la candidature car, dans une grande mesure, il est à présent prisonnier de la situation. La « stabilité » tant prônée du régime actuel repose sur sa personne, et son départ ouvrirait une crise considérable.

Il n'y a pas grand chose à dire des candidats de droite qui se sont déjà manifestés (Tixier-Vignancour le fasciste, Antier qui cherche à obtenir des suffrages paysans, Marclhacy l'inconnu). De Gaulle candidat, ils recevront les voix des nostalgiques du régime Pétain et de « l'Algérie française ».

La grande question était celle des candidatures dites de gauche et de l'attitude des deux grands partis ouvriers, le Parti socialiste et le Parti communiste. On connaît déjà les diverses péripéties qui ont entouré la candidature du socialiste Defferre, agréé par son parti, puis torpillé par celui-ci. Après que Defferre eut renoncé à être candidat, la situation paraissait sans solution. Personne dans le Parti socialiste ne voulait et ne pouvait plus être candidat. La direction du Parti socialiste ne voulait à aucun prix engager des pourparlers avec le Parti communiste français sur cette question, pas plus que sur toute autre.

On n'entendit plus parler de la question des candidats de gauche dans la période des vacances, mais on peut être certain que toutes sortes de tractations se produisirent. Et voici que, dans la première quinzaine de septembre un mira-

cle se produisit dans la politique française. Il y aura le 5 décembre un candidat unique de la « gauche », François Mitterrand, c'est-à-dire un candidat unique soutenu à la fois par le Parti socialiste, par le Parti communiste français et par divers groupements qui se revendiquent de la « gauche ». Comment se fait-il que, là où Defferre a piteusement échoué, Mitterrand ait réussi ? Pour comprendre un tel miracle, il faut examiner ce qui se passait parmi les hommes politiques bourgeois et socialistes, d'une part, ce que voulait la direction du Parti communiste français d'autre part.

A tout seigneur tout honneur. Le principal manipulateur dans l'opération a été le secrétaire général du Parti socialiste, Guy Mollet. Quand Defferre fit publiquement une déclaration d'intention et, grâce à un lancement à l'américaine, demanda au Parti socialiste de ratifier sa candidature dans un Congrès extraordinaire, Mollet se trouva débordé et parut satisfait que Defferre devienne le candidat du Parti socialiste. Mais, Defferre présuma de la situation. Il voulut non seulement ignorer le Parti communiste, faire des avances à des M.R.P., mais aussi bousculer son propre parti. Il proposa la création d'une « Fédération démocrate et socialiste », comprenant socialistes, radicaux et démocrates-chrétiens. Une telle proposition était équivalente à dissoudre le Parti socialiste et créer autour de sa personne un « parti » similaire à ce que l'U.N.R. est pour de Gaulle.

Guy Mollet ne pouvait accepter une telle perspective. C'eût été — et le maire de Lille, A. Laurent, le fit savoir expressément — renoncer à la base ouvrière actuelle du Parti socialiste et à toute influence sur la classe ouvrière actuellement dominée par le P.C. Le Parti socialiste ayant rejeté sa conception, Defferre renonça à être candidat à la présidence de la République (1).

(1) Voir Quatrième Internationale, n° 24.

Mollet ne pouvait plus alors, pour maintenir l'équilibre de son parti, soutenir une candidature d'un autre membre du parti. Il se tourna donc vers un de ces politiciens bourgeois qui se situent quelque part entre le PS et le parti radical. Mitterrand ne gênait pas ses calculs à plus longue échéance : ceux-ci visent « l'après-gaullisme ».

A vrai dire, tout le monde politique français, de droite jusqu'au PCF, ne pense pas en termes de lutte contre de Gaulle. Tous considèrent qu'il n'y a rien à faire contre lui, qu'il faut attendre sa fin naturelle (son âge leur permet de penser qu'il ne faudra pas trop attendre) et qu'il faut préparer sa succession, car quoi qu'il fasse pour remettre le pouvoir à un de ses poulains, l'envoûtement qu'il exerce disparaîtrait avec lui.

Pour « l'après gaullisme », il y a entre Guy Mollet et Pinay, le représentant le plus autorisé de la droite parlementaire classique, un accord qui, s'il n'a été formellement conclu, n'en existe pas moins tacitement. Tous deux, ne l'oublions pas, ont joué un rôle décisif dans les milieux politiques, et notamment dans les milieux parlementaires, pour permettre à de Gaulle de se hisser au pouvoir en mai 1958, à la suite du coup d'Etat d'Alger, sans autres complications intérieures en France même. Tous deux ont été ensuite renvoyés par de Gaulle. Tous deux condamnent l'arbitraire personnel, et désirent rétablir un régime démocratique, avec des aménagements par rapport à ce qui existait du temps de la IV^e République, où les élus, notables de droite ou de gauche, pourraient assurer un équilibre politique. Un certain régime présidentiel ne les gênerait pas, mais ils ne veulent pas d'un bonapartisme.

Nous n'examinerons pas ici si leur perspective est viable, il suffit de savoir qu'elle détermine Mollet. Et, dans cette perspective, Mitterrand faisait son affaire, pouvant l'abandonner au profit de Pinay quand se produirait la disparition de de Gaulle. D'ailleurs Mollet n'a pas du tout dissimulé la chose. Il n'y avait pas huit jours que Mitterrand venait d'avoir le soutien du PC après celui de la SFIO que, dans une interview de presse, Mollet faisait savoir, presque sans périphrases, que si Mitterrand était le candidat de la « gauche », il estimait qu'en l'absence de la candidature de de Gaulle, le candidat le plus indiqué selon lui était Pinay. On ne pouvait mieux montrer que, pour lui, Mitterrand était une étape vers la candidature Pinay.

Mitterrand est un de ces politiciens qui ne recule devant rien. Il connaît les vues de Mollet à son égard, mais en attendant il n'est pas fâché de se placer au pre-

mier plan. Le milieu politique tiendra compte d'un homme qui aura recueilli quelques millions de voix dans le pays. Mais comment trouver tant de suffrages ? Pour de multiples raisons, il sait qu'il ne peut guère espérer obtenir le soutien du MRP et d'ailleurs les électeurs MRP voteront pour de Gaulle. S'il veut donc ne pas être trop mal placé, il lui faut chercher à obtenir le soutien du PCF, et ce sans entrer dans une négociation avec celui-ci et sans prendre le moindre engagement. A la différence de Defferre, il fera le peu qui sera nécessaire et on verra que c'est vraiment très peu pour que la direction du PCF se déclare satisfaite et décide d'appeler à voter à lui.

Venons-en à l'attitude des dirigeants du PCF. Ils savaient qu'un accord en bonne et due forme avec les dirigeants du Parti Socialiste était exclu. Ils savaient aussi qu'une partie de l'électorat qui vote traditionnellement communiste, dans l'élection présidentielle se porterait sur de Gaulle et qu'un candidat communiste ou soutenu seulement par le PCF accuserait une importante perte de voix. Aussi, depuis longtemps, cherchaient-ils le moyen d'avoir un candidat de « gauche » soutenu par le PS pour lequel ils pourraient appeler à voter de telle façon qu'il serait impossible de mesurer leur perte de voix lors du dépouillement du scrutin.

Une autre considération a certainement également pesé, au moins auprès de certains membres du Bureau politique. On sait que les tendances « italiennes » s'y renforcent, c'est-à-dire des tendances qui pensent que, pour que le PCF puisse, dans « l'après-gaullisme » évidemment, participer normalement au jeu de la démocratie parlementaire et montrer ainsi une « voie française » au socialisme, il doit suivre les démocrates bourgeois sur leur terrain. Un candidat de la « gauche » soutenu par le PCF, ne serait-ce pas une sorte de préfiguration des belles alliances de demain ?

Defferre ayant perdu toute chance, le PSU pensa qu'il pourrait obtenir la candidature pour un des siens. Mais ni la direction du PS ni celle du PC n'étaient prêtes à servir cette formation. Une chose est d'accorder, sur une liste pour des élections municipales, un ou deux sièges à qui peut amener quelques dizaines ou quelques centaines de voix, et autre chose de servir de piédestal à l'échelle nationale à une organisation que ces deux directions ne prennent pas au sérieux.

Le 9 septembre, Mitterrand annonça personnellement sa candidature. Mollet l'approuva presque aussitôt. La direction du PCF ne fit aucun commentaire, mais on sait que des tractations se faisaient

dans la coulisse par personnes interposées. Le 21 septembre, tenant une conférence de presse, Mitterrand ne présenta pas de programme, mais des « options » ; il donna un coup de chapeau aux partis, ajoutant que ce n'était pas à lui, candidat, à régler leurs rapports réciproques, se prononça contre toute exclusive, et à la fin de sa conférence annonça avoir reçu le jour même une lettre de Waldeck Rochet et que, dans sa conférence, il avait répondu aux questions posées dans cette lettre. Deux jours plus tard, réunion du Comité Central du PCF pour entendre un rapport de Waldeck Rochet, qui peut se résumer comme suit : Mitterrand nous a envoyé le compte-rendu de sa conférence ; il est atlantique, européen, mais ce n'est pas tellement grave ; son programme n'est pas clair, ce n'est pas le nôtre, mais il est un adversaire du pouvoir personnel et il a dit qu'il était contre toute exclusive. Aussi faut-il voter pour lui, en faire le candidat de l'unité des forces démocratiques et, ainsi aider à forger cette unité.

On savait qu'il y avait eu au Bureau politique des partisans d'une candidature Duclos ou Frachon. Mais, se situant eux aussi sur le plan d'une « démocratie authentique », leur opposition à Mitterrand ne dura guère. Le Bureau politique se présenta unanime devant le Comité central et ce dernier adopta presque sans débat la candidature Mitterrand.

Dans les masses, les illusions parlementaires, les illusions sur « l'unité » au-dessus des classes et sans programme, joueront en faveur de la candidature Mitterrand. Mais, d'autres sentiments — l'hostilité à l'ancien régime de la IV^e République dont il est un parfait représentant, une instinctive hostilité à un candidat bourgeois pour les uns, l'antiaméricanisme de de Gaulle pour les autres — joueront en sens contraire, soit au profit de de Gaulle, soit au profit de l'abstention.

Parmi les militants communistes, la décision de leur parti de soutenir la candidature Mitterrand ne soulève aucun enthousiasme, et les propos de Mollet en faveur de Pinay ne sont pas faits pour remonter le moral.

Il n'est pas nécessaire d'exposer longuement ici le caractère réformiste et illusoire de la décision prise par le PCF. Cette idée de faire avancer l'unité, cette

même direction l'avait développée en mars 1956 pour justifier son vote au Parlement des « pouvoirs spéciaux » au gouvernement Mollet, pouvoirs qui furent utilisés par celui-ci pour redoubler d'efforts dans la guerre d'Algérie.

Le vote Mitterrand, ce n'est pas l'unité d'action. Il n'y a pas de programme commun, il n'y a pas d'action. On assistera peut-être dans quelques localités à un meeting organisé en commun par toutes les organisations. Mais il n'y aura pas de propagande commune à l'échelle nationale. Quand Mitterrand aura compté ses voix, on se retrouvera au même point qu'aujourd'hui, ou bien on commencera probablement à se disputer pour se rejeter réciproquement le déchet par rapport au nombre de 8 millions qui est la somme des voix que reçoivent les candidats communistes et socialistes dans les élections normales.

Mollet, à titre personnel, s'est montré un manœuvrier de grande classe. Il a écarté une candidature qui pouvait diviser son parti, il a mis en avant un candidat à qui il ne doit rien, et surtout il a montré à la bourgeoisie (du moins à une partie d'entre elle qui sait juger) qu'il était capable d'utiliser le Parti communiste sans rien donner en contrepartie. Mais cette rouerie du personnage ajoutée aux calculs de la direction du PCF auront comme résultat final non d'aboutir à une victoire mais à un affaiblissement de la classe ouvrière.

Cette politique des deux directions ouvrières a pour conséquence qu'un candidat bourgeois qui par lui-même n'aurait qu'un nombre insignifiant de suffrages devient le porte-drapeau de l'antigaullisme et utilise la classe ouvrière comme une force d'appoint. C'est exactement le contraire du front unique. De telles opérations ont toujours eu pour résultat de semer des doutes, d'accroître le scepticisme, de répandre la démoralisation dans les rangs ouvriers.

Dans cette élection, les possibilités de l'avant-garde révolutionnaire sont très faibles. Elle peut appeler les travailleurs à mettre un bulletin sur lequel seront inscrites leurs revendications, mais elle n'aura ni moyens d'expression suffisants, ni moyens de faire le décompte de leurs bulletins. Il est cependant nécessaire de le faire car il est de son devoir de résister aussi bien à l'aveuglement de ceux qui suivront le troupeau « unitaire » qu'à la passivité de ceux qui par écœurement s'abstiendront.

Le 8 octobre 1965.

(2) Authentique, véritable, réelle... les qualificatifs changent, mais le contenu reste le même : la démocratie bourgeoise.

La "voie roumaine"

Le congrès du Parti communiste roumain avait attiré l'attention de la presse internationale à un moment où certains commentateurs supposaient qu'il aurait marqué un nouveau round, et peut-être un certain tournant, dans le conflit sino-soviétique. En réalité, malgré la très large participation de délégations des partis dits frères et de leaders influents, rien de nouveau s'est passé à Bucarest et les journalistes présents furent réduits à s'interroger sur la signification éventuelle de tel ou tel applaudissement

— l'impression générale étant que le délégué chinois avait reçu une ovation plus chaleureuse que le secrétaire du P.C.U.S. Quant aux Roumains, ils saisirent l'occasion pour souligner une fois de plus leur attitude non engagée dans le conflit intérieur du mouvement communiste ainsi que leurs positions dans la conjoncture internationale actuelle, notamment à propos de l'agression américaine au Vietnam. Si quelqu'un avait pensé que les dirigeants roumains, désireux d'entretenir des rapports économiques plus étroits avec les pays capitalistes, auraient, à cet effet assoupli leur ligne, il en aura été pour sa déception.

L'intérêt du congrès de juillet a résidé essentiellement dans le fait que le Parti roumain a voulu confirmer, sous une forme solennelle, le cours qu'il a suivi dans les dernières années. Sous cet angle, les documents adoptés, bien que n'impliquant aucun élément nouveau majeur, représentent une synthèse significative de la « voie roumaine » et méritent un commentaire même quelques mois après la clôture du congrès.

Sur le plan économique, les rapports de Ceausescu, de Maurer et de Stoica, aussi bien que la résolution finale ont exalté les progrès incontestables accomplis dans l'industrialisation du pays, en esquissant en même temps des perspectives assez ambitieuses pour le quinquennat qui s'ouvre. On a notamment insisté sur la tâche de doubler jusqu'en 1970 « la puissance installée et la production d'énergie électrique » et sur la mise en service du combinat sidérurgique Gheorghiu-Dej à Galatz, qui devra produire

près du tiers de toute la production d'acier du pays. En ce qui concerne l'agriculture, par contre le congrès a dû prendre acte tout simplement que « les tâches relatives à l'accroissement de la production agricole végétale et animale, fixées dans le cadre du plan de six ans, n'ont été pas entièrement réalisées ». Ceci, d'après le rapporteur Ceausescu, serait dû « en premier lieu au fait que le rythme moyen annuel d'accroissement, qui était fixé à 9-10 %, était trop élevé et ne tenait pas compte des réalités et des possibilités de notre agriculture ». Il serait plus correct de préciser que les structures des campagnes où prévaut essentiellement la forme transitoire des coopératives de production, restent assez arriérées et on ne peut absolument pas parler d'une collectivisation dans un sens strict. Il est d'ailleurs possible que le rythme de « coopérativisation » a été brusqué, si la résolution du congrès a pu affirmer que cette coopérativisation a été terminée « près de quatre ans avant la date fixée par le précédent congrès ».

Il faut souligner que ni sur le plan industriel ni sur le plan agricole les Roumains ne se posent, du moins pour le moment, des problèmes de restructuration et de réorganisation tels que se sont posés d'autres directions bureaucratiques après le démarrage de la « déstalinisation » (et la direction yougoslave pratiquement au lendemain de sa rupture avec Staline). Les discussions sur la décentralisation, par exemple, qui dans d'autres Etats ouvriers, ne cessent de se développer, n'ont pas apparemment — c'est-à-dire à juger sur la base des textes du congrès — d'écho jusqu'ici en Roumanie. A plus forte raison semble-t-on ignorer tous les problèmes et toutes les tentatives qui ont assuré une renommée mondiale à des économistes tels que le soviétique Libermann ou le tchèque Sik. Même sur la question des formes d'intéressement matériel, il n'y a qu'un passage rapide et assez vague dans le rapport de Gheorghe Maurer. D'autre part, l'orientation de base reste axée sur le développement prioritaire de l'industrie lourde et notamment de l'industrie de constructions mécaniques.

Il serait toutefois erroné de voir dans cette option la prolongation pure et simple d'une ligne stalinienne, inspirée par des schémas qui apparaissent désormais vétustes même aux yeux de certaines directions bureaucratiques. Les proclamations du congrès sur la priorité de l'industrialisation d'un certain type visaient bien plus qu'à répéter de vieux slogans, à reprendre une polémique avec les dirigeants soviétiques — probablement aussi avec les dirigeants d'autres Etats ouvriers plus industrialisés que la Roumanie — et impliquaient surtout le refus d'accepter un modèle de « division du travail socialiste » qui puisse obliger tel ou tel Etat ouvrier à limiter son développement industriel en se spécialisant surtout soit dans la production agricole soit dans des secteurs industriels très particuliers. Le rapport Ceaucesco a beaucoup insisté sur le caractère vital d'une industrialisation poussée comme « préalable au parachèvement de la construction socialiste et à la création des conditions pour le passage au communisme », n'hésitant pas à remonter à des sources nationales du siècle passé.

On arrive ici au point central de l'orientation roumaine. Ce qui caractérise, en effet, la direction Ceaucesco-Maurer à l'étape actuelle, c'est son insistance sur l'esquisse d'une voie nationale qui d'une part influence déjà certaines reconstructions de l'histoire et d'autre part implique quelques généralisations théoriques. Sur le plan de l'histoire, on frise le ridicule en parlant des événements de 1944 sans mentionner en aucune forme le rôle de l'Armée soviétique. Sur le plan théorique, le thème qui revient comme un leit-motiv est celui de l'épanouissement de la nationalité assuré par la construction du socialisme et de l'Etat national qui devra « constituer longtemps encore la base du développement de la société socialiste ». Dans cette optique, il est logique que les conflits qui secouent le mouvement ouvrier international apparaissent essentiellement comme le résultat de la « diversité de conditions dans lesquelles les partis communistes et ouvriers déploient leur activité — diversité déterminée par le niveau du développement social et économique, par les particularités historiques et nationales de leurs pays » (Ceaucesco). Il est aussi logique que les Roumains soient les partisans les plus fervents d'un internationalisme très timoré consistant dans « l'indépendance, l'égalité en droits et la non ingérence dans les affaires intérieures d'autres partis ». En d'autres termes, que chacun suive sa voie sans se soucier d'une stratégie d'ensemble du mouvement communiste mondial.

C'est donc par une défense à outrance des particularités nationales, de l'autonomie de l'Etat socialiste national, par la défense de ce qu'elle présente comme les intérêts propres du pays contre toute entorse provenant de l'étranger, y compris d'un Etat ouvrier, que la bureaucratie roumaine s'efforce d'améliorer ses rapports avec les masses, de renforcer ses positions et de faire face aux contradictions multiples qui caractérisent désormais toute domination bureaucratique dans la phase historique où nous sommes. Au début, les dirigeants yougoslaves avaient été poussés à la rupture avec Staline par des stimulants analogues à ceux qui sont à la base de l'orientation roumaine. Toutefois, ils pouvaient se baser sur une tradition révolutionnaire autonome du parti, tout à fait différente de celle dont peuvent se prévaloir les dirigeants roumains qui n'ont à leur actif rien qui ressemble tant soit peu à ce qu'a fait le PC yougoslave dans la lutte contre l'impérialisme allemand. En misant sur une certaine mobilisation des masses — ils en avaient d'ailleurs besoin pour résister à la bureaucratie soviétique dont la puissance demeurait encore intacte ou presque — les Yougoslaves développaient assez rapidement une critique du stalinisme et du bureaucratisme et introduisaient toute une série de réformes dont la plus importante était, au commencement des années 1950, la formation de conseils ouvriers. Une telle voie est considérée trop dangereuse pour la bureaucratie roumaine qui ne s'achemine dans le processus de déstalinisation qu'avec une prudence extrême.

En effet, aucune réforme de style déstalinisation soviétique ou polonaise ou même hongroise n'est envisagée ni avancée comme thème de discussion. Les structures du parti, de même que celles des syndicats, restent absolument inchangées. On ne pose même pas le problème de l'introduction d'organismes de participation gestionnaire des travailleurs. On continue à concevoir l'art et la culture d'une manière populiste démagogique (1) ; et ce n'est que d'une façon timide et assez anodine que, du moins dans les textes en question, il est fait allusion à la nécessité de réexaminer certains thèmes d'histoire sous l'angle de la critique de la période du culte de la personnalité. Quant à l'Etat, non seulement sont ignorés les problèmes posés depuis 1950, en premier, par les Yougoslaves, mais même se trouve souligné à plusieurs reprises l'accroissement de son rôle. Sur le déroulement du congrès,

(1) Cependant, il semble que pratiquement les Roumains ne suivent pas cette ligne.

voici le commentaire d'un délégué du PC italien : « L'élément de la confiance entre la base et le sommet a prévalu sur celui de la discussion ». Ce qui, au delà des expressions feutrées propres aux disciples de Togliatti, signifie en fait que le Congrès a été strictement contrôlé par les dirigeants.

Le trait le plus visible d'une certaine « déstalinisation » se réduit ainsi à une accentuation du caractère collectif de la direction (cette notion a été même incluse dans la nouvelle Constitution) et de la norme selon laquelle « un membre du parti ne peut détenir qu'une seule fonction de direction politique permanente, soit dans les organismes du parti, non influencé par des dépendances incompatibles » (rapport d'Apostol sur les Statuts).

Quant aux changements proposés dans le projet de la nouvelle Constitution (entre autre, la Roumanie désormais s'appellera République Socialiste) et dans les Statuts du parti (qui s'appelle à nouveau Parti communiste), ils sont plus ou moins liés à la caractérisation de la société roumaine à l'étape actuelle. Les rapports tout comme la résolution ont salué, en effet, « la victoire totale du socialisme dans les villes et dans les campagnes, la

victoire définitive du socialisme dans notre pays ».

Ainsi la conception roumaine d'un socialisme qui se réalise pour une longue période dans le cadre d'Etats nationaux autonomes se relie explicitement aux conceptions classiques sur l'édification du socialisme dans un seul pays. Assurément, il serait faux d'oublier la portée objective de l'attitude roumaine qui, en dernière analyse, exprime une nouvelle révolte contre l'emprise de la bureaucratie de l'URSS. Mais on ne saurait oublier en même temps l'absurdité qui consiste à prôner une édification « socialiste » nationale à une échéance longue, ceci à une étape où les conflits et les contradictions qui se multiplient dans le camp des Etats ouvriers et du mouvement communiste international devraient faire ressortir plus que jamais l'idée qu'une édification socialiste réelle ne progressera que dans la mesure où elle dépassera le cadre suranné des Etats nationaux, héritage de la société bourgeoise capitaliste, en donnant naissance à des entités politiques supranationales à l'échelle régionale, continentale et, en dernière analyse, mondiale.

L. M.

21 septembre 1965

Les thèses pour le Congrès de la Fédération Syndicale Mondiale

Les thèses que le Comité Exécutif sortant de la Fédération syndicale mondiale (FSM) a adoptées pour le congrès de Varsovie (8-22 octobre) n'introduisent pas d'éléments nouveaux qui puissent retenir l'attention des militants syndicaux ou des observateurs. Il s'agit, en somme de textes assez routiniers qui rappellent toute une série des généralités, confirment des conceptions et des orientations maintes fois expliquées — nous ne disons pas qu'elles sont traduites dans la pratique (1) — répètent beaucoup de choses banales dans un style stéréotypé. Lorsqu'il est fait allusion à des problèmes spécifiques ou à des cas particuliers, on adopte un éclectisme tout à fait prudent ou bien on recourt à des périphrases vagues ; les appréciations qui en principe devraient se référer à des situations concrètes, s'inspirent en réalité d'un optimisme conventionnel.

Le premier des deux documents — au titre interminable de « Thèses sur l'examen de l'application du programme d'action syndicale et des initiatives unitaires de la FSM, l'évolution et le développement actuel du mouvement syndical mondial, les possibilités nouvelles pour l'unité, la solidarité et les relations syndicales internationales » — répète sur la question de la guerre et de la coexistence des choses connues avec des concessions minimales dans un sens « chinois », mais essentiellement sur une ligne pour ainsi dire khrouchtchevienne modérée. La seule prise de position concrète concerne le Vietnam, au sujet duquel le document se prononce pour les revendications du FNL et de la République populaire.

En ce qui concerne les tendances économiques internationales et la caractérisation du Marché Commun, citons directement :

« Le Marché Commun ouest-européen est l'un des terrains où se déroule cette

lutte (la lutte de concurrence entre les pays capitalistes). Il aboutit à renforcer la position des monopoles ouest-allemands en même temps que les monopoles américains y obtiennent une place prépondérante par des investissements massifs » (§ 18).

Cette caractérisation du Marché Commun qui a gêné certains courants droitières (notamment celui représenté par les socialistes italiens), devrait être critiquée, mais pour la forme assez banalisée par contre non pas comme étant le de son expression. Nous aurions d'ailleurs à objecter plutôt à l'appréciation absolument unilatérale des bénéficiaires du Marché Commun — qui appartiennent en réalité à des secteurs capitalistes de tous les pays européens — et sur l'exagération évidente du rôle du capitalisme américain à cette étape qu'on ne saurait caractériser comme « prépondérant ».

Un autre point a troublé des consciences droitières (y compris celles du courant représenté par le PC italien, si l'on en juge par la déclaration du dirigeant de la CGIL, Lama) : il s'agit du paragraphe qui parle de la planification dans une société capitaliste : « Les initiatives de planification des monopoles ne sont autre chose que des tentatives d'une part, de surmonter leurs propres contradictions et, d'autre part, d'intensifier l'exploitation des travailleurs » (§ 22). Encore une fois, c'est un peu sommaire, mais pas faux.

D'ailleurs, toute la section du texte qui concerne la situation dans les pays capitalistes avancés ne sort pas du domaine des généralités et des platitudes. L'impression qu'on en tire est que les auteurs préfèrent les pétitions de principe à l'analyse effective : le résultat est que, même où sont affirmées des choses qui ne sont pas fausses, une série de problèmes qu'on ne peut pas ignorer dans le cas des pays de l'Europe Occidentale et des Etats-Unis sont totalement esquivés. Nous parions qu'il n'y aura pas un seul social-démocrate qui sera amené à douter de

(1) Rappelons par exemple la réaffirmation hypocrite de l'indépendance des syndicats par rapport aux partis et aux gouvernements.

ses idées et des options à la suite de pareille lecture. Ajoutons que, lorsque le texte esquisse une analyse de la situation du mouvement ouvrier, il se limite à une exaltation sommaire d'une série de luttes et de grèves, toutes fourrées dans le même sac, exprime des évaluations qui correspondent très peu à la réalité (2).

En fixant leurs objectifs, les thèses de l'Exécutif sortant parcourent encore une fois des chemins par trop connus.

« La classe ouvrière et ses organisations, face à la politique d'hégémonie et antidémocratique des monopoles, propose l'alternative démocratique et antimonopoliste qui partant des besoins économiques et sociaux actuels de larges couches de la population, tend à donner satisfaction à ces besoins, tout en réduisant le pouvoir politique et économique des monopoles » (§ 26). On revient en même temps sur la nécessité d'établir une alliance avec les couches sociales non prolétariennes victimes des monopoles.

Le chapitre sur les Etats ouvriers est encore pire. Les problèmes qui se posent dans la phase de transition ne sont même pas effleurés. Sur le rôle des syndicats notamment, sous les thèmes avancés par la bureaucratie depuis l'époque stalinienne sont répétés. En fait, les paragraphes en question ne sont qu'un résumé insipide des affirmations courantes de la propagande officielle des différents partis et gouvernements. Ici, la polémique des tendances droitières, dont celle déjà mentionnée de la CGIT italienne, marque incontestablement des points.

Pour les pays coloniaux ou qui ont accédé à l'indépendance dans une période récente, la direction de la FSM a fait un effort particulier, en adoptant — en plus d'un chapitre du premier texte — un texte particulier. Les résultats n'en sont pas pour autant plus remarquables. A propos des pays encore sous domination coloniale directe et de ceux qui se trouvent sous l'emprise du néo-colonialisme, on répète encore une fois des affirmations tout à fait banales, dans un style propre à décourager même les lecteurs les plus patients. Lorsqu'on touche au problème crucial des méthodes de lutte, la préoccupation essentielle est de ne mécontenter personne et ne pas risquer

d'être démenti par tel ou tel autre développement éventuel : « la lutte des travailleurs a des formes, des méthodes et des procédés très divers qui vont des grèves et des manifestations de masse jusqu'à l'insurrection armée » (§ 6 du deuxième document) et la même chose est répétée dans le cas spécifique de l'Amérique latine (§ 12). L'effort pour caractériser l'évolution d'un certain nombre de pays asiatiques et africains n'est décidément pas excessif : « L'Algérie, l'Egypte, la Guinée, le Mali, le Ghana, l'Indonésie, etc. sont des pays ayant effectué une mobilisation active des ressources et des forces intérieures dans le combat contre le néo-colonialisme, pour l'indépendance nationale et le progrès social. Plusieurs de ces pays ont déjà franchement atteint une étape de transformations sociales » (§ 25).

Les tâches définies pour ce secteur du monde sont essentiellement des tâches démocratiques bourgeoises et on y retrouve, entre autre, les formules bien connues sur le rôle de la bourgeoisie dite nationale (§ 21). Sur la trace de certaines généralisations soviétiques récentes, on parle en outre d'une voie « non capitaliste », mais il ressort assez nettement qu'une voie « non capitaliste » ne signifie pas nécessairement « voie socialiste » (3). Voilà, donc, encore une fois, des schémas arbitraires, d'origine en dernière analyse stalinienne.

Une seule allusion rapide semble introduire un élément intéressant dans un sens « antifanoniste ». « La classe ouvrière — dit le paragraphe 30 — non seulement est l'ennemi principal de toute oppression, mais elle aussi la moins contaminée par l'influence désagrégratrice des forces réactionnaires féodales ». Le problème réel est toutefois esquivé. Il est clair que la classe ouvrière subit beaucoup moins que n'importe quelle autre couche sociale l'influence des « forces réactionnaires féodales ». Mais la question que se posent certains, comme Frantz Fanon, est de savoir si, dans le contexte d'un pays colonial ou semi-colonial la classe ouvrière ne jouit pas, ne fût-ce que tout à fait relativement, d'une condition privilégiée par rapport aux larges masses paysannes et aux masses plébéiennes des villes. A cette question les thèses de la FSM ne donnent aucune réponse.

Soulignons finalement que le jugement sur les conférences régionales récentes des syndicats africains et des syn-

(2) Le § 23 dit : « Les courants favorables à une attitude conséquente dans la lutte de classe se renforcent dans tous les pays capitalistes, même dans ceux où les syndicats ont eu et conservent une attitude contraire ». Au § 46 on lit : « Dans tous les pays capitalistes s'affirme la volonté unitaire des travailleurs et grandit leur soutien aux efforts des organisations qui travaillent à sa réalisation ».

(3) « Nombre d'entre eux (les pays coloniaux libérés) accentuent leur marche sur la voie d'un développement non capitaliste. Certains s'engagent dans une voie effectivement socialiste » (§ 31, premier texte).

dicats latino-américains et l'affirmation concernant « la fin de la scission dans le mouvement syndical sur la base d'un programme d'unité et antiimpérialiste » dans ces secteurs du monde, sont aussi caractérisés par un optimisme insuffisamment fondé.

En écrivant cette note, nous ignorons encore quelle sera, face aux Thèses, l'attitude des syndicats chinois qui, depuis quelques années attaquent sur la gauche la direction à majorité pro-soviétique de la Fédération mondiale. Nous ne pouvons qu'ajouter quelques mots sur l'attitude du courant droitier représenté par les syndicats italiens, à laquelle nous avons d'ailleurs déjà fait allusion. Les membres italiens de l'Exécutif ont voté contre les thèses et les socialistes en ont même profité pour déclencher une nouvelle manche dans leur bataille visant à faire sortir la CGIL de la FSM.

Or, si, comme nous l'avons dit, les critiques italiennes au chapitre sur les Etats ouvriers sont tout à fait fondées (abstraction faite de l'angle sous lequel elles sont conçues, notamment par les socialistes) et s'il est vrai que les textes donnent de la réalité des pays capitalistes avancés un tableau extrêmement sommaire et schématique, on ne saurait d'autre part ignorer que les Italiens, y compris les dirigeants de la tendance communiste, n'acceptent pas une caractérisation de la planification capitaliste qui pourtant devrait aller de soi pour des marxistes. Encore plus inacceptable est la remarque faite par les dirigeants Lama et Mosca

— le premier est en même temps membre de la direction du PC italien — à propos du tableau dressé par les thèses sur la situation mondiale. Ce tableau « analytique » révélerait « sur beaucoup de points un choix idéologique *a priori* ». Le langage même en dit long : est-ce que, pour ces bureaucrates, se placer du côté des Etats ouvriers contre l'impérialisme et le capitalisme signifie opérer « un choix idéologique *a priori* » ? Préféreraient-ils prendre une attitude neutre ou jouer ceux qui, planent au-dessus de la mêlée ?

Au fond, ni les socialistes ni les communistes italiens ne s'intéressent beaucoup à la FSM, à ses thèses, à son congrès. Mais les uns et les autres veulent saisir l'occasion pour prendre, à des différents niveaux, leurs distances par rapport aux Etats ouvriers et aux organisations liées à eux dans le but de donner ultérieurement des gages de leur « indépendance » et de leur « autonomie » et de mieux appliquer leur politique nationale droitrière (4).

(4) Nous soulignons, surtout à l'adresse de certains qui ne cachent pas leur enthousiasme pour la « démocratisation » des syndicats italiens, que la CGIL a fixé son attitude sur les thèses de la FSM sans aucune forme de consultation de ses militants et de ses cadres qui n'ont même pas eu l'occasion de connaître des textes qui pourtant ont été rejetés en leur nom. La traduction italienne ne parut que quelques jours avant l'ouverture du Congrès de Varsovie.

L'intelligentsia soviétique, de la "déstalinisation" à la révolution politique

Pour comprendre les caractéristiques et les tendances du développement de la bataille culturelle dans la société soviétique et le rôle des intellectuels dans le processus de la révolution politique, il convient de tenir compte de quelques remarques préalables.

Etant donnée l'absence de démocratie socialiste, chaque œuvre culturelle importante et chaque bataille culturelle assument dans une large mesure — **aussi bien objectivement que subjectivement** — une signification politique. De ce point de vue, les intellectuels forment un groupe très politisé compte tenu des conditions générales de la société soviétique, même si cette politisation, comme nous le verrons, prend une forme très particulière.

Le contrôle de la bureaucratie sur la culture s'est exercée pendant la période stalinienne, et s'exerce encore dans une large mesure, non seulement sur le « contenu » de l'œuvre culturelle (contrôle politique qui élimine tout élément pouvant nuire à la domination totale de la bureaucratie sur la société), mais aussi sur la « forme » de cette œuvre (condamnation du « formalisme », dans d'autres domaines soutien à Lyssenko et condamnation des chercheurs en génétique, etc.). La seule différence essentielle, de ce point de vue entre la politique culturelle de la bureaucratie de la période stalinienne et celle de la période présente, est que l'on est arrivé à une libération presque complète des sciences naturelles et exactes (cybernétique, biologie, etc.)

CARACTERISTIQUES SOCIALES DE L'INTELLIGENTSIA

Du point de vue social, l'intelligentsia soviétique est un groupe fortement différencié. En effet, si la couche supérieure (académiciens, professeurs, universitaires, peintres, poètes et écrivains « arrivés ») partage en plein les privilèges de la bureaucratie, la couche inférieure (enseignants élémentaires et moyens, médecins, jeunes chercheurs scientifiques, etc.) qui, à cause des caractéristiques du développement de la société soviétique (développement imposant de l'instruction et de la recherche scientifique) se trouve être extrêmement nombreuse (il n'est pas difficile de trouver des chiffres assez précis), cette couche inférieure, donc, a un niveau de vie plutôt bas, qui ne dépasse pas — pour beaucoup d'entre eux — ce-

lui des ouvriers non qualifiés (90 roubles par mois). Les caractéristiques de la fonction sociale qu'elle remplit, son mode de vie, et aussi la tradition de la vieille intelligentsia russe — qui se fait fortement sentir malgré les faibles liens directs — en font toutefois un groupe social ayant une cohésion interne notable.

Du point de vue de leur origine sociale, les intellectuels soviétiques sont liés aux ouvriers et aux paysans beaucoup plus que dans n'importe quel pays capitaliste. Il ne faut toutefois pas exagérer l'intensité de ces liens. En effet, si avant la seconde guerre mondiale, en plus des efforts pour la création d'une nouvelle in-

telligentsia d'origine ouvrière et paysanne, on en arriva jusqu'à limiter l'accès aux institutions d'instruction supérieure aux fils des intellectuels (aux environs de 1930), après la seconde guerre mondiale la situation a été changée.

Leur mode de vie et le milieu dans lequel ils grandissent, facilitent l'accès aux instituts supérieurs aux fils des bureaucrates et des intellectuels. Les relations personnelles, les « enveloppes », leur permettent de franchir l'écueil du concours pour l'accession aux instituts supérieurs. La réforme scolaire de 1953, qui imposait un stage de travail de deux ans avant de pouvoir accéder à l'instruction supérieure, ne semble pas avoir modifié radicalement la situation, aussi bien à cause de la résistance des enseignants universitaires qui s'inquiètent d'une baisse possible de niveau culturel (voir les polémiques dans la presse soviétique de l'époque), que du fait que cette difficulté peut être facilement tournée en trouvant pour les fils des bureaucrates et des intellectuels du travail facile.

En réalité, les différences, plus sensibles dans le mode de vie (plutôt que pour le niveau de vie) des intellectuels et des étudiants d'une part, et des ouvriers et paysans d'autre part, engendrent une barrière solide et une profonde méfiance réciproque, rendues bien souvent plus aiguës, pour des raisons politiques, par les bureaucrates.

Le fait qu'un très important pourcentage d'étudiants vive dans les Maisons des Etudiants, crée au départ les conditions pour une telle séparation. Le déséquilibre très important qui existe dans la répartition des services culturels en URSS fait que les jeunes diplômés tendent à se concentrer dans les villes, au nombre limité, qui comportent ces services, malgré tous les efforts des autorités pour éviter ce phénomène. Dans les nouvelles zones de concentration ouvrière, très nombreuses et très importantes en URSS, le nombre des intellectuels est faible (excepté pour Novosibirsk) et ces intellectuels sont parmi les plus mauvais.

Même les institutions dont le but officiel est de rapprocher étudiants et travailleurs, par exemple les *agitatory* (étudiants membre du *Konsomol* qui ont pour tâche d'entreprendre un travail politico-culturel parmi les ouvriers) se révèlent — étant donné le contrôle bureaucratique très strict — au contraire comme allant à l'encontre du but recherché. Elle font apparaître les étudiants comme des porte-paroles de la bureaucratie. D'autre

part, la tristement célèbre campagne contre le cosmopolitisme a laissé des traces indélébiles dans la conscience des masses travailleuses, traces qui ne s'atténuent que très lentement et très relativement parmi les nouvelles générations, grâce à la généralisation des contacts avec l'Occident.

Le nombre des travailleurs qui étudient par correspondance ou dans les cours du soir est, il est vrai, très élevé (il semble que le nombre des personnes qui étudient à tous les niveaux s'élève à 50 millions). Mais il s'agit de travailleurs qui recherchent, de cette façon, une promotion sociale (devenir chef d'équipe, chef d'atelier) et qui entrent, en même temps, dans le Parti, font la cour à leurs supérieurs et deviennent donc, bien souvent, les laquais de la bureaucratie, se détachant de la masse ouvrière qui les voit, d'ailleurs, d'un mauvais œil. Du reste, le niveau culturel des cours du soir et par correspondance est très sensiblement inférieur à celui des cours normaux.

Le niveau culturel de l'intelligentsia soviétique actuelle n'est généralement pas mauvais (celui de l'intelligentsia technique est excellent). Les intellectuels soviétiques manquent cependant de quelques-uns des instruments essentiels de la culture moderne (psychanalyse, sociologie, un certain type de philosophie mathématique, etc.) ce qui limite radicalement leurs possibilités d'élaboration autonome et les empêche de réaliser cette œuvre extrêmement urgente qu'est la restauration du marxisme, déformé jusqu'à ne plus être reconnaissable par les mystifications des bureaucrates. Même si certains éléments plus ou moins déformés de la conception marxiste ne sont pas étrangers à la mentalité des intellectuels soviétiques, pour beaucoup d'entre eux cependant le marxisme est, objectivement, même si ce n'est pas toujours consciemment, la mort et la justification stérile des privilèges de la bureaucratie. Ceci crée le terrain favorable pour la pénétration, directe ou indirecte, de toutes les sortes d'idéologie bourgeoise.

L'incontestable augmentation des contacts culturels en tous genres avec l'Occident, ces derniers temps, a été réalisée en effet de façon sélective (mais non avec une rigueur extrême).

Quelques exemples : on traduit les œuvres philosophiques complètes de Russell mais non celles des marxistes occidentaux ; on traduit Mauriac mais pas Sartre, etc.

LES LUTTES CULTURELLES DURANT LA DECENNIE POST-STALINIENNE

La lutte culturelle qui s'est déroulée en URSS pendant la décennie post-stalinienne, et qui a suivi et caractérisé le mouvement populaire du processus de déstalinisation, a vu l'engagement de l'intelligentsia soviétique en tant que « conscience de la nation » (à cause de ses caractéristiques spécifiques à l'intérieur de la société soviétique), relativement isolée toutefois du gros des masses soviétiques.

Dans des conditions normales, cette lutte s'est déroulée entre les couches politiquement et culturellement les plus avancées de l'intelligentsia et les groupes liés plus étroitement à la bureaucratie, dont les sympathies pour le stalinisme étaient plus ou moins clairement exprimées (par exemple, pour la littérature, Sofronov, Gribachev, et quelques autres). Dans ces situations, généralement le sommet de la bureaucratie (le Comité Central) intervenait en tant que médiateur, (voir, par exemple, en 1959, le discours « conciliateur » de Khrouchtchev au 3^e Congrès des écrivains). C'est seulement dans les moments les plus critiques, lorsqu'étaient exprimées — au cours de la bataille culturelle — des positions moins facilement récupérables même par les groupes les plus libéraux de la bureaucratie, que la direction bureaucratique intervenait directement contre les groupes les plus avancés des intellectuels (en 1957, et — moins ouvertement — en 1961 et 1963).

En principe, la bureaucratie pourrait faire de larges concessions à la liberté de recherche intellectuelle dans le domaine de la « forme ». En fait, cependant les recherches formelles, elles-mêmes, pour pouvoir s'imposer, exigent une lutte violente contre les intellectuels académiques étroitement liés à la vieille génération des bureaucrates, et, du point de vue de leurs intérêts, à la bureaucratie dans son ensemble. C'est pourquoi, le plus souvent, au cours de luttes de ce genre, surgissent des positions plus avancées, anti-bureaucratiques. En fait, donc, la bureaucratie intervient souvent aussi même contre les demandes de liberté pour la recherche formelle, contribuant de cette façon à la cohésion (bien que relative) anti-bureaucratique de l'ensemble de l'intelligentsia.

Sans reprendre, dans les détails, l'histoire de la lutte culturelle en URSS et des rapports intellectuels-direction bureaucratique, il peut être intéressant tou-

tefois d'en rappeler quelques moments significatifs.

Le moment de tension maximum s'est sans doute situé en 1956, non pas tellement qu'à cette date se soit manifestée la plus importante prise de conscience anti-bureaucratique, mais surtout parce que — à la suite du 2^e Congrès — le mouvement de dégel intellectuel avait atteint sa plus grande extension et parce que la bureaucratie et les intellectuels conservateurs étaient, en cette période, extrêmement désorientés et qu'en conséquence leur réaction était pleine de contradictions et peu efficace. Le sommet du mouvement se situa pendant l'automne 1956, parallèlement au développement de la lutte anti-bureaucratique en Pologne et en Hongrie.

Le débat se cristallisa alors en URSS autour du roman de Doudintsev et s'exprima (à un niveau plus ou moins officiel) dans la revue *Literaturnaja Moskva* (n° 11), dans le débat autour de l'article de Bourdjalov sur la ligne des bolcheviks en mars 1917 et dans le journal mural des étudiants de la faculté de physique de l'Université de Moscou qui publièrent une page du livre de J. Reed « Dix jours qui ébranlèrent le monde » (interdit en URSS à ce moment) sous le titre « Lénine et Trotsky, dirigeants de la Révolution d'Octobre ». Ce dernier épisode montre bien la profondeur et, en même temps, les limites du mouvement. Si le livre de Reed a été depuis amplement réhabilité en URSS et réédité à plusieurs reprises, par contre un titre comme celui cité ci-dessus n'a plus eu la possibilité de paraître en URSS depuis cette date, même dans la forme semi-officielle que peut revêtir un journal mural d'étudiants.

Pendant l'hiver 1961-1962, des formules de ce type apparurent dans un tract clandestin à la même Université de Moscou et l'auteur de ce tract fut immédiatement arrêté.

A partir de décembre 1956, après la répression en Hongrie, la bureaucratie remet de l'ordre dans ses rangs et passe à la contre-attaque. On modifie la composition du collège de rédaction de *Novy Mir* ; les résolutions de la commission idéologique du P.C.U.S. sur l'histoire, le théâtre, la littérature, etc., se multiplient.

Le mouvement anti-bureaucratique des intellectuels se désunit, le maximum de résistance — au niveau officiel — est la résistance passive opposée par Ehren-

burg, M. Aligher et autres, aux demandes pressantes d'autocritiques contenues dans les deux discours menaçants de Khrouchtchev aux intellectuels au cours du premier semestre 1957.

Dans certains groupes d'avant-garde de jeunes intellectuels, l'idée de la nécessité de la lutte clandestine fait son chemin. Certains groupes se constituent (Faculté d'histoire de l'Université de Moscou) qui, cependant, à part les limites révisionnistes de leur plateforme politique, se trompent sur le rythme de la lutte anti-bureaucratique, pensent que le moment est venu de s'adresser directement aux masses ouvrières et tombent entre les mains de la police politique.

En 1958-59, années où le bien-être économique est au maximum, où l'on promet de « rejoindre et dépasser » les Etats-Unis, etc., la politique de la direction bureaucratique est beaucoup plus souple ; d'une part il y a le cas Pasternak, de l'autre le discours de Khrouchtchev au 3^e Congrès des écrivains en vue d'un apaisement avec les intellectuels. La direction bureaucratique repousse les excès staliniens des intellectuels les plus conservateurs. C'est la période de la plus

grande influence de couches très vastes d'intellectuels, y compris l'avant-garde. Evtouchenko montre la voie de l'opposition loyale, du non-conformisme « dans le système ». A très peu d'exceptions près, même les écrivains les plus avancés s'associent à la condamnation de Pasternak.

La période qui suit immédiatement (1960-61) développe dans une large mesure la tendance de la précédente. Une différence essentielle : le développement de la différenciation interne dans l'intelligentsia. Une partie des intellectuels réussit à s'insérer dans quelques initiatives de modernisation soutenues par la bureaucratie. Le programme khrouchtchevien pour la construction d'immeubles d'habitation, est considéré comme suffisant à condition que l'on trouve dans les appartements des meubles suédois et quelques tableaux abstraits sur les parois. Ceci s'accompagne, naturellement, d'une lutte violente contre les intellectuels académiques et conservateurs, mais l'on a confiance en l'appui de la direction bureaucratique ou, tout au moins, de certains groupes de cette dernière, les plus libéraux.

LES GROUPES D'AVANT-GARDE

Entre temps, cependant, se vérifie un processus de mûrissement politique pour certains groupes d'avant-garde. Le style de tribun d'Evtouchenko se traduit par la lecture de poésies sur la place Maïakovski, devenu le « Hyde Park » soviétique. Cette initiative prend un caractère toujours plus politique, de critique au régime bureaucratique pour toute une série de ses aspects fondamentaux. Un mouvement analogue se produit à Léninegrad. Des journaux semi-clandestins politico-littéraires apparaissent (Sintaksis, Boomerang, et quelques autres) dans lesquels la coexistence et la confusion de thèmes politiques ne peut masquer le caractère d'opposition nette à la bureaucratie. Ces phénomènes prennent fin avec une violente répression de la bureaucratie, à la veille du XXII^e congrès : dispersion des rassemblements sur la place Maïakovski et arrestation des poètes les plus « subversifs ».

Les journaux semi-clandestins sont attaqués par la presse officielle (*Komso-molskaia Pravda*, etc.) L'animateur de l'un d'eux est arrêté et condamné à deux ans de prison sous un quelconque

prétexte. La répression bureaucratique est caractérisée, en ce cas, par le fait qu'elle est sélective et non totale (la police arrête ou prévient les « politiques » et non les « littéraires », les condamnations détentives sont motivées par des raisons non politiques).

Le XXII^e Congrès devait donner une forte impulsion au mouvement de l'intelligentsia, non immédiatement mais quelques mois plus tard. Le sommet de cette phase de la lutte culturelle (commencée avec la publication du livre de Soljénitsin, comme conséquence directe et immédiate du XXII^e Congrès) fut atteint vers la fin de 1963 avec le discours de Romm et avec quelques réunions semi-légales dans l'atelier du groupe de peintres qui allaient être violemment attaqués par Khrouchtchev peu après pour leur participation à l'exposition nationale du Manège. Les différentes phases de la répression, qui débuta justement après la visite de Khrouchtchev au Manège en décembre 1963, sont trop connues pour qu'il soit nécessaire de les rappeler. Mais il est intéressant, par contre, de rappeler une phrase que Khrouchtchev

aurait prononcée pendant l'une de ses rencontres avec les intellectuels, phrase qui caractérise très bien les préoccupations de la bureaucratie et son analyse de la situation : « Je sais très bien ce que vous voulez ; mais je ne suis pas un imbécile et je ne permettrai jamais que l'on crée en URSS un cercle Pe-teofi ! »

Ce qui caractérise la phase de répression de 1963, c'est que l'intelligentsia, dans son ensemble, a fait montre de beaucoup plus de courage, de cohésion et de conscience de sa force que dans des situations analogues précédentes.

C'est aussi pendant cette période que de petits groupes d'avant-garde décidèrent de passer à l'action clandestine et de s'adresser directement aux ouvriers (à la faculté de philosophie avec les thèses sur « l'Art et le Socialisme »), mais leur arrestation n'entraîna pas la démoralisation et la déroute ainsi que cela avait été le cas en 1957 pour des faits semblables. Au début de 1964, commence une nouvelle période ascendante, même si, pour le moment, le mouvement est beaucoup plus limité que les précédents. Les épisodes les plus remarquables ont été la publication dans *Novy Mir* de quelques nouvelles de Kafka ; la publication des comptes rendus de la Conférence nationale des historiens qui s'était dérou-

lée à la fin de 1962 et au cours de laquelle furent exprimées des positions très avancées en ce qui concerne la révision de la falsification stalinienne de l'histoire de l'URSS ; la mise en circulation, sous forme dactylographiée, de la lettre de Raskolnikov à Staline, la campagne en faveur de Brodsky.

En même temps, cependant, les préoccupations de la bureaucratie au sujet du mécontentement très important des masses causé par la situation alimentaire et par le conflit sino-soviétique, ces préoccupations ont fait que cette fois les freins n'ont été desserrés que très prudemment, et que ce mouvement a été lié à des mesures de répression « sélective ». Il ne faut même pas exclure, surtout à la lumière des derniers événements, que l'impasse dans laquelle se trouve la direction soviétique ait provoqué une certaine confusion dans les rangs de la bureaucratie et, en conséquence, une politique extrêmement contradictoire.

La chute de Khrouchtchev va « congeler » la situation, probablement pendant une certaine période (plutôt brève, croyons-nous). Sans aucun doute, cependant, à plutôt brève échéance nous retrouverons la phase ascendante qui a commencé au début de cette année, et il est fort probable que cette fois la lutte prendra une ampleur et une acuité peut-être supérieures à celles de 1956.

LES FAIBLESSES DE L'INTELLIGENTSIA ISOLEE

Il reste pourtant de très importants éléments de faiblesse pour l'intelligentsia, en particulier :

— la confusion idéologique extrême de l'intelligentsia dans son ensemble, y compris les groupes d'avant-garde (1)

— son isolement de la classe ouvrière, qui s'explique soit par la méfiance envers cette dernière de la plus grande partie des intellectuels, soit par le « saut mystique » que certains groupes d'avant-

garde réalisent dans la classe ouvrière lorsqu'ils décident de passer à l'action clandestine et qui se traduit régulièrement et inévitablement par une faillite spectaculaire et par l'intervention répressive de la police politique.

Sur le plan tactique, et comme conséquence des insuffisances signalées ci-dessus, on n'a pas réussi jusqu'à présent à coordonner l'action légale, semi-légale et clandestine, ce qui est absolument nécessaire pour réaliser une action organique. En général, la continuité dans l'action fait absolument défaut sauf s'il s'agit de la continuité dans l'action de quelques individus.

Ce que nous avons dit concernant le sens de la cohésion acquis par les intellectuels, n'exclut toutefois pas qu'à l'intérieur de l'intelligentsia on puisse distinguer assez nettement différents groupes.

(1) La seule chose claire ce sont les revendications élémentaires pour le libre accès aux sources d'information et pour la liberté de la recherche scientifique et artistique. Ces revendications sont cependant totalement insuffisantes, et les Soviétiques s'en rendent compte, pour une action d'une certaine ampleur. Il manque presque totalement une plateforme pour une action à longue ou même à brève échéance.

Au sommet de l'échelle sociale des intellectuels, il faut faire une nette distinction entre les technico-scientifiques et les humanistes. Les seconds sont étroitement intégrés à la bureaucratie et constituent le groupe le plus conservateur. Les premiers, au contraire, (savants atomiques, etc.) constituent le groupe qui, pendant la période khrouchtchevienne, a conquis la plus grande autonomie non seulement culturelle mais aussi politique, étant donné leur position de force dans la vie du pays. Cela ne signifie pas qu'ils soient les alliés des bureaucrates auxquels ils s'opposent violemment en certains cas. Du point de vue idéologique, il s'agit du groupe le plus influencé par l'idéologie bourgeoise. Ils peuvent probablement constituer le noyau et le point de force d'un éventuel courant droitier.

On trouve ensuite un groupe de jeunes sortis de l'université pendant la décennie khrouchtchevienne et intégré actuellement à la bureaucratie généralement par le canal des organisations du Komsomol. Ce groupe s'est intégré directement à différents niveaux de l'organisation bureaucratique (du parti, des organisations de masse et de l'Etat), ou bien aspire à le faire. Il s'agit d'un groupe qui a soutenu les positions des bureaucrates libéraux et qui tend aujourd'hui, et tendra toujours plus, à se présenter comme le groupe de rechange de la direction bureaucratique actuelle. Dans la mesure cependant où sa conception est celle d'une rationalisation du système et non de son changement, ce groupe n'a pas l'intention de livrer une lutte pour remplacer tout de suite la direction bureaucratique. Il attend le changement spontanée des générations et préfère, actuellement, l'attentisme ou la conduite de batailles secondaires, sur des problèmes de moindre importance. Il participe aux batailles générales que livre l'intelligentsia lorsqu'il s'agit de la lutte contre les académiciens conservateurs, dont nous avons parlé plus haut, et qui ont la nostalgie du stalinisme. Mais il disparaît dès que la lutte prend une allure décidément anti-bureaucratique ou bien il soutient, avec des critiques secondaires, la direction bureaucratique.

Enfin nous trouvons les groupes d'opposition nette et intransigeante, groupes composés par des jeunes qui ont participé en première ligne à toutes les batailles culturelles livrées depuis 1956 par l'intelligentsia. Il s'agit de jeunes qui, s'ils ne sont pas étudiants, appartiennent aux couches inférieures des intellectuels dont on a parlé plus haut (même s'ils n'en constituent qu'une partie très réduite) c'est-à-dire que, dans leur très grande majorité, ils ne participent — même

pas indirectement — aux privilèges bureaucratiques. C'est ce groupe qui a constitué le premier public pour Evtouchenko, qui a vécu autour de la place Maïakovski, qui — en général — a constitué le public de toutes les manifestations les plus avancées d'opposition (lectures de poésies, conférences, expositions, spectacles de théâtre, etc.). Ceux qui appartiennent à ce groupe sont les auteurs presque exclusifs, de tous les documents semi-clandestins d'opposition qui circulent sous forme dactylographiée (depuis les revues semi-clandestines dont nous avons parlé jusqu'aux poésies politiques inédites de Slouski, à Pasternak, au discours de Romm, à la lettre de Raskolnikov, au compte rendu sténographique du procès de Brodsky, pour n'en citer que quelques-uns). En même temps ils constituent le noyau des lecteurs de ces documents. Leur opposition intransigeante n'est cependant pas basée sur une analyse même superficielle de la société soviétique. La bureaucratie est repoussée avant tout sur le plan moral. Le problème d'une analyse scientifique commence à peine à se poser. La prise de conscience de la nécessité d'un changement non évolutionniste de la société soviétique est cependant évidente. Beaucoup moins évidents sont le point d'arrivée de ce changement et les moyens pour la réaliser. On a l'impression que ces groupes se trouvent encore dans la phase précédant une différenciation entre la gauche et la droite. Du reste l'impossibilité pratique d'un débat à un niveau d'opposition au régime qui dépasse les rencontres entre amis intimes, freine évidemment ce processus de différenciation. Il semble cependant possible d'affirmer que, dans la mesure où ce groupe se place sur le plan de la lutte ouverte contre la bureaucratie, son évolution le portera, en tendance, vers des positions de gauche.

Les quatre groupes que nous avons décrits très rapidement, ne représentent pas tous les intellectuels, mais seulement une petite partie. Ils sont cependant importants dans la mesure où ils constituent les pointes avancées d'un processus de différenciation qui est en cours et se développera. Entre ces groupes, on trouve de très nombreuses positions intermédiaires. En réalité le gros de l'intelligentsia se trouve dans une phase qui précède encore la différenciation entre ces divers groupes (cette considération est valable pour tous les groupes, sauf pour les académiciens conservateurs qui sont presque complètement isolés). Ses positions sont teintées d'un vague humanisme omni-compréhensif et c'est de ce point de vue (dont la faiblesse est évidente) que l'on repousse toute une série d'actions, de positions et d'attitudes de la bureaucratie.

Annexes

I

NOTES SOCIOLOGIQUES SUR LES INTELLECTUELS

Le nombre des intellectuels soviétiques peut être évalué à 6,5 millions - 7 millions de personnes environ.

Il se décompose comme suit :

2.137.000 enseignants, directeurs, présidents dont 34 % sont diplômés. On compte environ 70 % de femmes.

2.396.100 étudiants dont seulement 186.900 dans les Universités (en URSS, les universités préparent spécifiquement les chercheurs scientifiques, le renouvellement du corps enseignant pour les Universités elles-mêmes, l'élite intellectuelle en général) ; 512.000 dans les lycées et autres instituts supérieurs semblables. Les autres étudient dans des instituts supérieurs de type purement technique ou d'économie appliquée.

354.200 chercheurs scientifiques et professeurs universitaires dont 129.843 s'occupent de problèmes techniques (sciences

techniques), 28.000 de physique et de mathématiques, 26.000 de chimie, 21.000 de philologie et littérature, 18.831 d'histoire et philosophie, 15.000 de biologie.

834.000 sont ingénieurs (on ne compte pas ici les ingénieurs qui sont directeurs d'usines ou appartiennent à l'appareil administratif).

320.000 agronomes, zootechniciens, vétérinaires.

462.000 « travailleurs de la culture », c'est-à-dire bibliothécaires, conférenciers, etc.

104.000 littéraires, journalistes, rédacteurs dans des maisons d'édition, etc.

190.000 artistes.

400.000 architectes, dont 75 % de femmes.

Ces chiffres sont ceux donnés par le recensement de 1959.

II

OU SE PRODUISENT LES DISCUSSIONS CULTURELLES

L'un des tremplins les plus importants est fourni par les « revues littéraires et politico-sociales » à périodicité mensuelle. Parmi elles, il convient de citer en premier lieu **NOVY MIR** (Monde nouveau) universellement connu, bastion des intellectuels libéraux pendant la dernière décennie. Pendant la période 1953-56, **NOVY MIR** a été dirigé par Simonov. Ces dernières années le directeur était Tvardovski. Dans cette revue ont été publiés toute une série d'articles de critique avancée en 1956, en plus du livre de Doudintzev ; en 1962 furent publiés le livre et les nouvelles de Soljénitsin.

Le tirage de **NOVY MIR** était de 80.000 exemplaires en 1960 et de 115.000 exem-

plaires environ en 1964. Le nombre des demandes d'abonnement est chaque année supérieur à celui des abonnements disponibles (qui est, comme celui du tirage, fixé actuellement par le Comité d'Etat pour la Presse, et, il y a encore deux ans, par le Ministère de la Culture).

Autre revue connue : **OKTIABR**, dirigée depuis 1960 par l'un des plus énergiques bagarreurs nostalgiques du stalinisme, Vsevolod Kochetov, qui en a fait l'organe des néo-staliniens parmi les intellectuels. Le tirage de **OKTIABR** est de 141.000 exemplaires (1964). Autres revues à diffusion nationale : **NEVA**, plutôt conservatrice et paraissant à Léninegrad, tirage 210.000 exemplaires ; **YOUNOST** (la Jeunesse) di-

rigée par V. Kataev, ouvertement libérale, 550.000 exemplaires; **ZVEZDA**, tirage 70.000 exemplaires.

Parmi les revues mensuelles spécialisées qui sont ou ont été, à certains moments déterminés, importantes dans la bataille culturelle, il faut rappeler :

VOPROSSY ISTORIÏ (Problèmes d'histoire) dont le rôle a été particulièrement important en 1956, année au cours de laquelle elle a été la seule revue historique à paraître. Après la résolution de la commission idéologique du C.C. du P.C.U.S. dirigée contre l'œuvre révisionniste de l'historiographie stalinienne poursuivie par la revue, et après la création simultanée d'autres revues spécialisées (pour l'histoire du P.C.U.S., pour l'histoire de l'U.R.S.S., pour l'histoire de l'Europe moderne) qui tendait à dépolitiser le rôle de **VOPROSSY ISTORIÏ**, cette revue n'a plus joué aucun rôle autonome. Tirage actuel (1964) : 16.000 exemplaires.

VOPROSSY FILOSOFI : 23.000 exemplaires.

TEATR : 20.000 exemplaires.

VOPROSSY EKONOMIKI : 31.000 exemplaires.

De notable importance aussi, le journal de 4 à 6 pages **LITERATURNAYA GAZETA** de tendance libérale modérée, dirigée ces derniers temps par l'écrivain Tsakovski. La **LITERATURNAYA GAZETA** paraît trois fois par semaine.

Pour souligner l'importance des mensuels « littéraires et politico-sociaux », il faut rappeler que toutes les œuvres littéraires d'une certaine valeur et d'un certain poids culturel en U.R.S.S. sont, par tradition, publiées préalablement dans ces revues et seulement après (et pas toujours) en édition normale.

Pour la bataille dans le domaine des arts figuratifs, la revue **DEKORATIVNOE ISSKUSTVO** a eu une certaine importance ces dernières années. Elle s'est faite la propagandiste, bien que dans la langue d'Esopo, des courants artistiques les plus modernes.

Très important, mais dans un domaine particulier et seulement dans ce domaine, est l'hebdomadaire **EKONOMITCHESKAYA GAZETA**, organe du C.C. du P.C.U.S., dans lequel ont été publiées quelques-unes des interventions les plus intéressantes dans la discussion en cours sur les problèmes économiques.

Il y a encore la revue **INOSTRANNAYA LITERATURA** (Littérature étrangère) dont la parution remonte à 1956 et qui s'occupe de littérature étrangère, aussi bien comme publications d'œuvres littéraires, que du point de vue publicité.

Toutes les revues nommées ci-dessus (excepté, comme nous l'avons dit, **EKONOMITCHESKAYA GAZETA**) dépendent des organisations professionnelles des dif-

férentes catégories d'intellectuels (Union des écrivains, Union des peintres, etc.) ou des Instituts spécialisés de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S.

Les organisations professionnelles des catégories citées ci-dessus (auxquelles il est très important d'appartenir pour les avantages économiques et le statut qui en dépendent, voir procès Brodski) sont naturellement étroitement contrôlées au sommet par la bureaucratie. Toutefois, à l'intérieur de certaines organisations locales particulièrement riches en membres et importantes, des courants d'opposition — parfois assez stables — se sont créés. En particulier à la section de Moscou (et, dans une mesure moindre, à celle de Léninegrad) de l'Union des Écrivains et aussi à la section de Moscou (même chose pour Léninegrad) de l'Union des Peintres.

Certaines initiatives de ces organisations (publiques ou, plus souvent, réservées à leurs membres), comme des expositions ou des débats, ont été une occasion pour manifester certains ferments critiques et même une opposition avancée envers la bureaucratie (pour ne citer qu'un exemple, l'intervention de Paoutovski au cours du débat sur le livre de Doudintzev pendant l'été 1956). Des débats publics ou des lectures de poésies (ces dernières sont très populaires et d'une grande valeur politique, comme le prouvent Evtouchenko, Slouski et autres) sont, de plus, organisés par les « commissions culturelles » des organisations du Kom-somol ou des syndicats d'Université, facultés, instituts de recherche, musées et autres institutions culturelles. Dans la plupart des cas, les Commissions culturelles sont d'ailleurs la seule activité effective (outre celle du contrôle policier ou para-policier) des organisations du Kom-somol ou syndicales. Les responsables de ces commissions sont, souvent, des éléments d'avant-garde ou, de toutes façons, libéraux.

La signification politico-culturelle de l'édition de livres, étant donné ce que nous avons dit du rôle des revues littéraires, n'est pas bien grande. Elle a une certaine importance pour les recueils de librairie. Les livres des poètes politiquement intéressants ont un tirage variant de 5.000 à 50.000 exemplaires, chiffres très bas compte tenu du marché soviétique du livre. En fait, ces livres sont pratiquement introuvables sauf au marché noir des livres qui est assez développé. Ces dernières années, on a constaté une certaine augmentation du tirage des livres des poètes d'avant-garde aussi bien pour les maisons d'édition centrales que pour les maisons d'édition locales, augmentation sans doute due non pas tant à une plus grande liberté qu'au fait que les subventions d'Etat

aux maisons d'édition ont été partiellement supprimées et qu'elles sont donc obligées d'agir en tenant compte de critères économiques.

Du point de vue de la diffusion de masse des livres, le phénomène le plus intéressant est celui du **ROMAN-GAZETA** qui, chaque semaine ou chaque mois publie un roman d'un auteur soviétique contemporain en brochures avec un tirage fixe de 500.000 exemplaires. Il s'agit en général d'une production littéraire très quelconque que l'on peut très justement définir comme le « roman feuilleton soviétique » (exception faite uniquement pour les œuvres de Cholkhov). On publie cependant parfois des livres ayant une signification politique. Dans cette série, sont parus certains romans du stalinien Kochetov (en particulier, le roman *Bratya Ersovy* qui est une très violente attaque contre les intellectuels libéraux, et même contre tous les intellectuels en général) et, dans le camp opposé, le roman de Soljenitsin « Une Journée de Ivan Denissovitch ».

Les clubs qui, en Union Soviétique, existent pratiquement dans chaque usine, en treprise ou institution assez importante pour se permettre les frais pour les locaux, ne jouent aucun rôle autonome dans la bataille culturelle, sauf comme « lieu » où se déroulent, par exemple, les débats dont nous avons parlé plus haut. Depuis quelques années, une discussion est en cours dans la presse en U.R.S.S. pour savoir quels sont les moyens les plus indiqués pour « vivifier le travail des clubs ». Bien que les raisons invoquées pour cette discussion soient, ouvertement, de trouver des moyens de détourner les gens, et plus particulièrement les jeunes, de l'alcool et de diverses sectes religieuses, et que l'on puisse même deviner aussi la préoccupation de détourner les jeunes des discussions politiques privées et, par conséquent, incontrôlables, l'inertie du système bureaucratique et la méfiance de la bureaucratie envers tout noyau d'organisation sont telles que rien n'a été fait jusqu'ici.

A partir de 1959-60 ont été créés (au moins à Moscou et Léninegrad) ce que l'on appelle les Cafés de la Jeunesse, qui ne vendent pas d'alcool et où se déroulent et doivent se dérouler sur ordre des initiatives culturelles (lectures de vers, discussions, expositions). Au début, ces cafés eurent beaucoup de succès, mais bien vite le contrôle des bureaucrates du Komsomol qui étaient chargés de ces organisations, devint tellement étroit (en même temps que le nombre des mouchards de la police politique devenait exorbitant) que l'importance de ces cafés en tant que centres de discussions culturelles est maintenant insignifiante (ils ont désormais le même rôle que les clubs).

Les seuls phénomènes politico-culturels de masse qui aient eu lieu ces dernières années sous une forme non officielle (c'est-à-dire non patronnée par des organisations existant officiellement, quelle que soit la position de ces organisations par rapport au régime), ont été les lectures publiques de poésies, place Mayakovski, à Moscou et au Champ de Mars à Léninegrad en 1960-61, et aussi quelques réunions — d'après ce que nous savons — dans les ateliers du groupe des peintres modernes, critiquées officiellement par la suite par Khrouchtchev en fin de 1962.

Un autre moyen utilisé pour les discussions, moyen limité étant donné le peu de personnes qu'il touche, est celui des journaux muraux. Cette institution est très répandue en U.R.S.S. Pratiquement toutes les facultés, tous les lycées, toutes les écoles et, dans les usines, tous les ateliers, dans les administrations, tous les bureaux, ont leur journal (les usines d'une certaine importance ont des journaux imprimés). Il semble cependant que les journaux muraux n'aient eu une véritable importance politico-culturelle (dans la mesure où, étant donné le caractère particulier de ces journaux, il est difficile d'avoir des informations précises) que dans les facultés universitaires ou dans les écoles supérieures, et cela seulement à des moments déterminés (en particulier, en 1956). Ces journaux muraux sont généralement composés par l'organisation locale du Komsomol ou du syndicat, leur orientation dépend donc de l'orientation des dirigeants locaux de ces organisations.

On trouve ensuite le secteur de la littérature clandestine qui circule sous forme dactylographiée. Étant donné le caractère de ces publications, il est naturellement impossible de donner un chiffre, même approximatif, pour leur diffusion. Le nombre des copies dactylographiées pour chaque document ou publication, est de toutes façons très inférieur au nombre de lecteurs effectifs. Il faut aussi considérer qu'en plus des difficultés techniques évidentes aggravées du fait que les machines à écrire sont très peu répandues, chacun de ceux qui seraient intéressés par la lecture de ces documents n'est pas disposé à prendre le risque de conserver par devers soi des publications qui pourraient attirer des ennuis de la part de la police politique (ou, tout au moins, dans le cas où ils seraient découverts, leur ferait perdre leur travail). La seule catégorie qui, pour une grande majorité, possède des collections de ces textes dactylographiés est celle des écrivains en général et des poètes en particulier. En effet, ces textes ne sont pas toujours des œuvres clandestines tout court (c'est-à-dire des œuvres qui n'au-

raient aucune chance d'être publiées). Souvent, étant donnée la lenteur bureaucratique des maisons d'édition soviétiques, il s'agit d'œuvres (de vers, en particulier) qui n'ont pas encore trouvé un éditeur ou qui sont prévues, dans le plan de l'édition, seulement pour 1966 ou 1967 (ceci comme exemple pour des œuvres achevées en 1964). Avec les transformations de la conjoncture politique et le mouvement pendulaire de la déstalinisation, ces deux types de textes dactylographiés se confondent. Pour illustrer le caractère de cette littérature « clandestine », nous donnerons quelques exemples. Œuvres poétiques ; poésies d'écrivains morts dans les camps staliniens, dont les auteurs ont été réhabilités mais les œuvres n'ont pas été rééditées (l'exemple le plus typique est celui de Mandelstam dont les œuvres sont extrêmement répandues et sont « à la mode » dans les milieux intellectuels soviétiques, en particulier ses œuvres inédites écrites en déportation), les poésies de Pasternak. Et même on a vu circuler à Moscou pendant assez longtemps le texte dactylographié du « Docteur Jivago ».

Des poésies de poètes vivants : Achmatova, Slouski, Evtouchenko pour donner trois exemples typiques de trois poètes de générations différentes, qui traitent soit de la période stalinienne, soit des aspects du stalinisme actuel, soit encore des aspects des prévarications bureaucratiques ou de l'oppression de la bureaucratie.

Des interventions effectuées par des personnalités de la culture soviétique et qui contiennent des attaques contre la

bureaucratie sur le plan culturel ou politique (intervention de Paoustovski au cours de l'été 1956 au sujet du livre de Doudintzev ; intervention de Romm à la fin de 1962).

Des documents de caractères plus particulièrement politique comme, dans un sens, la lettre de Raskolnikov à Staline (qui a commencé à circuler au moment de la réhabilitation officielle de Raskolnikov) ou des documents de P.C. étrangers critiquant certains aspects de la réalité soviétique (ces derniers, assez rarement cependant).

Documents qui dénoncent certains aspects de l'oppression bureaucratique (compte rendu sténographique du procès de Brodski).

Du point de vue politique, les positions les plus avancées sont exprimées dans les journaux « clandestins » (en réalité, aussi dactylographiés) comme *Sintakis*, *Boomerang*, etc. qui ont circulé en 1960-61. Ils publiaient des vers qui, outre qu'ils exprimaient une critique radicale et totale du pouvoir de la bureaucratie soviétique, appelaient assez ouvertement à la lutte contre cette dernière (même si l'on notait certains accents d'un pessimisme décadent). Dans les articles publiés, même sans affronter directement les problèmes politiques, on faisait en outre, à travers des phénomènes coutumiers, une critique serrée et radicale de la société soviétique telle qu'elle est aujourd'hui (cf. article : « Sexe et Société » paru dans *Boomerang*, et la lettre ouverte à Evtouchenko parue dans *Fenix*).

Construire l'Internationale ...à coup de citations

Les nouveaux progrès du trotskysme chez les jeunes en France ont eu parmi d'autres conséquences celle de réveiller les polémiques entre groupes opposés se revendiquant du trotskysme. Si les anciens trotskystes, connaissant les raisons qui les opposent, ne menaient guère plus de polémiques depuis plusieurs années, les jeunes veulent comprendre quelles sont les divergences et il fallait répondre à leur préoccupation. Dans ce but nous avons écrit voici quelques mois une courte brochure de 32 pages **Construire le parti révolutionnaire**. Nous y avons délibérément laissé de côté bien des aspects du passé, non qu'ils étaient sans intérêt. Mais nous pensions qu'il était plus important de se dégager de ces aspects pour voir, à la lumière des problèmes nouveaux qui sont apparus, où se situent à présent les divergences. Les nouvelles générations ne peuvent, ne doivent pas se désintéresser du passé, mais elles ne viennent pas à nous pour recommencer les luttes anciennes, elles viennent pour trouver les moyens de combattre aujourd'hui.

Le groupe la Vérité vient de publier un numéro spécial de plus de 250 pages. La première observation que nous devons faire est qu'on n'y répond pas du tout, même en quelques pages, à notre brochure. La publication de ce groupe signée Stéphane Just est uniquement consacrée au passé. A vrai dire, elle est constituée pour la plus grande partie (entre la moitié et les deux-tiers) par des citations s'étendant depuis le **Manifeste communiste** jusqu'au « testament de Togliatti », en passant par des textes de Lénine, de Trotsky et des pages des publications de la IV^e Internationale. Cette compilation donne un tableau embrouillé à l'extrême, d'où il n'est pas facile de dégager le fil de la pensée, si pensée il y a. Des citations se trouvent placées à un endroit qui, avec tout autant de justifications, auraient pu être insérées dix pages avant ou vingt pages plus loin. Faisons l'effort de sortir quelque chose d'un tel fatras.

« L'argument » premier et dernier de S. Just est que la direction de la IV^e Internationale est à la fois au service de l'impérialisme et de la bureaucratie soviétique (oui, des deux réunis), et que toute son activité a pour but d'empêcher le groupe la Vérité de construire la IV^e Internationale. Citons :

« Plus ce centre révisionniste, [la IV^e Internationale], se décompose, plus s'affirme son rôle... de « flanc-garde » de la bourgeoisie » (page 4).

« Le maintien de phrases appartenant à la tradition du trotskysme, de « Congrès mondiaux », d'un « Comité exécutif international » et d'un pseudo « Secrétariat International » demeurerait pour elle [la IV^e Internationale] une obligation, mais seulement dans le but de bloquer la possibilité d'un redressement de l'Internationale. La direction petite bourgeoise était devenue l'agent, conscient ou non, des forces sociales ennemies, la bourgeoisie et la bureaucratie du Kremlin, au cœur même de la IV^e Internationale, et elle devait poursuivre jusqu'au bout sa tâche de désagrégation. » (page 16)

« Les sanctions qu'il a dû prendre contre Pablo et contre la majorité du Lanka Sama Samaya Party indiquent que toutes ces tendances contradictoires ont en commun un puissant intérêt : le maintien de la fiction du « Secrétariat International » afin de faire obstacle à la reconstruction de l'Internationale » (page 18).

Agent conscient ou inconscient des forces ennemies ! Pourquoi « inconscient » si nous y mettons tant d'astuce : tenir des congrès, élire des organismes de direction, prendre des sanctions contre certains afin de mieux entraver la reconstruction de l'Internationale ? Ce n'est pas tout. Stéphane Just ne se borne pas à attaquer la direction de la IV^e Internationale. Tout le monde y passe. Rien ne la sépare de Souslov, Mallet, la CFDT, Deutscher, Togliatti et Tutti Quanti.

Alors que le marxisme s'est toujours efforcé de noter les différences, de distinguer, de souligner même de petites nuances, d'apprécier la signification des discussions, des scissions, tout cela pour Just n'est que division du travail d'un tas d'« agents ». Tenir des congrès, désigner des organismes de direction, procéder à des exclusions, c'est une sorte de complot pour empêcher Stéphane Just et les siens de « reconstruire » l'Internationale. Ce mode de penser rappelle étrangement celui des stalinien au cours de la « 3^e période ». Faut-il en conclure que Just est un calomniateur au même titre que l'étaient les stalinien ? Non, il s'agit seulement chez lui d'un comportement psychique auquel personne n'est en état de porter remède.

Ce comportement se manifeste également de plusieurs manières. D'abord dans la trivialité du style et des propos. Ensuite, dans l'emploi de termes savants ou pompeux qu'il ne paraît pas comprendre, dans l'emploi de formules ou de termes à contre sens. Enfin, dans une audace à traiter n'importe quelle question dans l'ignorance la plus complète et avec une assurance qui ne doute de rien. (1)

Mais cette brochure a tout de même un certain intérêt du fait qu'à condition de prendre pas mal de peine, on peut y trouver ce qui différencie effectivement le groupe qui l'a publiée d'avec la IV^e Internationale.

A partir de 1950, la IV^e Internationale, comprenant qu'une situation très différente de celle de l'entre-deux guerres se développait, chercha à en déterminer les traits nouveaux et à en tirer les conséquences pour son activité. D'une façon générale, on peut dire que la scission de 1952 avait eu pour cause profonde des divergences d'appréciation sur ces changements, quand ils ont commencé à se produire, et que la réunification de 1963 s'est faite sur l'appréciation commune à laquelle les deux parties étaient finalement arrivées.

(1) Citons quelques passages :

« Le révisionnisme est basé sur un matérialisme mécanique. Il nous rejette en-deçà du marxisme et débouche sur l'idéalisme. S'il s'accroche à des bribes de marxisme, c'est par nécessité politique et par pur éclectisme. » — « L'histoire ne consiste pas dans un affrontement quasi-mythologique de « forces objectives » opérant dans l'empyrée de la « réalité objective tout court », sous l'œil émerveillé, abasourdi ou consterné d'une humanité réduite au rôle d'observateur. »

On peut la résumer comme suit. Le rapport des forces à l'échelle internationale qui, entre les deux guerres était en faveur du capitalisme mondial s'était, à la suite de la victoire de la révolution chinoise, transformé au profit de la cause du socialisme. La révolution socialiste se développait dans les trois secteurs :

- a) la révolution coloniale ;
- b) la révolution politique dans les Etats ouvriers ;
- c) la révolution prolétarienne dans les Etats capitalistes économiquement développés.

La révolution coloniale constituait dans la période actuelle l'aile marchante de la révolution socialiste mondiale. En Union soviétique, la pression des masses et de l'intelligentsia forçait la bureaucratie dirigeante à procéder à une série de réformes (« déstalinisation ») pour défendre son régime politique, la période présente était une période de maturation de la révolution politique. Dans les pays capitalistes économiquement développés, il y avait un retard de la révolution prolétarienne, avant tout en raison de la politique des dirigeants socialistes et communistes. De grands changements dans les formes du capitalisme s'étaient produits au cours de ce retard. D'où le « néo-capitalisme » qui posait de nouveaux problèmes au mouvement ouvrier, et entre autre nécessitait des ajustements aux revendications du **Programme de Transition** qui avaient été établies pour une situation marquée par la misère et la montée du fascisme.

Que trouvons-nous sur ces problèmes dans la brochure du groupe la Vérité ?

Rapport des forces ?

« C'est le capitalisme qui dispose encore, et de loin, des forces productives les plus importantes dans le monde..., le prolétariat mondial n'a pas vaincu dans les pays capitalistes économiquement développés ; donc... le prolétariat se trouve confronté avec le problème de la révolution prolétarienne dans ces pays. C'est là le point essentiel, et rien d'autre... La bourgeoisie, l'impérialisme continuent à disposer des forces productives les plus importantes : cela doit bien avoir quelques répercussions sur l'URSS, la Chine et l'Europe orientale ! » (page 77)

Les forces productives, ce n'est pourtant pas seulement l'outillage industriel mais en premier lieu les hommes, plus précisément les forces sociales révolutionnaires. Les grandes masses qui constituent la révolution coloniale, ce sont des forces productives qui font pencher le rapport des forces en faveur du socialisme. Ce n'est pas le point de vue du groupe la Vérité. Il n'y a pas trois secteurs de la révolution socialiste, il n'y a que « deux

pôles » (page 9). Car la révolution coloniale, connaît pas, dit Stéphane Just :

« La notion même de « révolution coloniale » est directement contradictoire avec l'analyse marxiste de notre époque ; elle procède bien plutôt de la notion petite bourgeoise d'un « tiers-monde », avec ses lois spécifiques, qui vient s'ajouter aux deux premiers mondes... chacun de ces trois « mondes » juxtaposés ayant ses propres lois de développement. Cette conception triadique de notre époque préside aujourd'hui à toutes les analyses des divers théoriciens petits bourgeois : elle est, en particulier, implicite dans les innombrables résolutions produites par le « S.I. » ou « S.U. » révisionniste ». (page 158).

Les pays coloniaux sont évidemment des pays capitalistes, mais nier que la lutte des peuples coloniaux soit une forme particulière de la révolution socialiste, c'est vraiment n'avoir rien compris à la théorie de la révolution permanente. C'est avoir une étrange conception de la place qu'y occupe la paysannerie. Il est vrai que nous trouvons dans cette brochure des inepties anti-marxistes de cette taille :

« En opposition avec les intérêts immédiats et historiques du prolétariat, les couches sociales petites bourgeoises, restent liées à la société bourgeoise. Dans la lutte des classes mondiales, elles se rangent en dernière analyse du côté de l'ordre bourgeois. » (page 233).

On ne pouvait offrir aux staliniens vraiment de meilleur exemple de « trotskyste » sous-estimant la paysannerie. Cette conception aberrante des rapports sociaux dans les pays coloniaux a eu pour résultat — ne l'oublions pas — que le groupe la Vérité a longtemps soutenu le « marxiste », le « bolchevik » Messali Hadj, mais s'est bien gardé d'apporter son soutien effectif à la révolution algérienne dans sa lutte contre l'impérialisme français. Un devoir qu'il fallait remplir, quelle que fut la direction du mouvement algérien.

La « déstalinisation » en Union soviétique, c'est la défense de la bureaucratie contre la pression des masses. Erreur, selon le groupe la Vérité :

« L'extension du libéralisme économique d'aujourd'hui va de pair avec la définition de l'Etat existant en URSS, non plus comme étant la dictature du prolétariat, mais comme l'Etat « du peuple entier ». Certes, il y a bien longtemps que l'Etat ouvrier a dégénéré, qu'il est devenu l'instrument de la dictature politique de la bureaucratie, mais la modification de la définition du rôle de l'Etat au moment où, de partout, montent et sont favori-

sées les tendances pro-bourgeoises dans l'économie, n'est pas accidentelle... « L'Etat du peuple entier » est destiné à permettre une plus grande pénétration politique, dans tous les organismes étatiques, des forces sociales pro-bourgeoises. » (page 82)

S'il fallait juger l'URSS par les termes employés par la bureaucratie dirigeante, il faudrait admettre qu'en URSS il y a le socialisme et qu'on se dirige vers le communisme. Qui étudie les thèses Liberman, Trapeznikov, etc. verra qu'elles sont composées de plusieurs éléments : la nécessité de procéder à une mesure aussi rigoureuse que possible des coûts de production, les nécessités d'une rationalisation de l'économie soviétique au niveau où elle est parvenue, et aussi un programme de revendications de certaines couches de la bureaucratie économique déclarant que, c'est en leur donnant satisfaction dans ce domaine, qu'on pourra assurer cette rationalisation voulue. C'est un programme qui porte sur une distribution plus avantageuse à leur égard du revenu national, mais qui ne met pas en cause les rapports de production, la propriété collective, la planification. (2) Ils sont rares ceux qui, comme le groupe la Vérité, constatent « un poids grandissant aux forces sociales pro-bourgeoises en URSS. » (page 80)

Il est vrai qu'en 1953, la Vérité déclarait que l'élimination de Beria était « un défi au prolétariat soviétique ». Une telle vue relève d'autre chose que d'un débat politique.

Enfin, parler de changements dans les sociétés capitalistes industrialisées, d'un néo-capitalisme dont, soit dit en passant, l'analyse n'a pas encore été faite complètement, est impensable :

« La théorie du « néo-capitalisme » joue chez Mandel le même rôle que la théorie du « super-impérialisme » jouait chez Kautsky » (page 87). « Il n'existe pas de néo-capitalisme. Les traits de l'impérialisme se sont particulièrement accentués en ce qui concerne le rôle de

(2) L'ignorance en matière d'économie soviétique, y compris de ce que Trotsky a écrit sur ce sujet, est au-delà de toute description. On y accuse les bureaucrates d'accroître le poids de la « loi de la valeur », cette loi qui est immanente là où il y a échange de produits. On reproche aux bureaucrates de favoriser les forces pro-capitalistes parce qu'ils attachent de l'importance aux prix, en oubliant que voici plus de quarante ans Trotsky insistait sur la nécessité d'un calcul correct des coûts de production, d'une mesure précise de la productivité. Dans la tête de Stéphane Just, la valeur et le profit ne constituent pas deux catégories distinctes, elles se confondent.

l'Etat... Le « néo-capitalisme », expression reprise à la terminologie des « savants » petits bourgeois sert... une tentative de donner une base « objective » au « néo-trotskyisme ». (pages 191-192).

Ainsi deux analyses opposées de la situation internationale s'affrontent. Face à celle que donne la IV^e Internationale, le groupe la Vérité déclare : le rapport des forces est défavorable comme avant la deuxième guerre mondiale ; il n'y a pas de révolution coloniale ; en URSS la perspective principale reste le rétablissement du capitalisme ; il n'y a pas eu de changements dans le monde capitaliste. Autrement dit, la situation du monde en 1965 est sensiblement la même que celle de 1938.

L'existence d'une telle différence au sujet des caractéristiques fondamentales de notre époque peut nous dispenser de traiter des autres divergences entre le groupe la Vérité et la IV^e Internationale, qui n'ont plus qu'une valeur relative par rapport aux premières, par exemple celles sur l'« entrisme » (3).

.*

Terminons cette note par quelques brèves remarques.

Sous la plume de Stéphane Just, le groupe la Vérité accuse à tour de bras la IV^e Internationale d'avoir dégénéré et même d'être morte. Puisque Lénine avait expliqué la dégénérescence de la II^e Internationale par la bureaucratie des par-

(3) Là aussi, l'ignorance prend chez S. Just des formes colossales. Pour lui « s'intégrer dans le mouvement réel des masses », ne peut signifier qu'une chose : rabaisser au niveau des préjugés et de l'influence des idéologies petites bourgeoises la conscience de l'avant-garde organisée. Poser ainsi la question, c'est déjà mettre en cause l'existence de cette avant-garde. » (page 237)

Ces lignes ont été écrites 45 ans après qu'ait été publiée *La maladie infantile* de Lénine. Aux jeunes révolutionnaires que préoccupent les problèmes de tactique, (non à Stéphane Just à qui aucune lecture ne peut plus servir), nous conseillons aussi d'examiner les attitudes d'organisation variables de Marx en l'espace de quelques mois entre 1847 lors de son adhésion à la *Ligue des Communistes* (le premier parti communiste dans le monde) et 1848 dans sa participation à l'*Association démocratique* de Cologne au cours de la révolution.

tis socialistes, Trotsky, celle de la III^e Internationale par la bureaucratie soviétique, il explique la « destruction » de la IV^e Internationale par la pression des appareils devant lesquels la direction de l'Internationale aurait capitulé. Cette affirmation trouve son unique « démonstration » dans le fait que l'Internationale a cherché à apprécier correctement les changements qui se sont produits dans le monde, afin de définir une politique révolutionnaire adéquate. Il y avait certes, dans cette procédure, des possibilités d'erreurs et même de déviations (4). Mais, nier l'existence de tout changement qui est une façon de chercher à résister aux pressions du monde extérieur, ne peut empêcher ces pressions d'exister et ceux qui veulent s'y dérober en les niant de les subir. C'est le cas par exemple du groupe la Vérité. Ainsi, traitant de tout avec un aplomb sans pareil, Stéphane Just s'exprime sur la scission syndicale de 1947 en ces termes :

« D'abord et avant tout, la scission syndicale a été le produit de la politique de collaboration de classe suivie par les dirigeants CGT comme par les dirigeants FO. Pour les seconds, c'est l'évidence. Mais la scission n'a été possible que parce que les premiers, pendant plus de trois ans, de 1944 à 1947, pratiquèrent une politique qui étouffait les organisations syndicales, y empêchait toute vie réelle, toute possibilité d'expression démocratique, pour passer ensuite à une politique où se mêlaient un aventurisme de forme à l'opportunisme de fond. » (page 200)

Les dirigeants FO auraient bien quelque responsabilité, mais les fauteurs de la scission ce seraient les stalinien. Stéphane Just a oublié comment se sont faites les trois scissions du mouvement syndical français depuis 1921, et notamment que la troisième fut faite sous la pression directe d'Irving Brown, alors que Jouhaux pensait plus adroit de continuer à lutter de l'intérieur dans la CGT. Notons que l'explication politique de la scission donnée par Stéphane Just est identique à celle que l'on donne à FO, toutes tendances anticommunistes réunies. (Nous devons rectifier une remarque faite plus haut. Il n'est pas vrai que Stéphane Just met tout le monde dans

(4) Ainsi, certaines ruptures avec la IV^e Internationale sont le produit de déviations sectaires (Posadas) ou opportunistes (Pablo). Mais le nouveau « théoricien », S. Just, ne s'est pas aperçu qu'il y a eu des ruptures avec la IV^e Internationale dans des directions politiques différentes. Pour lui, il n'y a que des « agents conscients ou inconscients. »

le même sac ; dans sa prose il a des égards pour **Force Ouvrière**).

Dans la brochure **Construire le parti révolutionnaire**, remarquant que le groupe la Vérité avait pour principal milieu de travail les syndicats FO, nous lui demandons comment il envisageait la formation du parti révolutionnaire à partir de cette orientation. Sur 250 pages, Stéphane Just n'a pas estimé nécessaire de répondre à cette question, mais il y a écrit dix lignes qui montrent, involontairement, mais de façon indiscutable, que son groupe subit bien fortement la pression du milieu réformiste de FO où il a voté, il y a quelques années pour le rapport moral de Bothereau. Cherchant la paille dans notre œil, il ne voit pas la poutre qui se trouve dans le sien. Au fond, ces dix lignes de Stéphane Just sont ce qu'il y a de plus valable dans cette brochure car ce groupe s'y caractérise sans qu'il soit nécessaire de faire une longue démonstration.

L'incohérence de notre auteur se manifeste aussi dans la question de l'organisation. Ayant expliqué la « disparition » de la IV^e Internationale par le fait que certaines de ses sections vivaient indépendamment de l'Internationale, la brochure reconnaît que les seules organisations qui composent le « Comité International » dont ce groupe se revendique sont

« les sections française et anglaise » (page 251), et que, « dans la prochaine période, il est nécessaire d'engager la lutte politique en vue de la constitution d'un Comité International pour la reconstruction de la IV^e Internationale qui soit plus large que le C.I. actuel. » (page 252).

Autrement dit, les organisations qui, dans plus de trente pays, portent le drapeau de la IV^e Internationale, vivraient indépendamment de celle-ci, ne viendraient aux Congrès Mondiaux, aux sessions du Comité Exécutif International, n'assureraient l'existence du Secrétariat Unifié, le tout au prix de très grands efforts, que pour dépiter deux groupes, l'un français, l'autre anglais, qui ont pour vocation de « reconstruire » la IV^e Internationale. La vie internationale de ces deux groupes est pratiquement nulle. Leur prétendu « Comité International » n'est qu'un alibi destiné à offrir de prétendus liens internationaux à usage de leurs membres. Sentant pourtant combien le bât les blesse, sur ce point, ils parlent d'« élargir » ce comité, mais ils seraient bien embarrassés de dire avec qui et comment. Peut-être espèrent-ils y parvenir en chargeant Stéphane Just d'écrire encore un ou plusieurs volumes de citations...

4 octobre 1965

Livres reçus :

Paul FROELICH : **ROSA LUXEMBOURG**
(Fr. Maspéro, Editeur, Paris)



George NOVACK : **THE ORIGINS OF MATERIALISM**
(Merit Publishers, New York)

BLASCO (Pierre TRESSO)

Dans le numéro de décembre 1955 de notre revue, nous avons publié dans la rubrique « Les hommes qui ont forgé notre Internationale » un article consacré à la mémoire du camarade italien Pierre Tresso qui milita dans les rangs de notre mouvement sous le pseudonyme de Blasco.

Né à Magré (province de Vicence) en 1893, il rejoignit les Jeunesses socialistes italiennes à l'âge de 14 ans, et fut poursuivi au cours de la première guerre mondiale. En 1921, au congrès de Livourne, il fut parmi les fondateurs du Parti communiste italien. Il fut élu au Comité central de ce parti en 1925 et ensuite au Bureau politique. En 1930, il fut exclu du parti ainsi que deux autres membres du Bureau politique. La direction du P.C. italien se trouvait en exil en France. Les exclus, Blasco, Feroci, Santini, qui vivaient alors à Paris, rejoignirent l'Opposition de gauche, Blasco participa à la Conférence de Copenhague en 1932 lors du séjour de Trotsky dans cette ville, et à la Conférence de fondation de la IV^e Internationale en 1938. Pendant la guerre, il prit part à la lutte clandestine des trotskystes en France, fut arrêté en 1942 et condamné à dix ans de travaux forcés par le tribunal militaire de Marseille pour activité illégale en militant pour la IV^e Internationale. Enfermé à la prison du Puy, il fut libéré avec tous les détenus de cette prison par le maquis en octobre 1943. Ceux-ci restèrent dans le maquis. Mais, peu après cette libération de prison, on n'eut plus de nouvelles de Blasco et des quatre autres trotskystes libérés dans les mêmes conditions. On n'a jamais retrouvé leurs corps. Les quelques indications recueillies immédiatement à la fin de la guerre permettent de penser avec beaucoup de certitude que les dirigeants staliniens du maquis de la Haute-Loire, en exécution d'ordres, éliminèrent physiquement les trotskystes.

Voici brièvement résumée la vie de Blasco. Je ne puis évoquer celle-ci sans rappeler qu'il joua un rôle important dans la vie de l'organisation trotskyste en France où il vécut dans les années d'émigration, et qu'il contribua de manière très sensible à son travail et, surtout, à la formation de ses militants, en premier lieu de ses dirigeants. Le mouvement trotskyste en France, par suite de tout un concours de circonstances, ne conserva guère de vieux dirigeants communistes, il fut pris en mains par des jeunes qui n'avaient jamais occupé de fonctions même à un niveau moyen dans le mouvement de masse. Cette inexpérience vint s'ajouter aux multiples difficultés que connaissait l'Opposition de gauche sous la répression stalinienne. Dans ces conditions, Blasco qui, autant que les dures conditions matérielles auxquelles il était soumis pour gagner sa vie le permettaient dans ces années de misère, de chômage, de répression, participa au travail de direction dans notre mouvement, apporta la plus précieuse des contributions à la formation politique des jeunes militants qui en assumèrent la direction. Sans comparaison, certes, avec l'apport immense de Trotsky, sa contribution avait cependant pour elle cet avantage d'être sous la forme d'une présence personnelle, presque quoti-

dienne, et qu'elle aida souvent à faire ce passage, si malaisé pour les hommes encore inexpérimentés, de la ligne théoriquement définie à son application pratique.

Blasco fut un des peu nombreux cadres dirigeants de l'Internationale communiste (il participa à des congrès de celle-ci ainsi qu'à des congrès de l'Internationale syndicale rouge) que la dégénérescence stalinienne ni ne corrompit en bureaucrate ni ne détruisit comme communiste et qui, fidèle à l'appel de la Révolution d'Octobre, poursuivit la lutte dans les rangs du mouvement trotskyste jusqu'à son dernier souffle de vie.

La personnalité de Blasco ne pouvait pas ne pas ressurgir à la lumière dans cette période où la vérité historique perce l'énorme croûte de mensonges staliniens.

La « Commission pour la vérité sur les crimes de Staline » vient de publier comme numéro spécial de son Bulletin un livre d'environ 200 pages. L'essentiel est constitué par un ouvrage d'un auteur italien, Azzaroni, consacré à la vie de Blasco ; il s'y trouve une préface de Silone et un avant-propos de P. Naville. Enfin, quelques articles et des lettres de prison adressées par Blasco à sa compagne Barbara y sont publiés.

Les documents de Blasco, hélas trop peu nombreux, contribuent à donner une idée de sa fermeté de caractère, de sa passion communiste, de sa culture marxiste.

Malheureusement, les pages d'Azzaroni et la préface de Silone, quelles que puissent avoir été les intentions de ceux qui les ont écrites, ne donnent pas un portrait véridique de Blasco, de sa pensée. Et les événements sont passablement escamotés. Azzaroni n'est pas un marxiste et n'a pas de compréhension du mouvement communiste en général et plus particulièrement du trotskysme pour lequel Blasco a vécu et mourut. Silone, quant à lui, a renié le marxisme depuis assez longtemps (dans cet ouvrage on oublie même qu'il vota avec Ercoli (Togliatti) au Comité Central du P.C. italien l'exclusion de Blasco, quelques mois avant d'être lui-même exclu comme opposant de droite). De sorte que cet ouvrage ne donne pas l'image du révolutionnaire, du trotskyste Blasco, membre de la IV^e Internationale, mais plutôt celle d'un « honnête » homme, dans le sens petit bourgeois du terme, imbu du « mythe du parti de Lénine ». L'ensemble a le ton dominant de l'activité de la « commission pour la vérité sur les crimes de Staline », c'est-à-dire un ton anticommuniste, absolument opposé à ce que fut le combat de Blasco.

Signalons que, par ailleurs, un professeur, Franzin, membre du P.C. italien, a commencé une étude du rôle de Blasco dans le mouvement ouvrier italien, qu'il a publié récemment en Italie des documents relatifs aux positions adoptées par Blasco au cours des premières années lorsque la direction passa de Bordiga à Gramsci. Nous verrons comment il traitera des années ultérieures et comment il cherchera à faire la lumière sur la fin de Blasco.

Des matériaux sont ainsi ajoutés à ceux qui existent en partie dans le livre d'Azzaroni. La vérité historique finira malgré tout par triompher. La mémoire de Blasco qui appartient au mouvement ouvrier italien et à la IV^e Internationale participera de plus en plus puissamment aux combats pour la rénovation du mouvement communiste italien et international, pour le triomphe mondial du communisme.

P. F.

Le coup d'Etat militaire en Algérie et le régime Boumedienne

I. LA SIGNIFICATION DU COUP D'ETAT

Le coup d'Etat du colonel Boumedienne constitue indiscutablement un tournant vers la droite dans le développement de la révolution algérienne. Les principales conquêtes de la révolution, en particulier l'institution de l'autogestion ouvrière dans les entreprises socialisées, sont maintenant gravement menacées.

A la suite de l'élimination des représentants des forces bourgeoises comme Ferhat Abbas et Mohamed Khider, le gouvernement de Ben Bella fut caractérisé par la IV^e Internationale comme un « gouvernement ouvrier et paysan » de la nature mentionnée dans les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste et dans le Programme de Transition de la IV^e Internationale, c'est-à-dire un gouvernement de forces politiques non marxistes basé sur les ouvriers et les paysans pauvres, qui a rompu avec la bourgeoisie sous la pression des masses mais qui n'a pas encore achevé la révolution par la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois, l'élimination des rapports de propriété capitaliste et l'établissement de la dictature du prolétariat.

Un tel gouvernement est par sa nature extrêmement transitoire ; c'est-à-dire qu'il peut soit se déplacer vers la droite, frayant la voie au rétablissement d'un gouvernement bourgeois (qui, dans un pays à économie semi-coloniale comme l'Algérie, ne peut-être qu'un gouvernement néo-colonialiste) soit évoluer vers la gauche, ouvrant la voie à la création d'un Etat ouvrier.

Le coup d'Etat du colonel Boumedienne ne signifie ni la fin de la révolution algérienne ni la victoire de la contre-révolution néo-colonialiste. Mais il a commencé ou plus précisément accentué un processus qui peut mener au rétablissement d'un gouvernement bourgeois en accroissant la démobilisation et l'apathie politique des masses.

La condamnation du coup d'Etat militaire ne constitue pas du tout une « intervention » dans les affaires intérieures de l'Algérie, comme le colonel Boumedienne le prétend en réponse aux critiques exprimées par Fidel Castro. Le sort de la révolution algérienne concerne les révolutionnaires dans le monde entier. Ils ont largement démontré leur intérêt pour la révolution algérienne par leur défense opiniâtre de sa cause et l'aide matérielle qu'ils rassemblèrent, souvent au prix de grands risques, dans les difficiles années de guerre. En fait, l'Algérie aurait à peine pu conquérir sa liberté politique sans cette aide. La vérité est que le coup d'Etat militaire du colonel Boumedienne est en soi une « intervention » non seulement dans le développement de la révolution algérienne mais dans le développement de la révolution à l'échelle internationale et dans la défense des réalisations socialistes dans les Etats ouvriers, avant tout dans le cas de Cuba qui ne fut pas la dernière à se solidariser avec la révolution algérienne en ses moments difficiles.

L'évolution vers la droite sous Boumedienne s'est déjà clairement montrée de la façon suivante :

1) Ben Bella se basait principalement sur des mobilisations occasionnelles des masses et sur sa popularité parmi celles-ci. La base de Boumedienne est principalement l'armée qui, sans avoir définitivement coupé avec son origine révolutionnaire, s'est de plus en plus convertie en une armée de métier, un corps privilégié séparé des masses algériennes.

2) le régime de Boumedienne manifeste une hostilité prononcée envers toutes les tendances marxistes, à la fois envers les partis communistes officiels et envers les tendances marxistes révolutionnaires, et souligne le caractère « arabo-islamique » du « socialisme algérien ».

3) tandis que les relations avec Etats ouvriers, en particulier avec Cuba, se sont détériorées, celles avec les impérialismes américain et français s'améliorent.

4) sous prétexte d'améliorer leur « efficacité », les comités de gestion du secteur autogéré ont été menacés d'épuration. Ceci pourrait être le prélude de leur affaiblissement ou même de leur suppression.

5) le caractère limité de l'autonomie syndicale, péniblement reconquise au dernier congrès de l'UGTA, est à nouveau menacé d'être supprimé.

6) les démarches entreprises en vue d'établir une milice rencontrèrent l'opposition violente de Boumedienne lorsqu'elles furent faites sous Ben Bella. L'armement du peuple devra maintenant être entrepris en opposition directe au régime.

7) Boumedienne a placé une personnalité militaire en charge du FLN, ce qui est contradictoire avec la nécessité de démocratiser, de renforcer et de développer un parti d'avant-garde ayant une large base en Algérie.

8) une diminution sensible de l'aide aux mouvements révolutionnaires luttant contre le colonialisme dans les colonies portugaises et contre la dictature de type fasciste en Afrique du sud a été une des premières mesures mises en application par Boumedienne.

La force principale qui se rallia immédiatement au coup d'Etat militaire en Algérie fut la « bureaucratie bourgeoise », produite en grande partie par l'ancienne administration coloniale, qui est étroitement liée aux cercles d'affaires néo-colonialistes. De cette force, indépendamment des désirs du colonel Boumedienne, émane un danger accru depuis la victoire du coup d'Etat.

II. L'ORIGINE DU COUP D'ETAT

Après avoir pris le pouvoir à la fin de la crise du FLN en juillet 1962, Ben Bella oscilla entre deux forces : d'une part, l'armée des frontières qui l'avait porté au pouvoir contre la résistance de certaines wilayas de l'intérieur luttant pour des prérogatives locales ; d'autre part, les masses dont la mobilisation atteignit son point culminant avec la publication des décrets de mars 1963 sur l'autogestion dans les « biens vacants » socialisés, la tournée de Ben Bella dans le pays et la célébration du Premier Mai. La grande popularité de Ben Bella parmi les masses liée à leur mobilisation occasionnelle, faisait contrepoids à l'armée. En outre, à l'époque, Boumedienne approuva les décrets de mars.

Mais cet équilibre des forces était extrêmement instable. Il ne pouvait durer et devait céder la place à un rôle croissant soit des masses soit de l'armée en sens opposé. La première variante nécessitait le maintien d'un esprit militant parmi les masses urbaines et rurales, et de leur mobilisation. Ceci à son tour exigeait une démocratie agissante et l'autonomie des organisations de masse. En outre, une série de mesures révolutionnaires était nécessaire pour améliorer les conditions de vie des larges masses dans les zones rurales, à savoir une profonde réforme agraire. Des secours immédiats et l'ouverture d'une perspective pour les chômeurs à qui la révolution n'avait pas encore apporté d'améliorations étaient d'une importance particulière.

Même si ces conditions avaient été remplies, la victoire ultime de la révolution socialiste n'aurait pas été assurée aussi longtemps que restait en place une bureaucratie essentiellement néo-colonialiste hostile au socialisme et, avec elle, une structure étatique héritée de l'administration coloniale et une armée de métier capable d'imposer l'obéissance. L'achèvement de la révolution nécessitait, outre les mesures économiques indiquées plus bas (voir chapitre IV), l'armement des ouvriers et des paysans pauvres (milices du peuple), une épuration radicale de l'administration, et notamment la création d'un nouvel appareil d'Etat basé sur des comités d'ouvriers, de soldats et de paysans pauvres. La réalisation de ces conditions aurait ouvert la possibilité de poursuivre la révolution en Algérie vers le socialisme et l'établissement d'un Etat ouvrier dans un avenir relativement proche.

En l'absence de mesures destinées à maintenir l'esprit militant et la mobilisation des masses à un niveau élevé, tout le fragile équilibre du pouvoir glissa imperceptiblement vers l'armée aux dépens de Ben Bella. Plus étaient retardées des mesures comme la deuxième réforme agraire et plus grandes devenaient la démobilisation et l'apathie des masses, et plus Ben Bella devenait un simple otage de l'armée qui pouvait l'éliminer presque sans coup férir. C'est ce qui se produisit le 19 juin.

Après l'élimination des forces pro-capitalistes comme Ferhat Abbas, Belkacem Krim et Mohamed Khider, le FLN fut dominé par une lutte intérieure entre une tendance de gauche inorganisée qui saisissait, dans une grande mesure, la nécessité de réaliser les mesures indispensables pour compléter la révolution, et une tendance de droite favorable à un « socialisme arabo-islamique » d'une variété nassérienne soutenue par l'armée et l'appareil d'Etat. Bien que Ben Bella fut sans aucun doute en faveur des mesures qui auraient pu mener à l'achèvement de la révolution, en particulier du programme du FLN adopté au congrès d'Alger (la Charte d'Alger reste valable dans

son ensemble), il refusa d'organiser un véritable parti d'avant-garde basé sur les masses des ouvriers et des paysans pauvres, maintenant la démocratie ouvrière et un climat de mobilisation constante des masses. Il préféra jouer un rôle bonapartiste entre les deux tendances, recherchant particulièrement des compromis au sommet plutôt que d'en appeler constamment aux masses. Sur ce point, il y avait, entre lui et Fidel Castro, une différence fondamentale qui détermina la dynamique différente de la révolution algérienne par comparaison avec celle de la révolution cubaine.

L'avant-garde de gauche qui incluait des membres du Parti communiste algérien dissous ainsi que des secteurs situés plus à gauche (des militants qui incarnaient la meilleure tradition révolutionnaire de la base du FLN) et des révolutionnaires indépendants, s'aligna sur la politique manœuvrière de Ben Bella de compromis au sommet au lieu d'avancer une critique marxiste révolutionnaire du cours de Ben Bella et de chercher à organiser ses propres forces d'une manière efficace. Quelques-uns d'entre eux continuèrent à suivre la même voie par rapport à Boumedienne comme s'ils n'avaient rien appris du coup d'Etat militaire et étaient aveugles devant le danger grandissant pour la Révolution. La voie qu'ils suivent conduisit au désastre.

L'orientation manœuvrière de Ben Bella devait aboutir à l'affaiblissement de la révolution. Ben Bella le ressentit au bout d'un certain temps et, au début de cette année, particulièrement sous la pression de la vague de grèves qui secoua le pays l'hiver dernier, il fit des concessions aux masses et à la gauche qui promettaient de donner une nouvelle vie à la révolution. Au Congrès de l'UGTA l'ancienne direction imposée par l'appareil bureaucratique de Mohamed Khider contre la volonté de l'immense majorité des militants syndicaux fut éliminée et remplacée par une direction qui pouvait être considérée comme étant en partie représentative de la base. La nationalisation de la plus grande partie de l'industrie fut promise. A la veille du coup d'Etat, le Comité Central du FLN, sous la pression de Ben Bella, décidait d'aller de l'avant plus sérieusement dans la construction d'une milice du peuple. Quelques jours plus tard, Ben Bella voulut que le Bureau politique organise le parti au sein de l'armée et élimine plusieurs ministres droitiers. Ces mesures auraient changé radicalement le rapport des forces. Pour y obvier, l'armée s'empara du pouvoir. Mais il est significatif que, face à la résistance croissante de l'armée, en particulier à sa tentative de mettre hors du gouvernement le représentant politique de celle-ci (Abdelaziz Bouteflika, ministre des Affaires étrangères), Ben Bella, loin de faire appel aux masses, se contenta une fois de plus de manœuvres et de conférences secrètes au sommet. Il fournit ainsi à l'histoire un exemple supplémentaire de combien il est plus coûteux de penser pour suivre une révolution par des ordres ou des manœuvres « d'en haut » que de mobiliser la puissance énorme des masses et de procéder avec la révolution « par en bas ». Cette dernière méthode, cela se vérifie une fois de plus, est moins désordonnée, moins coûteuse, moins pénible et moins dangereuse.

Le coup d'Etat de Boumedienne jette aussi une lumière vive sur le rôle du khrouchtchevisme. Après s'être isolé du courant principal de la révolution algérienne avant qu'elle ne soit victorieuse, le Parti communiste algérien, quand il fut interdit par Ben Bella, accepta la mesure, ne protestant que pour sauver la face, et ses dirigeants appliquèrent la ligne du Kremlin jusqu'à dissoudre formellement leur parti. C'est par le FLN sous la direction de Ben Bella que, selon les dirigeants du PC, allaient être réalisés les principaux objectifs de la révolution algérienne. L'Algérie fut décrite comme une sorte d'« Etat de démocratie nationale », une des grandes innovations nouvelles de la « théorie » khrouchtchevienne adoptées au XXII^e Congrès du PC de l'Union soviétique.

Cette ligne a subi le sort fatal de toutes les illusions. Le FLN s'est montré incapable d'empêcher « l'action » de Boumedienne ou de mobiliser une résistance contre elle. La nécessité d'une avant-garde marxiste organisée s'est montrée plus impérieuse que jamais. Et il s'est avéré que pour garantir et compléter les conquêtes de la révolution, il est nécessaire de construire un Etat ouvrier et de poursuivre la révolution socialiste sans s'arrêter à un quelconque stade inexistant de « démocratie nationale ».

III. LES PERSPECTIVES IMMEDIATES DE LA REVOLUTION ALGERIENNE

Le régime du colonel Boumedienne a un caractère instable et transitoire. Il repose principalement sur l'armée, le seul appareil de domination cohérent en Algérie. Mais cette armée n'est pas homogène ; elle tend, à sa manière propre, à refléter toutes les contradictions de la société algérienne et d'un Etat encore plongé dans une révolution qui n'a pas été écrasée, qui n'est pas encore épuisée, et qui est loin d'avoir disparu de l'esprit des masses laborieuses.

Le colonel Boumedienne a rassemblé, de toute évidence, dans ses mains toutes les rênes du pouvoir ; il dirige l'armée, l'administration, le Conseil de la révolution. Il cherche à reconstruire le parti d'en haut. Le modèle qu'il a à l'esprit est sans aucun doute un régime « socialiste » comme celui de Nasser. Mais la réalité algérienne est toute différente de celle de l'Algérie.

D'une part, Boumedienne et l'armée trouvent un soutien dans des forces antibellistes et « anti-gauche » hétérogènes correspondant à des intérêts et des objectifs sociaux différents. Celles-ci comportent : les grands propriétaires terriens algériens soucieux de repousser indéfiniment la deuxième réforme agraire, les technocrates et les hauts fonctionnaires désireux de consolider des privilèges exorbitants et, sous couvert « d'efficacité », d'éliminer l'autogestion et quelques autres formes de contrôle par en bas trop embarrassantes, les couches bureaucratiques imprégnées de souvenirs, de nostalgies et d'intérêts néocolonialistes, la bourgeoisie commerçante et divers représentants directs de l'impérialisme. L'économie algérienne reste profondément intégrée dans l'économie impérialiste internationale, le budget gouvernemental dépend même strictement de subsides accordés par la France. (Ce rapport, il faut le noter, ne représente guère un risque pour le gouvernement français, car jusqu'à présent les profits provenant de l'exploitation des réserves de pétrole algériennes ont largement compensé les subsides). Dans ces conditions, la combinaison qui soutient Boumedienne se disloquera rapidement, une partie cherchant à accélérer le cours vers la droite, une autre cherchant à poursuivre la révolution « par en haut ».

D'autre part, les principales conquêtes de la révolution algérienne ont été le produit de la mobilisation des masses. Tout recul par rapport à ces mesures, particulièrement tout ce qui mettra en question l'autogestion, tout recours à la répression contre une nouvelle vague de grèves, toute tentative d'installer un régime d'austérité aux dépens des salaires, etc. sera amèrement ressenti par les masses qui ont conservé leur capacité de réagir. Une nouvelle initiative des masses aurait sa dialectique propre. En outre, la faiblesse sociale et numérique des forces néocolonialistes favorise des actions vigoureuses des masses. Bref, après dix années de luttes populaires et une montée tumultueuse de la révolution, le régime Boumedienne se révélera aux masses comme un recul dangereux, avec une perspective de conséquences amères.

En outre, l'économie algérienne connaît des contradictions grandissantes provenant de la coexistence d'un secteur « socialisé » non intégré et d'un secteur capitaliste encore prédominant dans l'industrie (pétrole) ainsi que dans le domaine du commerce extérieur, du crédit et des banques. Ces contradictions empêcheront également une stabilisation du pouvoir de Boumedienne au niveau actuel.

Ou bien la révolution algérienne fera un nouveau bond en avant, connaissant une montée nouvelle grâce à une reprise de la lutte des masses — comme cela s'est produit à plusieurs reprises depuis novembre 1954 — ou bien le gouvernement algérien glissera de plus en plus vers la droite, en direction du rétablissement d'un gouvernement bourgeois, et la route sera ouverte à des imitateurs de Boumedienne dans l'art des coups d'Etat. Telle est l'alternative pour l'Algérie à la suite du coup d'Etat militaire du 19 juin.

IV. LES TACHES DES MARXISTES REVOLUTIONNAIRES EN ALGERIE

De cette analyse, les marxistes révolutionnaires doivent conclure que la révolution algérienne est toujours vivante, qu'elle a subi une défaite sérieuse mais non définitive. Une nouvelle montée de la révolution est possible. Les marxistes révolutionnaires en Algérie doivent concentrer leurs efforts pour préparer et faciliter la reprise de la révolution. Ce travail comporte en particulier :

- 1) la défense de l'autogestion et de toutes les conquêtes de la révolution.
- 2) la défense des droits démocratiques du mouvement ouvrier, y compris le droit d'organiser des partis ouvriers loyaux envers la révolution algérienne et complètement hostiles à l'impérialisme et au néocolonialisme. Dans le même esprit, il est nécessaire de demander soit un procès public honnête soit la libération immédiate de Ben Bella et de tous les révolutionnaires qui sont devenus les victimes de la répression politique.
- 3) la défense de la Charte d'Alger et la lutte pour son application.
- 4) la défense du marxisme comme théorie révolutionnaire qui doit être prise comme seul guide valable pour l'action en Algérie comme partout ailleurs dans la construction d'une société sans classe,
- 5) la lutte pour la consolidation du secteur socialisé pour empêcher qu'il devien-

ne un auxiliaire du secteur privé et se désintègre. Cette lutte doit être liée au mot d'ordre d'extension du secteur socialisé autogéré pour qu'il englobe toutes les industries-clés, et la nationalisation du système du crédit, des transports et du commerce extérieur, et que commence une véritable planification socialiste.

6) la lutte pour une véritable deuxième réforme agraire, capable d'augmenter considérablement le revenu des paysans pauvres et d'établir un large secteur coopératif aux côtés du secteur autogéré.

7) l'armement des ouvriers et des paysans pauvres dans une véritable milice du peuple démocratiquement constituée et élisant ses propres commandants.

8) une attention particulière doit être accordée à la lutte pour l'égalité des femmes. Ceci est d'une grande importance politique dans la situation présente en Algérie en opposition à la tendance « arabo-islamique » dont l'un des objectifs est d'empêcher les femmes de sortir du statut inférieur que lui alloue cette conception rétrograde. La révolution en Algérie ne peut se développer et progresser sans la participation active et massive des femmes.

9) Une épuration radicale de tous les éléments néo-colonialistes dans l'appareil d'Etat, et l'organisation de conseils et de comités dans les usines, quartiers, douars, fermes, comme base d'un Etat ouvrier.

10) la continuation et l'expansion d'une solidarité active envers tous les mouvements luttant contre le colonialisme et le néocolonialisme, notamment en Afrique.

11) la continuation de la lutte pour construire un parti de masse ayant un programme socialiste révolutionnaire, basé sur l'avant-garde des masses des ouvriers et des paysans pauvres en Algérie, avec une structure véritablement démocratique, et visant à réaliser la Charte d'Alger et à compléter la révolution en Algérie, par l'instauration de la dictature du prolétariat, le pouvoir étant dans les mains des ouvriers et des paysans pauvres.

12) pour lutter plus effectivement pour ces objectifs, les marxistes révolutionnaires doivent chercher à construire une section de la IV^e Internationale en Algérie.

Le Comité Exécutif de la IV^e Internationale.

Juillet 1965

Déclaration du Secrétariat Unifié sur la crise grecque

La crise qui sévit en Grèce depuis les premiers jours de juillet s'approfondit et tend vers un paroxysme.

Depuis bientôt trente ans, la Grèce n'avait connu que des régimes de dictature. A la fin de la deuxième guerre mondiale, les masses grecques qui avaient déjà lutté héroïquement contre la dictature Metaxas et l'occupation des troupes des fascismes italien et allemand, prirent les armes pour se débarrasser de la monarchie et du capitalisme. Elles furent vaincues par suite de la trahison de Staline qui, dans ses tractations avec Roosevelt et Churchill à Téhéran et Yalta, avait abandonné la Grèce à la « zone d'influence » occidentale. La révolution grecque fut écrasée. La Grèce resta le seul Etat capitaliste dans la péninsule balkanique.

Un régime d'exception sévit durant de longues années. Mais la Grèce ayant connu un certain développement économique, par suite du « boom » du Marché commun, certaines parties de la bourgeoisie ne voyaient pas sans déplaisir la perspective d'un développement du marché intérieur

et d'une modernisation des structures (ce sont celles-là qui sont derrière Papandréou), tandis que les milieux capitalistes traditionnels, surtout les gros armateurs, appuient la Cour et les généraux réactionnaires. La bourgeoisie divisée, une poussée des masses commença à se faire sentir en 1964. La droite fut battue aux élections. Au pouvoir accéda le dirigeant du Parti du centre, Papandréou. Une légère brise de libéralisme commença à souffler sur le pays. Les masses retrouvèrent quelques libertés civiles et politiques. C'était peu de choses. Mais, comme les masses se ranimaient, reprenaient confiance en elles-mêmes, le capitalisme grec et la camarilla monarchiste, soutenus par des représentants de l'impérialisme américain, estimèrent que le gouvernement Papandréou ne constituait pas le pouvoir fort capable d'endiguer le mouvement commençant des masses.

Une opération, qui n'était pas loin de ressembler à un coup d'Etat, élimina Papandréou du pouvoir. Faite dans la précipitation, cette opération eut des résultats opposés à ce que ses initiateurs avaient

escompté. Elle agit comme un coup de fouet sur les masses. Depuis bientôt deux mois, les manifestations n'ont cessé à Athènes, dans les villes et les campagnes. Dans les grandes villes, ouvriers et étudiants disputent la rue aux forces de police. Une répression sanglante a eu jusqu'à présent pour résultat de stimuler la combativité des masses. Ce sont ces manifestations multiples et puissantes qui ont fait échouer les tentatives de corruption nombreuses de la Cour auprès de parlementaires chez lesquels celles-ci étaient de tradition toujours bien accueillies. Aucun ministre n'a pu obtenir la confiance du Parlement malgré trois essais de démanteler sur la droite ou sur la gauche le parti du centre. La crise tend à déboucher sur une situation pré-révolutionnaire.

La combativité des masses est admirable. Mais l'issue de la crise n'est pas encore décidée. De grands dangers menacent les ouvriers et les paysans grecs. Les forces de réaction ne se sont pas encore livrées à un coup de force militaire parce qu'elles savaient qu'une telle opération, dans les conditions actuelles, aurait déchaîné les masses laborieuses. Mais elles n'ont pas du tout renoncé à un tel recours. Elles attendent seulement que les masses se fatiguent, que l'élan faiblisse.

Un tel espoir est nourri chez la réaction avant tout à cause de la politique que suit Papandréou, politique sur laquelle s'aligne complètement la direction du Parti communiste grec.

Papandréou a déclaré ouvertement qu'il ne désirait pas autre chose qu'une monarchie constitutionnelle et le maintien de la Grèce dans l'Alliance atlantique, c'est-à-dire la principale coalition capitaliste dans le monde. Il est prêt à un compromis. Il reproche à la droite et à la Cour de créer, par leurs provocations ou leurs maladresses, une situation dans laquelle les masses ne pourraient plus être contrôlées et risqueraient de s'engager dans des actions qui liquideraient la monarchie et le régime capitaliste. Papandréou, qui sait que les masses grecques, après tant de souffrances, placent leurs espoirs dans la cause du socialisme, se présente comme la dernière carte du capitalisme grec.

Ce qui le sert actuellement, c'est le Parti communiste grec qui, bien que disposant du soutien de la majorité des ouvriers grecs en raison de leur attachement au socialisme, se refuse à stimuler les masses en leur ouvrant la perspective d'une République socialiste. Au contraire, il n'ose même pas mettre en avant le mot d'ordre de « référendum » qui poserait l'alternative « monarchie ou république », il s'aligne sur Papandréou en demandant le respect de la Constitution bourgeoise, il revendique même la « démocratisation » de la Cour ! Dans une situation comme celle que tra-

verse actuellement la Grèce, une telle politique de maintien du statu quo, en face d'initiatives de la droite pour le bouleverser à son profit, ne débouche effectivement sur rien et ne peut aboutir qu'à épuiser la poussée des masses.

La situation actuelle de la Grèce est instable : elle peut donner lieu à un coup de force militaire et à une nouvelle dictature si la poussée des masses ne débouche pas sur des luttes révolutionnaires. La situation actuelle exige donc une politique audacieuse du mouvement ouvrier, une politique qui appelle les masses non seulement à une lutte vigoureuse pour leurs revendications immédiates et la défense des libertés civiques et politiques, mais aussi à une lutte pour éliminer la monarchie en vue d'établir un pouvoir des ouvriers et des paysans. Le mot d'ordre de référendum pose l'alternative « monarchie ou république ». Cette alternative ne sera résolue favorablement que par l'action extraparlamentaire des masses, par la grève générale. La lutte exige la formation dès à présent de vastes organisations de masse, sous forme de comités de défense, de vigilance, destinés à mettre en échec toute tentative de coup d'Etat ou de complot de l'armée et de la réaction, et à développer l'action des masses dans un grand combat pour un gouvernement des ouvriers et paysans, pour une République socialiste.

La lutte des masses laborieuses grecques est une partie intégrante de la lutte internationale pour le socialisme, elle intéresse au premier chef le mouvement ouvrier européen qui doit se montrer vigilant et prêt à accorder l'aide nécessaire aux travailleurs grecs. De même que la grève générale belge de 1960-61, elle confirme une fois de plus que le prolétariat européen a conservé intact son potentiel de lutte, et qu'il suffit de modifications relativement réduites soit de la situation politique, soit de la situation économique, pour que se déclenchent de vastes luttes des masses qui peuvent déboucher sur des situations pré-révolutionnaires. C'est pour de telles situations et de telles luttes que doivent se préparer constamment les organisations marxistes révolutionnaires, sans se laisser hypnotiser par l'apparente stabilité du régime.

Aux militants de la section grecque de la IV^e Internationale qui a une riche histoire de luttes héroïques et qui sont actuellement à la pointe du combat, le Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale adresse son salut fraternel et les assure de la solidarité pleine et entière de l'Internationale. Il salue la mémoire de l'étudiant Setirios Petroulas, membre d'un groupe de jeunes étudiants exclus récemment de l'E.D.A. pour trotskysme, assassiné par la police au cours d'une manifestation de rue.

Le 6 septembre 1965.

Arrêtez la terreur impérialiste à Aden !

Nous reproduisons ci-dessous un appel lancé par la rédaction de Révolution arabe, revue en langue arabe paraissant en Angleterre.

Le peuple d'Aden lutte pour son droit à l'autodétermination, pour son indépendance économique et politique. Cette lutte est une partie du soulèvement révolutionnaire qui balaye le monde colonial pour éliminer l'impérialisme et l'exploitation. La lutte à Aden dure déjà depuis des années. C'est la lutte d'un peuple opprimé et exploité qui n'est désormais plus prêt à subir la domination de fantoches, de féodaux et de cheiks soutenus par l'impérialisme britannique.

Le gouvernement travailliste cherche à réaliser dans les intérêts du capitalisme britannique, ce que Duncan Sandys n'a pas réussi à faire, c'est-à-dire à établir une sorte d'accord qui préservera les intérêts britanniques tout en donnant l'apparence de l'« indépendance ».

La « Conférence constitutionnelle » tenue en juin 1964 échoua complètement parce qu'elle ne représentait qu'un seul côté, celui du gouvernement britannique et de ses fantoches. Il en fut de même pour la seconde conférence convoquée par le gouvernement travailliste. Ces conférences ont échoué en raison de la détermination du peuple d'Aden d'obtenir une véritable indépendance sans qu'y soient attachées des conditions.

Le Front de Libération Nationale est le représentant de tous les groupements nationaux antimpérialistes. Il n'est ni financé ni entretenu par des forces extérieures, comme le prétend le gouvernement britannique. La République Arabe Unie et d'autres gouvernements antimpérialistes progressifs soutiennent le FLN parce qu'il représente les aspirations du peuple d'Aden. Même les gouvernements réactionnaires arabes qui soutiennent la politique britannique ne peuvent le faire ouvertement à cause des sentiments de leurs peuples.

L'impérialisme essaie toujours de trouver une influence extérieure quand il se trouve en face d'un soulèvement de masse. Le FLN algérien, on nous le disait pendant la guerre de libération, était mené par des forces extérieures. On nous dit maintenant que le peuple héroïque du Sud Vietnam est l'instrument d'un « agresseur extérieur » et, maintenant, nous devrions croire que le FLN d'Aden est l'instrument de l'Egypte. Mais même l'ancien premier ministre d'Aden, Abdul Kanu Mackawee, qui fut nommé par le gouvernement britannique, ne put condamner le FLN parce que celui-ci n'est pas un instrument dans les mains de puissances étrangères et qu'il savait au contraire que tout le peuple dans la partie occupée du sud de l'Arabie se trouve derrière le FLN.

Son refus de répondre aux tentatives du Haut Commissaire pour lui faire condamner les combattants de la libération a abouti à la suspension de la Constitution et au gouvernement direct par les autorités britanniques, soutenues par les « forces de sécurité ». Les ouvriers et le peuple d'Aden ont donné une réponse claire à cette politique en déclarant une grève générale qui a paralysé la colonie et entraîné des manifestations violentes. En représailles, les autorités ont réagi de façon barbare : des centaines d'hommes ont été arrêtés et mis en accusation, des centaines d'ouvriers yemenites ont été déportés et les écoles fermées, pour le seul crime d'exiger l'indépendance.

La politique travailliste britannique n'a rien de commun avec le socialisme ; c'est la continuation de celle des conservateurs en défense des intérêts des monopoles du pétrole et des réactionnaires indigènes. Nous faisons appel à tous nos amis, à tous les hommes épris de liberté, avant tout à la classe ouvrière britannique représentée dans les syndicats et le Labour Party de donner leur soutien et leur solidarité à la lutte héroïque des ouvriers et du peuple d'Aden, de protester auprès du gouvernement britannique et d'exiger :

1) la fin de la vague de terreur qui se poursuit dans la colonie, en mettant fin au régime militaire, en libérant tous les prisonniers, y compris le secrétaire général du Syndicat des Travailleurs du Pétrole ;

2) la négociation immédiate avec les vrais représentants du peuple d'Aden, y compris le FLN et l'Union des syndicats, de l'indépendance et du retrait des troupes et de la base.

Le peuple d'Aden exige ses droits et a besoin de votre soutien.

7 octobre 1965.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

Un plenum du Comité Exécutif de la IV^e Internationale

Le troisième Plenum du Comité Exécutif de la IV^e Internationale depuis le Congrès Mondial de Réunification s'est réuni en juillet dernier.

Le Plenum a consacré une importante partie de ses travaux à la préparation du prochain Congrès Mondial. Les documents préparés par le Secrétariat Unifié pour servir de base de discussion pour le congrès furent ratifiés dans leur ligne générale.

Le Plenum a examiné les problèmes de

divers pays, en premier lieu l'Algérie à la suite du coup d'Etat militaire du 19 juin et a adopté à ce sujet une résolution (publiée dans ce numéro de notre revue). Il a entendu un rapport sur la crise grecque.

Le Plenum a également adopté, après discussion, une résolution sur la scission de la fraction Pablo, approuvant la déclaration publiée par le Secrétariat Unifié à ce sujet le 24 mai dernier (voir *Quatrième Internationale*, n° 25, (page 48).

BOLIVIE

Cesar LORA, abattu par la Junte militaire

César Lora, un dirigeant bien connu des trotskystes boliviens, a été assassiné après son arrestation par un détachement de l'armée, le 29 juillet. Il était le frère de Guillermo Lora, éditeur de *Masas*.

Quand la junte militaire décida de prendre des mesures contre l'opposition politique en mai dernier, ordonnant l'occupation par l'armée des centres-clés et exilant les personnalités politiques et syndicales éminentes, comme mesures faisant partie d'une répression dirigée en premier lieu contre la classe ouvrière, les mineurs répondirent par une grève générale.

A Siglo XX, une des plus grandes mines, où César Lora travaillait comme mineur, un meeting de la Fédération des mineurs se tint pendant que les troupes approchaient. Devant les nouvelles faisant état de l'assassinat de travailleurs par l'armée, les deux groupes trotskystes défendirent l'idée que les mineurs devaient se défendre eux-mêmes par l'action armée. Les partisans de Juan Lechin et du Parti communiste s'y opposèrent.

César Lora appela les militants à partir immédiatement et à refuser toute espèce d'accord avec les forces de répression de la junte militaire.

Quand les forces armées entrèrent dans la zone, les trotskystes des deux groupes à Siglo XX se trouvaient dans la clandestinité. Alors, l'armée se mit à les poursuivre. Le gouvernement prétendit qu'ils étaient en train de fomenter une guerre de guerrilla.

Le 29 juillet, un détachement de troupes commandé par un certain capitaine Zacarias Plaza s'empara de César Lora à San Pedro de Buena Vista, ville du nord de la province de Potosí. Lora fut ligoté ; un revolver fut braqué sur sa tempe et il fut tué sur le coup.

Son corps fut enterré secrètement à un endroit que ses bourreaux même ne connaissent pas.

De nombreuses organisations syndicales et politiques dénoncèrent cet assassinat politique patronné par le gouvernement. Les mineurs de Siglo XX firent un arrêt de travail de 24 heures en signe de protestation.

« La mort de César Lora est un coup porté au trotskysme, écrit un membre du Partido Obrero Revolucionario (section bolivienne de la IV^e Internationale). Il avait la trempe d'un leader et il était un vigoureux partisan de l'unification des forces trotskystes. C'était un homme actif, capable et courageux. Je fus avec lui en prison de nombreuses fois en raison des activités politiques ou syndicales ; il se conduisit toujours avec fermeté et courage. »

L'assassinat de César Lora ne doit pas être considéré comme un incident isolé. Un des leaders des travailleurs du bâtiment, Adrian Arce, fut récemment abattu dans un style semblable. Il fut arrêté à la station de radio Excelsior par un détachement du régiment de Waldo Ballivan. Sans autre forme de procès, il fut ligoté et tué d'une balle dans la tête.

La junte militaire a inscrit sur sa liste noire d'autres dirigeants du mouvement ouvrier, particulièrement des trotskystes et ceux qui pensent comme eux. « Néanmoins nous continuerons notre travail révolutionnaire », déclarent les trotskystes boliviens. Si nous tombons, d'autres prendront notre place. Nous œuvrons pour créer une organisation et des cadres capables de continuer la lutte ».

Dans une déclaration envoyée à la presse et à la radio condamnant le meurtre de

César Lora, le Partido Obrero Revolucionario lança un appel pour le front uni de toute l'avant-garde avec les masses afin de pouvoir affronter les généraux fascistes qui gouvernent actuellement la Bolivie.

Le 4 août, les mineurs de Siglo XX appelèrent à une démonstration et à un meeting général qui commencèrent à 8 h 30 du matin et durèrent trois heures.

Les mineurs commencèrent par une marche silencieuse devant les magasins à Cancarini, les bureaux de Siglo XX et l'usine Sank & Float. Pour les empêcher d'aller à Catavi, des troupes armées furent postées autour des mines, mais les travailleurs n'essayèrent pas de franchir le barrage.

Brandissant des banderoles et des feuilles de paie, ils crièrent des slogans contre la junte militaire en marchant vers la Plaza del Minero. Ils firent exploser des batons de dynamite pour donner plus de force à leurs cris.

A la Plaza del Minero, ils entendirent des orateurs qui rendirent hommage à César Lora et à ses idées socialistes-révolutionnaires et qui expliquèrent pourquoi la junte avait voulu le supprimer. Ils attaquèrent sévèrement les diminutions de salaires décidées par la junte, les licenciements massifs, l'absence de liberté syndicale, et l'intervention du Movimiento Popular Cristiano et de la junte dans les affaires ouvrières.

Ils adoptèrent la résolution suivante en huit points :

- 1) Retour immédiat au système salarial antérieur et autres avantages économiques ;
- 2) une quantité normale d'approvisionnement en stock dans les magasins ;
- 3) réintégration immédiate de tous les travailleurs licenciés depuis le 1^{er} juin ;
- 4) que le gouvernement militaire donne des garanties entières au mouvement syndical des mineurs et aux travailleurs en général ;
- 5) que la persécution des mineurs cesse ;
- 7) retrait immédiat des forces armées de tous les centres miniers du pays ;
- 8) que la dépouille de César Lora soit apportée à Siglo XX et que les responsables de sa mort soient punis. »

La répression se poursuit

Une nouvelle épreuve de force a eu lieu en Bolivie entre les mineurs et la junte militaire régnante. L'action s'est déroulée dans les alentours de la région minière — Siglo XX — Catavi. Dans le but d'écraser le mouvement des mineurs dirigé par les syndicalistes, maintenant dans la clandestinité, la junte a ordonné aux troupes gouvernementales de donner l'assaut et a annoncé le 22 septembre que les mines

seraient fermées pour une période indéfinie. (Cependant, le colonel Juan Lechin Suarez annonça le jour suivant qu'elles seraient probablement réouvertes le 24 septembre).

Des combats violents ont eu lieu entre la troupe et les mineurs, faisant une trentaine de morts et des centaines de blessés. La presse titra que trois policiers gardés en otage par les mineurs avaient été enfermés dans la mine jusqu'à ce que mort s'ensuive. Cependant, l'agence France-Presse annonça le 24 septembre qu'ils étaient tous trois sortis de la mine sans blessures.

En guise de nouvelles mesures de répression, la junte isola des groupes de mineurs suspectés d'être des dirigeants et ordonna leur déportation dans des régions isolées du pays.

Mais la junte militaire n'a pas pu entreprendre de « purger » le mouvement ouvrier de ses dirigeants les plus connus, et de « réorganiser » les mines (expulsions massives et diminution substantielle des salaires et de continuer à jouer dans le même temps le jeu de la « restauration de la démocratie ». Un conflit direct avec les mineurs était inévitable. Le premier heurt avait eu lieu en mai dernier. Le second, plus sanglant que le premier, vient d'avoir lieu en septembre. La junte tente de démanteler le mouvement ouvrier par des arrestations, des déportations et des assassinats.

L'assassinat de César Lora, dirigeant trotskyste des mineurs de Siglo XX, a été l'épisode le plus tragique de cette répression. Cet assassinat a été suivi de mesures contre d'autres militants juste avant le plus récent conflit armé à Siglo XX — Catavi.

Le 4 septembre, Hugo Gonzales Moscoso, secrétaire du Parti ouvrier révolutionnaire, était arrêté sur la route entre La Paz et Oruro. Il fut tenu au secret.

Lucha Obrera, le journal officiel du P.O.R., donna immédiatement l'alarme, devant la possibilité très réelle que Moscoso tombe devant un peloton d'exécution de la junte sans même passer devant un pseudo-tribunal. Des étudiants et des professeurs organisèrent une manifestation de masse, se dirigeant vers le quartier général de la police, réclamant la libération de Moscoso. De même, les mineurs écrivirent des protestations.

La junte et sa police reculèrent finalement devant la pression, et Moscoso fut libéré quelques jours après son arrestation.

Lucha Obrera fit connaître l'arrestation d'un autre révolutionnaire, Paulino Joaniquina. On n'a pu encore savoir où la police le retenait.

Paulino Joaniquina a été secrétaire du syndicat des mineurs de San José (Oruro). En novembre de l'année passée, tandis que le général Barrientos était à San José, Joaniquina prononça un discours courageux, faisant connaître les revendications des mineurs et affirmant qu'ils ne rendraient jamais leurs armes comme l'avait demandé la junte. En mai dernier, il avait dirigé ses camarades dans leur lutte contre la junte et, après leur échec, il était rentré dans la clandestinité.

CHILI

Un parti d'unité marxiste

Santiago : Le congrès constitutif d'un parti marxiste-révolutionnaire s'est tenu ici les 14 et 15 août. Divers groupes et partis, avec des délégués des plus importantes provinces du pays y assistaient. Après une discussion pleinement démocratique, ils approuvèrent les rapports suivants : Situation internationale, Amérique latine, situation intérieure, déclaration sur les principes et programmes, organisation et statut. A la majorité, la dénomination choisie pour le nouveau parti fut « Movimiento de la Izquierda Revolucionario » (MIR) : Mouvement de la gauche révolutionnaire. Ce nouveau parti marxiste-révolutionnaire débute avec des comités régio-

naux et des organisations dans douze provinces chiliennes et des sympathisants dans les trois autres.

Le MIR est le produit d'unifications successives qui ont eu lieu l'année passée : 1°) février 1964 : POR (Parti ouvrier révolutionnaire), ayant une longue tradition trotskyste, et MRC (Mouvement communiste-révolutionnaire), un groupe de jeunes communistes qui s'était formé à l'occasion du conflit sino-soviétique.

2°) Mai 1964 : MRC et OSI (Opposition socialiste de gauche), forment ensemble le PSP (Parti socialiste populaire).

3°) Mai 1965 : PSP et MIDI (Mouvement des indépendants de la gauche allendiste),

groupe composé de comités de base qui soutenaient la candidature d'Allende aux élections présidentielles. Cette formation conservera le nom de PSP.

4°) PSP et Avant-garde révolutionnaire marxiste, avec des groupes ayant quitté les partis communiste et socialiste, et des syndicalistes révolutionnaires comme Clotario Best.

Ces groupes et militants convoquèrent le congrès constitutif qui a créé le MIR. Le processus de regroupement révolutionnaire au Chili est partie intégrante du processus d'unification affectant les groupes marxistes qui, en général, ont fait leur apparition en Amérique latine depuis la révolution cubaine. C'est dans cette perspective que le plus important parti marxiste-léniniste jamais créé au Chili a vu le jour. On peut juger de son importance, non seulement d'après ses positions politiques et la qualité de ses leaders, mais par le nombre de ses militants, dont la

majorité sont de jeunes ouvriers ou paysans et des étudiants.

Le Congrès a élu un Comité central de 21 membres (11 pour Santiago, et 10 pour les provinces). Le Comité central est composé, dans sa grande majorité de jeunes, et de leaders expérimentés comme Enrique Sepulveda, fondateur du POR et du trotskysme chilien, qui a été élu secrétaire général à l'unanimité ; Humberto Valenzuela, ancien secrétaire général du POR ; Clotario Best, président de la centrale unique des travailleurs pendant neuf ans ; Oscar Waiss, qui a été membre du Comité central du Parti socialiste à plusieurs reprises jusqu'à ce qu'il rompe avec ce parti à cause de son réformisme ; Santibanez, dirigeant régional du Parti communiste, qui vient de rompre avec le PC à cause de son révisionnisme ; l'auteur du présent article, et d'autres dirigeants ouvriers ou étudiants.

José VALDES.

INDE

Réorganisation des trotskystes

Une conférence de trois jours des trotskystes des différents Etats, qui s'est achevée à Bombay le 9 août, a décidé de créer un nouveau parti politique s'appelant **Parti socialiste ouvrier**, avec, comme objectif immédiat, le regroupement des forces marxistes-léninistes, en vue de parvenir à une transformation socialiste rapide de la société indienne.

Les trotskystes, qui avaient fusionné avec le Parti communiste révolutionnaire de l'Inde (R.C.P.I.) en 1960, rompirent leurs liens avec cette organisation en 1963, par suite de divergences sérieuses sur l'attitude envers le gouvernement du Congrès, surtout depuis le conflit frontalier sino-indien.

Une déclaration politique de 23 pages adoptée par la conférence attribue la crise actuelle, en voie d'aggravation, de l'économie indienne (disette aiguë, tendance inflationniste, etc.), dix-huit ans après l'indépendance et malgré trois plans quinquennaux, à la politique fondamentale du gouvernement du Congrès, qui tente d'édifier le capitalisme dans le pays, sous le masque d'un « modèle socialiste », dans une période de déclin du capitalisme mondial.

Le nouveau parti estime que seule une transformation socialiste de la société, sur la base d'un programme de nationalisation des industries-clés, des institutions de crédit, du commerce extérieur — c'est-à-dire de propriété sociale des moyens de

production sous un gouvernement ouvrier et paysan — peut libérer les forces productives de l'industrie et de l'agriculture des entraves actuelles, et venir à bout de la crise.

Le parti appelle à la constitution d'un front uni de la gauche pour chasser du pouvoir la classe capitaliste dirigeante et établir un gouvernement ouvrier et paysan basé sur les « panchayats » (Conseils) élus d'ouvriers et paysans.

Le parti maintient que le gouvernement du Congrès, malgré sa politique de non alignement, est, fondamentalement, allié au camp impérialiste. Le parti appelle à un règlement négocié des différends frontaliers ou autres de l'Inde avec les pays voisins (Chine, Pakistan, Ceylan, Nepal et Birmanie).

Une résolution se prononce pour le droit du peuple du Cachemire à l'autodétermination.

Le parti a appelé à un règlement de tous les conflits de frontières entre Etats au sein de l'Union indienne sur la base de la volonté démocratiquement exprimée des populations concernées.

La déclaration du nouveau parti expliqua en quoi il se différencie des partis de gauche traditionnels (parti socialiste Praja, parti socialiste Samyukta, les deux partis communistes rivaux, le parti socialiste révolutionnaire de l'Inde, etc.).

Sur le plan international, le nouveau parti s'engage à soutenir les luttes des

pays capitalistes avancés pour le socialisme et se solidarise avec la lutte de libération des peuples coloniaux et semi-coloniaux contre le colonialisme et le néo-colonialisme. Il soutient également les peuples des Etats ouvriers dans leur lutte contre la bureaucratie et pour la démocratie socialiste.

Le parti s'engage à une politique de défense inconditionnelle des Etats ouvriers.

Au sujet du Vietnam, le parti appelle à l'action unie du mouvement ouvrier indien et international pour soutenir la guerre héroïque de libération du peuple vietnamien contre l'oppression de l'impérialisme américain. Il stigmatise le gouvernement Shastri pour son attitude servile envers l'impérialisme américain au sujet du Vietnam et dans d'autres questions. Il se prononce pour le retrait immédiat de l'Inde du Commonwealth.

ALGERIE

Cinq mois de nouveau régime

Dans les semaines qui suivirent immédiatement le 19 juin, Boumedienne fut avant tout préoccupé d'installer une machine qui allait permettre à son régime de frapper l'opposition et de donner une orientation nouvelle.

A la fin du mois d'août commença une campagne destinée à répandre l'idée que l'opposition était constituée d'« étrangers » d'abord, de communistes ensuite (qui, pour tous les réactionnaires, sont une sorte d'étrangers), qui manœuvraient quelques Algériens qu'il fallait classer soit parmi les fripons soit parmi les imbéciles.

Cette campagne prépara le terrain pour une répression, qui commença par frapper des trotskystes qui avaient servi la cause de la révolution algérienne depuis le premier jour, des Français inorganisés qui avaient également pris fait et cause pour la révolution algérienne avec bien des risques pour leur personne. Les arrestations furent accompagnées de tortures. (Nous renvoyons nos lecteurs au numéro d'octobre 1965 de *l'Internationale* dans lequel on trouvera un compte rendu détaillé des faits, notamment un exposé fait au cours d'une conférence de presse par notre camarade Albert Roux). La répression s'est étendue à d'ex-membres du PC, à de nombreux Algériens, à la mise au secret depuis le 19 juin de Ben Bella et de quelques autres ministres de son équipe, sont venues s'ajouter les ar-

restations et la mise au secret le plus absolu de Mohamed Harbi et Hocine Zahouane. Boumedienne qui ne cesse de dénoncer les « illégalités » de Ben Bella agit en pur dictateur, privant des droits démocratiques élémentaires l'ancien chef du pouvoir et les militants qui se situaient le plus en pointe pour la progression de la révolution algérienne.

A la répression policière est venue s'ajouter la mise au pas des organisations de masse, sans parler de la « réorganisation » du FLN. La première organisation qui a été frappée c'est l'Union Nationale des Etudiants Algériens (UNEA), à laquelle a été imposée une direction nouvelle. Cette action contre l'organisation estudiantine est en soi caractéristique de l'aspect réactionnaire du régime. Tous les pouvoirs — qu'il s'agisse de pays capitalistes développés comme les Etats-Unis, de pays où sévit le néo-colonialisme ou d'Etats ouvriers comme l'Union soviétique — ont plus ou moins de difficultés avec les étudiants; et toute répression contre eux ne peut avoir qu'une signification réactionnaire.

Mais le régime Boumedienne n'a pas seulement montré son visage par l'exercice de la répression. Sur le plan économique et social, ses tendances se sont déjà plus ou moins nettement affichées dans un sens de droite.

La réforme agraire différée

A propos de la possible réalisation de la réforme agraire, comme cela avait été réclamé depuis de longs mois par les représentants de l'avant-garde prolétarienne des villes et des campagnes, et annoncé officiellement par le gouvernement Ben Bella pour la fin des récoltes de l'été 1965, le nouveau pouvoir vient de confir-

mer (comme une déclaration antérieure du ministre de l'Agriculture, A. Mahsas l'avait laissé entendre) dans une conférence de presse du 14 août, de Bachir Boumaza, que la prochaine étape de la réforme agraire était bel et bien reportée aux calendes grecques.

Bureaucratie contre gestion ouvrière

Une constante du régime issu du 19 juin, c'est sa détermination dans la tentative de « restructurer » l'Autogestion, et, avant tout, l'autogestion industrielle. Après avoir laissé pourrir les entreprises autogérées industrielles, îlots « socialistes » au milieu d'un océan capitaliste, sans leur apporter l'appui nécessaire contre les structures hostiles qui l'entouraient, il est facile, aujourd'hui que la plupart d'entre elles sont sur les genoux, de laisser entendre que l'Autogestion aurait fait faillite et qu'il s'agit de la « réorganiser ».

En fait, la volonté des forces rétrogrades et bureaucratiques qui voudraient contrôler la destinée du pays, c'est de supprimer tout contenu de démocratie ouvrière qui avait commencé à se développer, du moins au niveau des entreprises du Secteur Autogéré Industriel.

Cette prochaine tentative de « mise en ordre » est préparée par une mise en condition orchestrée par les différents moyens d'information officiels.

Ainsi, le quotidien *El Moudjahid* nous montre la photo d'un président d'un domaine du secteur autogéré agricole, et de son comptable, arrêtés comme de vulgaires criminels par les courageux gendarmes, pour l'impardonnable délit de port d'armes, à savoir... un revolver et un fusil de chasse.

Une information apparemment bien innocente d'une rencontre entre des représentants de l'autogestion et des services des Contributions diverses d'Annaba, laisse sous-entendre que les entreprises autogérées... ne paieraient pas leurs impôts.

Mais, ce qui n'est pas ajouté, c'est que plus d'une entreprise autogérée, se plaint des multiples réquisitions de marchandises opérées par les communes, les administrations ou l'Etat, réquisitions dont elles attendent en vain, pendant des mois, la juste rémunération, alors que les acheteurs réguliers, et qui accepteraient de payer comptant, ne manquent pas.

Remplacer l'autogestion industrielle sous la coupe directe de l'Etat, voilà qui va à l'encontre de la volonté ouvrière telle qu'elle émanait du deuxième Congrès de l'U.G.T.A. (mars 1965) qui demandait le renforcement et l'élargissement du « secteur socialiste » et à l'issue duquel Ben Bella avait même promis, du moins en paroles, qu'avant la fin de 1965, le secteur nationalisé l'emporterait d'une façon définitive sur le secteur privé.

En même temps qu'il s'attaque à l'autogestion, le nouveau régime a lancé un ballon d'essai, mais de taille sérieuse, en rendant à son ancien propriétaire l'usine Norcolor qui avait été nationalisée.

La résistance des syndicats

A ce sujet les syndicats ont élevé une protestation. L'organe des syndicats *Révolution et Travail*, dans les deux numéros qui ont paru après le 19 juin, est symptomatique d'une résistance ouvrière si ce n'est directement contre le régime, du moins contre des mesures prises par celui-ci qui sont caractéristiques de son orientation. Et il ne serait pas surprenant que ce soit le point de départ d'une résistance dangereuse pour le régime du 19 juin.

Révolution et Travail expose la misère des masses, les attaques contre l'autogestion, la remise de l'usine Norcolor à son ancien propriétaire. L'organe de l'UGTA signale également la surveillance

des locaux syndicaux par la police.

Les difficultés et contradictions du régime ne manqueront pas de poser les problèmes les plus graves aux militants des syndicats. Déjà des grèves se sont produites. La situation économique poussera à l'éclatement de luttes ouvrières, et les dirigeants syndicaux auront à prendre position : ou avec les travailleurs ou avec le pouvoir. On peut dire en tout cas que la mise au pas de l'UGTA ne sera pas une opération aisée.

L'organe *Révolution et Travail* semble l'avoir été, car après ces deux numéros, le journal a abandonné ce ton et s'est placé sur le ton des organes gouvernementaux.

L'opposition

Le 19 juin avait eu lieu dans la surprise générale quant au moment où le coup fut fait, bien que celui-ci se trouvait dans la logique politique de la situation générale en Algérie. Il n'y avait

pas de gauche organisée dans le FLN avant le coup d'Etat. Les regroupements n'ont commencé qu'après. Le 28 juillet a paru la proclamation de l'Organisation de la Résistance Populaire (ORP).

Les militants révolutionnaires algériens connaissent de nouvelles épreuves. Leur passé témoigne éloquentement quant à leurs capacités de tenir tête aux pires répressions. Mais, dans la période qui vient, les difficultés résideront essentiellement dans le domaine politique. Il leur faut dégager politiquement et or-

ganisationnellement une direction révolutionnaire, une avant-garde susceptible de mobiliser les masses contre un pouvoir militaire et bureaucratique, et de développer la lutte pour l'instauration d'un Etat ouvrier en Algérie, seule garantie contre tout retour vers un néo-colonialisme.

POLOGNE

Lourdes peines à de jeunes communistes

Nous avons publié, dans notre numéro 25, l'article du correspondant du Monde, M. Tatu, du 26 mai, annonçant les arrestations de plusieurs jeunes en Pologne pour des raisons politiques. Ils étaient accusés entre autre choses, d'avoir émis un programme basé en partie sur des critiques soulevées par Trotsky contre le système stalinien.

Nous n'avons obtenu que des informations limitées sur cette affaire. Il semble que les idées contenues dans le document de ces jeunes communistes polonais seraient plus proches des conceptions trotskystes que celles de Djilas, contrairement à ce qui a été dit par le correspondant du Monde. D'autres informations ont paru dans le New York Times du 30 juillet (édition internationale), sous la signature de son correspondant particulier, David Halberstam. Si l'on en croit ce rapport, le pouvoir en Pologne — semblable à celui des autres pouvoirs bureaucratiques dans les Etats ouvriers — considère qu'avoir des divergences politiques et les faire connaître... est un privilège !

Voici le texte de l'article de David Halberstam paru dans le New York Times :

L'arrestation et la condamnation d'un jeune assistant de l'Université de Varsovie a souligné l'un des dilemmes auquel doit faire face le parti polonais avec sa jeunesse.

L'assistant, Karol Modzelewski et un étudiant diplômé furent condamnés respectivement à 3 ans et demi et 3 ans de prison pour avoir distribué des écrits que l'Etat a jugé faux et nocifs. M. Modzelewski, est le fils du défunt Zygmunt Modzelewski, ministre des affaires étrangères de 1947 à 1951.

Le jeune Modzelewski, assistant en philosophie à l'Université était membre du parti.

Son cas est significatif parce qu'il arrive à un moment où le parti ressent le manque d'enthousiasme politique de la jeunesse. Mais cette affaire illustre aussi l'extrême sensibilité à tout ce qui remet en cause les doctrines actuelles, à toutes sortes de discussions et de débats, qui peuvent exciter et attirer les jeunes vers la politique.

On a dit que M. Modzelewski était le chef d'un petit groupe de membres du parti, principalement des assistants et des étudiants de l'université. D'autres ont été arrêtés pour cette affaire et seront peut-être jugés plus tard.

Certaines sources ont dit que M. Modzelewski était un militant jeune et ardent.

Il était en Italie en 1963 et s'intéressa à quelques-unes des idées débattues dans le P.C. italien et à la façon dont se menaient les débats.

Il pensa que cette sorte de débat était ce dont avaient besoin les jeunes du Parti communiste polonais.

A son retour avec plusieurs collègues du Parti, il commença à parler et écrire sur de nombreux problèmes politiques, sociaux et économiques qui se posaient en Pologne. La conviction qu'il fallait des débats plus nombreux dans le parti était implicite dans leurs conversations.

On a dit qu'aucun thème particulier ne dominait dans leurs points de vue ; ils s'étendaient du révisionnisme dans certains domaines à des appels à une collectivisation plus poussée dans l'agriculture.

Ces points de vue ont circulé uniquement à l'intérieur du groupe étudiant du parti. Malgré cela M. Modzelewski et son groupe furent sanctionnés par le parti à l'automne dernier. Ils ont été exclus du Parti et furent menacés d'être suspendus de leurs postes dans l'Université.

M. Modzelewski et ses amis ont néanmoins continué à discuter et à émettre leurs idées l'hiver dernier, cette fois-ci à l'extérieur du parti.

Au printemps, M. Modzelewski et plusieurs autres furent arrêtés et, la semaine dernière, le gouvernement a annoncé que

M. Modzelewski avait été condamné à 3 ans et demi de prison et son collègue Jacek Huron à 3 ans. On estime que ces condamnations sont lourdes.

Dans ces condamnations il y a un avertissement implicite aux étudiants et aux assistants de l'Université pour qu'ils fassent attention à leurs divergences. Mais

selon certaines sources, il s'agit aussi d'un avertissement aux fils et aux filles des hauts fonctionnaires pour leur faire savoir que le gouvernement n'a pas l'intention d'accorder des privilèges politiques en raison de leur origine pas plus qu'il ne tient à accorder des privilèges économiques pour cette raison.

U.R.S.S.

L'Arménie soviétique bouge

La crise du système bureaucratique prend ses aspects les plus aigus là où, au mécontentement des masses causé par les privilèges de la caste bureaucratique et par leur exclusion de l'exercice du pouvoir, s'ajoutent des raisons de mécontentement national.

En Arménie, le problème national prend des dimensions particulières, car son territoire, tel qu'il s'est historiquement constitué, se situe pour sa plus grande partie près de la frontière turque. En outre, après la Deuxième Guerre mondiale, on a assisté à un retour massif des émigrés arméniens venant de toutes les parties du monde, ce retour étant dicté de façon essentielle beaucoup plus par l'attachement à la terre natale que par une quelconque adhésion au pouvoir soviétique. Il faut en outre considérer que l'Arménie est l'une des républiques dont la population est la plus dense et qui se trouve être l'une des moins industrialisées.

Tous ces éléments constituent la base objective à partir de laquelle s'est développé un fort mouvement à tendances nationalistes qui a abouti, sous le prétexte du cinquantième anniversaire du massacre des Arméniens par les Turcs, à de grandioses manifestations de rue dans la capitale de l'Arménie soviétique, Erivan, le 25 avril de cette année.

Depuis quelque temps déjà on pouvait noter chez les intellectuels arméniens un fort réveil nationaliste qui s'exprimait surtout par la «réhabilitation» d'une série de dirigeants du mouvement national antisariste d'avant la révolution d'Octobre. L'année dernière, on avait procédé, à Erivan, à des arrestations d'étudiants, arrestations provoquées par la découverte d'une organisation clandestine qui, à ce qu'il paraît, se proposait de lutter pour l'indépendance de l'Arménie. Au début de cette année, l'agitation nationaliste se trouva concentrée sur l'anniversaire imminent des massacres d'Arméniens en 1915.

Les dirigeants locaux du parti et du gouvernement hésitèrent longtemps avant de décider de célébrer en sourdine cet

anniversaire, dans un théâtre d'Erivan. Entre temps, outre les articles concernant cette célébration qui parurent dans les journaux et les revues, des tracts commencèrent à circuler à Erivan, invitant à une manifestation de rue et reproduisant une carte de la Grande Arménie qui incluait aussi les territoires actuellement en possession de la Turquie et même une partie de l'Azerbeïdjan soviétique actuel. La veille du 25 avril, tous les membres du parti furent convoqués à des réunions au cours desquelles ils furent avertis de la possibilité de désordres pour cette date, et répartis par groupes pour surveiller tous les quartiers de la ville et prévenir ces désordres.

Mais cette précaution ne donna aucun résultat, car beaucoup de ces militants, après avoir constaté le matin du 25 que, dans la zone qui leur était confiée, il ne se passait rien, se rendirent eux aussi sur la place centrale et participèrent à la manifestation.

En fin de matinée, le 25, 60.000 personnes se trouvèrent réunies sur la place et suivirent avec intérêt et en applaudissant les meetings «volants» au cours desquels les orateurs (presque tous des étudiants) revendiquaient le droit de pouvoir célébrer l'anniversaire du massacre des Arméniens, lançaient les mots d'ordre anti-turcs et demandaient à rencontrer les représentants du pouvoir central afin de leur exposer leurs propres revendications nationales.

Il se produisit aussi quelques incidents lorsque des manifestants lancèrent des mots d'ordre anti-soviétiques (par exemple, la revendication du remplacement de la statue de Lénine par celle d'un héros national arménien), mais ce ne furent là que des incidents secondaires, rapidement calmés par les étudiants qui se trouvaient à la tête de la manifestation.

Plus tard, la foule se dirigea vers l'Université, puis vers les quartiers ouvriers, regroupant, chemin faisant, d'autres milliers de manifestants.

Lorsque la manifestation officielle débuta au théâtre de l'Opéra, les manifestants se massèrent devant les portes et demandèrent à être admis dans la salle. Ils se heurtèrent alors à un refus brutal souligné par la présence d'importantes forces de police qui entouraient le théâtre. La pression ne diminuant pas aux portes du théâtre, malgré l'utilisation de gaz lacrymogène, on autorisa l'entrée d'un petit groupe de représentants des manifestants. Un peu plus tard, la foule, ne voyant pas revenir ses représentants, rompit les cordons de police et se précipita dans le théâtre. Les bureaucrates qui se trouvaient à l'intérieur, aussi bien ceux qui se trouvaient au présidium, que ceux qui se trouvaient dans la salle, s'enfuirent rapidement après une tentative assez peu convaincue, et infructueuse, du secrétaire du

parti pour calmer les manifestants.

Des rassemblements, réunissant moins de monde, eurent encore lieu dans toute la ville tard dans la soirée.

L'attitude de la direction bureaucratique locale dans toute cette affaire fut extrêmement hésitante et indécise. De toute façon, aucune violente mesure de répression ne fut prise. Contrairement à ce qui se passait ordinairement en U.R.S.S. Au contraire, les personnes arrêtées (quelques centaines) furent rapidement relâchées les jours suivants. Une tentative de la direction du parti pour faire approuver par les organismes de base une résolution condamnant la manifestation, n'obtint aucun succès et provoqua les plus énergiques protestations de la part des membres du parti auxquels cette résolution fut proposée.

FRANCE

Le XVIII^e Congrès du Parti Communiste Internationaliste

Le Parti Communiste Internationaliste (section française de la IV^e Internationale) a tenu son 18^e Congrès au cours du mois d'octobre. Ce Congrès a été consacré exclusivement aux problèmes nationaux — situation en France, et activité et tâches de l'organisation.

Le rapport politique et la discussion ont porté sur la discussion économique en France, sur les nouvelles conditions des luttes économiques par suite du renversement du marché du travail qui s'est produit pour la première fois depuis la fin de la guerre, et sur la situation politique. A ce sujet, le congrès a souligné la contradiction qui se manifestait de plus en plus entre les tendances de recherche de solutions nouvelles, de solutions socialistes, parmi les jeunes générations, et la politique des partis traditionnels qui a trouvé son expression la plus marquante dans le soutien à la candidature Mitterrand. Le congrès a enregistré la croissance de l'organisation, qui se traduit par une augmentation très sensible des effectifs en dépit d'une rupture d'un groupe minoritaire, et par la poursuite du recrutement. Cette situation nouvelle s'est traduite par un abaissement notable de l'âge moyen des congressistes et de la nouvelle direction élue à ce congrès.

Le Congrès a décidé d'intervenir dans l'élection présidentielle du 5 décembre, en demandant aux travailleurs de repousser non seulement de Gaulle et les autres candidats de droite, mais également la candidature Mitterrand qui, loin de constituer un pas en avant vers l'unité d'action des travailleurs contre le gaullisme et le régime capitaliste, est une opération qui vise à maintenir les masses dans le cadre du régime capitaliste, sur un programme bourgeois, destinée à préparer un « après-gaullisme » de tout repos pour la bourgeoisie. Le Congrès a décidé d'appeler les travailleurs à déposer un bulletin portant une mention contre de Gaulle, Tixier-Vignancour et contre Mitterrand, et en faveur du front unique ouvrier pour le socialisme. Il a également décidé de s'adresser à divers groupements d'avant-garde pour qu'une telle campagne soit menée en commun.

Le Congrès a adressé son salut à toutes les sections de la IV^e Internationale, à tous les trotskystes qui subissent la répression dans le monde entier et aux camarades qui ont été récemment frappés en Algérie par le régime Boumedienne pour leur action en faveur de la révolution algérienne.

BELGIQUE

Formation de la Confédération Socialiste des Travailleurs

On sait qu'à la suite de mesures d'exclusion prises par la direction du Parti socialiste belge, les éléments de gauche s'étaient organisés en trois formations :

le Parti wallon des travailleurs, l'Union de la Gauche socialiste de Bruxelles, et l'Union de la Gauche socialiste flamande. Ces trois organisations ont tenu un con-

grès à Liège le 10 octobre pour constituer la *Confédération Socialiste des Travailleurs*.

Trois cent cinquante délégués venus de toutes les régions de Belgique étaient présents à ce congrès pour former cette organisation qui s'est fixé pour tâche de lutter pour une Belgique socialiste sur une base fédérale qui assurerait l'autodétermination aux deux nationalités qui vivent dans le pays. La grande majorité de ces délégués étaient des jeunes et des ouvriers, entre autre des militants syndicaux et des délégués d'entreprise des grandes entreprises de la métallurgie liégeoise, des entreprises métallurgiques et du gaz de Charleroi, des chantiers navals d'Anvers et d'Ostende, des cheminots et des syndicats de l'enseignement. Le congrès fut présidé par un bureau composé de Robert Nicolas (de Charleroi), de Pierre Le Grève (député de Bruxelles) et de Frans Vrancks, président de la Fédération des Jeunes Gardes de Louvain et délégué d'entreprise à la compagnie aérienne Sabena. Les rapporteurs furent : Marcel Slangen (de Wallonie) sur la politique intérieure et le fédéralisme, Van der Borcht (de Flandre) sur la politique internationale, et Ernest Mandel (éditeur de *La Gauche*) sur la politique économique et sociale.

Le Congrès a commencé par répondre favorablement à l'appel du « Vietnam Day Committee » de Californie pour une manifestation internationale le 16 octobre.

Le congrès a déclaré dans la résolution programmatique qu'il a adoptée que la Confédération a pour but le renversement du capitalisme, la collectivisation de tous les moyens de production, la gestion ouvrière des entreprises dans le cadre d'une économie démocratiquement planifiée. La résolution affirme que ce but ne peut être atteint que par la conquête du

pouvoir par les travailleurs, la solidarité prolétarienne internationale et la victoire internationale du socialisme.

Le programme d'action immédiate se prononce pour le fédéralisme, et des réformes de structure anticapitalistes, à savoir, la nationalisation des banques, des assurances, des organismes de crédit, des mines, de la production d'énergie, des raffineries et des usines à gaz, le tout sous contrôle ouvrier. Le programme se prononce pour le contrôle ouvrier sur toutes les entreprises et pour la propriété collective des terres sur lesquelles sont édifiées des constructions.

Ce programme comporte la semaine de 40 heures sans diminution de salaires, les quatre semaines de congé payées doubles, un service national de santé gratuit, des augmentations de pensions et autres bénéfices sociaux.

Il demande la sortie de la Belgique de l'OTAN et une forte réduction des dépenses militaires.

Le Congrès a exprimé sa solidarité avec tous les peuples coloniaux en lutte pour leur libération ainsi qu'avec les Noirs des Etats-Unis.

Le Congrès a reçu une lettre de sympathie et une promesse d'adhésion du vétéran du socialisme belge, Camille Huysmans, âgé de 94 ans. Secrétaire de la II^e Internationale avant 1914, il fut toute sa vie un membre de la social-démocratie belge. Son évolution à gauche a commencé il y a quelques années, notamment à la suite de la révolution chinoise d'une part, du réarmement de l'Allemagne d'autre part. Dans son message au Congrès, il condamna fortement le « socialiste » Spaak, ministre des Affaires étrangères, pour sa complicité avec l'impérialisme américain dans la guerre contre le peuple vietnamien.

En vente aux Publications de « QUATRIEME INTERNATIONALE »

Léon TROTSKY. — ECRITS 1928-1940 (tome I : L'exil, Staline théoricien, le premier plan quinquennal.)	10	F
Léon TROTSKY. — ECRITS 1928-1940 (tome II : Où va la France ?)	5	F
Léon TROTSKY. — ECRITS 1928-1940 (tome III : La tragédie de la classe ouvrière allemande en 1933, la révolution espagnole (Les trois tomes ensemble : 25 F)	16	F
Léon TROTSKY. — La révolution trahie (réédition de 1961)	9	F
Les Bolchéviks contre Staline (1923-1928) (Cours Nouveau, de L. Trotsky ; la plate-forme de l'Opposition de gauche Trotsky-Zinoviev ; les « dangers professionnels du pouvoir », de C. Rakovsky)	4	F
M. Pablo. — Dictature du prolétariat, démocratie, socialisme	4	F
Le dossier de la « déstalinisation » (le rapport Khrouchtchev au 20 ^e Congrès, commenté par la IV ^e Internationale, et plusieurs documents et articles), édité en 1956	2	F
Après de Gaulle ? une brochure éditée par le Parti Communiste Internationaliste (section française de la IV ^e Internationale)	1	F
* Quatrième Internationale », numéros spéciaux :		
Le 5 ^e Congrès Mondial de la IV ^e Internationale (1957)	2	F
Le 6 ^e Congrès Mondial de la IV ^e Internationale (1961)	2,50	F
Le Congrès Mondial de Réunification (1963)	3	F
et tous autres livres : Littérature et Révolution de Trotsky ; Biographie de Trotsky, de I. Deutscher ; Traité d'économie marxiste, de E. Mandel ; etc.		
Commandes à Pierre FRANK, 21, rue d'Aboukir, Paris 2 ^e .		
Compte Chèques Postaux C.C.P. Pierre FRANK 12648-46 Paris.		

Directeur de la publication : Pierre FRANK

Diffusé par N.M.P.P.

Imprimerie « E.P. », 232, rue de Charenton, Paris (12^e)

WORLD OUTLOOK

(Perspective
mondiale)

Un service de presse ouvrier hebdomadaire en anglais contenant des informations, des analyses, des articles, présentant un intérêt particulier pour des militants politiques et syndicaux, des révolutionnaires, les mouvements coloniaux, et pour ceux qui suivent la politique mondiale.

Ce service de presse n'est servi que sur abonnement. Il paraît chaque semaine sur un nombre de pages variable (d'une vingtaine à une quarantaine).

L'abonnement pour 26 numéros s'élève à 37,50 F.

Paiement à effectuer à Pierre FRANK, 21, rue d'Aboukir, Paris (2°).

Aidez "Quatrième Internationale" ! Aidez la diffusion de notre revue !

Une publication comme la nôtre a besoin de l'aide de tous ses lecteurs. Tout d'abord, l'aide, sous la forme d'un abonnement, car les abonnements assurent, beaucoup mieux que la vente au numéro, les rentrées nécessaires pour couvrir les dépenses d'impression et d'expédition qui vont, hélas, toujours croissant. Dépêchez-vous de vous abonner, avant que nous ne soyons contraints d'augmenter nos tarifs et notre prix de vente, en correspondance avec la hausse des prix d'impression et d'expédition.

Aidez-nous aussi à trouver de nouveaux abonnements. Fournissez-nous des noms et des adresses pour la prospection.

Abonnement : un an (4 numéros) 11 F
Abonnement de soutien 15 F
Abonnement étranger équivalent de 3 dollars
(plus frais postaux pour expédition par avion)

Faites un service de « Quatrième Internationale » comme abonné possible à :

Nom : Adresse :

Nom : Adresse :

Nom : Adresse :

Imprimé en France

Prix : 3 F

Prix pour l'Afrique du Nord : 2 F